

LA

Notion des « Motifs »

dans l'évolution de

l'arbitrage international

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi, 24 mai 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

Henri HÉLIE

Président : M. GÉOUFFRE DE LAPRADELLE.

Assesseurs { M. WEISS, *Professeur*.
 { M. LESEUR, *Professeur*.

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE CH. NOBLET
13, RUE CUJAS, 13

1912

LA

Notion des « Motifs »

dans l'évolution de l'arbitrage international

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

Notion des « Motifs »

dans l'évolution de

l'arbitrage international

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le vendredi, 24 mai 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

Henri HÉLIE



Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Assesseurs { M. WEISS, *Professeur.*
M. LESEUR, *Professeur.*

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE CH. NOBLET

13, RUE CUJAS, 13

1912

LA

Notion des « Motifs »

dans l'évolution de l'arbitrage international

INTRODUCTION

Le monde civilisé comprend un ensemble de nations appelées nécessairement à entretenir entre elles des rapports que rendent plus nombreux ou plus rares, plus faciles ou plus délicats, les divers éléments constituant ou se rattachant à la vie commerciale, économique ou politique de ces mêmes nations.

Ces rapports, pour des causes plus ou moins aisées à déterminer ou à apprécier, aboutissent parfois à des conflits et ceux-ci ne se dénouent que par deux solutions que traduisent soit des mesures violentes dont la guerre est le dernier degré, soit des moyens pacifiques dans lesquels rentre l'arbitrage.

Venant au sommet de l'échelle de gradation, au-dessus de la médiation et des bons offices, l'arbitrage est la solution juridique par excellence des conflits internationaux. « C'est, dit M. Mountague-

Bernard, un expédient de la plus haute valeur pour terminer les controverses internationales » ; mais, ajoute cet auteur, « il n'est applicable ni dans tous les cas, ni dans toutes les circonstances ; et les cas et les circonstances auxquels il est applicable n'admettent aucune définition précise. »

Il ne nous intéresse pas spécialement ici de rechercher ces cas et ces circonstances et il nous suffira seulement, dans cette introduction, de remarquer que ne peuvent y rentrer les questions de puissance et d'honneur des États. M. Geffcken précise très nettement que l'arbitrage n'est applicable que dans les cas où les prétentions contradictoires peuvent être formulées *juridiquement* et que ces cas sont de beaucoup les moins nombreux.

Les actes de La Haye de 1899 et de 1907 qui forment en la matière le dernier état du droit international codifié, n'ont d'ailleurs prévu le fonctionnement de la justice arbitrale qu'à l'occasion de différends susceptibles d'être formulés *juridiquement*.

Et de fait, il faut reconnaître que depuis les premiers âges de l'histoire, l'arbitrage n'a généralement été appelé qu'à solutionner des controverses présentant le caractère que nous venons de relever : controverses relatives aux privilèges diplomatiques ou consulaires, aux frontières, aux indemnités, aux droits de navigation, à l'interprétation et à la violation des traités, — toutes questions se présentant nécessairement sous une forme juridique et

permettant de même une discussion juridique.

Dans cet ordre d'idées, il nous a paru particulièrement intéressant, étant donné ce caractère juridique diversement accentué mais toujours prédominant dans l'arbitrage international, de rechercher dans l'évolution de celui-ci, moins quel a pu être le contenu des sentences, que la qualité même de leur « *motivation* ».

Chercher à distinguer la notion des motifs, non certes dans toutes les sentences arbitrales, mais dans les plus caractéristiques, celles que l'histoire a plus particulièrement enregistrées, soit à raison de l'importance des conflits qui les avaient occasionnées, soit par toute autre particularité de fond ou de forme, tel est l'objet que nous nous proposons dans ce travail.

Nous ne remontrons pas au-delà du dix-neuvième siècle et nous nous efforcerons de mentionner le plus grand nombre possible de sentences d'un certain intérêt rendues au cours de ce dernier siècle et celles déjà rendues dans le vingtième, relevant à leur occasion le défaut de « *motifs* », l'insuffisance de « *motifs* » ou leur importance, laissant généralement de côté la valeur même des *motifs* donnés ou ne nous y arrêtant parfois que pour en tirer une indication dans la suite.

Nous ne nous dissimulons pas la difficulté de présentation d'un pareil travail, concédant volontiers que le plan que nous avons adopté n'est peut-

être pas le plus rationnel, mais nous avons pensé que dans un essai de la nature de celui que nous entreprenions, il fallait avant tout être clair. C'est pourquoi nous avons cru logique de diviser notre étude comme suit :

Dans un 1^{er} CHAPITRE, envisageant la notion des *motifs* en général et les théories et prescriptions internationales qui s'y rattachent, nous remarquerons que l'histoire des sentences arbitrales nous révèle l'existence d'une divergence assez caractéristique entre certaines sentences, à raison de la qualité des arbitres dont elles émanent : souverains, commissions mixtes, cours judiciaires... Cette divergence, dans l'ordre d'idées que nous poursuivons, nous ne la retiendrons qu'en ce qui touche les *motifs* des sentences rendues.

Puis, dans un 2^e CHAPITRE, nous relèverons, pour le dix-neuvième siècle, des sentences dépourvues de *motifs* ou insuffisamment motivées à l'estime des internationalistes. Nous examinerons de qui elles émanent et nous essaierons d'en présenter la critique.

Un 3^e CHAPITRE, intéressant encore exclusivement le dix-neuvième siècle, sera consacré aux sentences motivées de façon suffisante, tout au moins en la forme. Des observations y seront présentées relativement à la *motivation* en fait et en droit, à l'occasion des principales.

A ce point de notre Etude, il nous sera donné de faire d'utiles constatations : nous arriverons à

l'époque des Actes de La Haye desquels nous aurons déjà parlé dans notre 1^{er} chapitre et nous verrons alors, demeurant l'existence d'une véritable loi internationale instituant un tribunal permanent, non obligatoire cependant, et édictant des prescriptions quant aux *motifs* des sentences, — nous verrons alors ce que deviennent les *motifs* dans les sentences rendues au vingtième siècle, d'une part, par ce tribunal permanent de La Haye; d'autre part, par tous autres arbitres. — Ce sera notre 4^e CHAPITRE.

Enfin, dans une CONCLUSION, nous essaierons de dégager le sens de l'évolution en matière de *motivation* des sentences arbitrales du droit international.

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION DES « MOTIFS » EN GÉNÉRAL

§ I. — QUESTIONS À RÉSOUDRE. — LES DIFFÉRENTS ARBITRES DANS L'HISTOIRE DU DROIT INTERNATIONAL : ARBITRAGES PAR SOUVERAINS, PAR COMMISSIONS MIXTES, PAR CORPS JUDICIAIRES. DISTINCTIONS QUANT AUX *motifs* DES SENTENCES ARBITRALES.

§ II. RAISONS D'ÊTRE DE LA *motivation*. ÉVOLUTION DE LA FORME POLITIQUE DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL VERS LA FORME JUDICIAIRE ; LIMITE DE L'ASSIMILATION. — LA NÉCESSITÉ DES *motifs* DANS LES DÉCISIONS JUDICIAIRES INTERNES. LA MÊME NÉCESSITÉ DANS LES SENTENCES ARBITRALES DU DROIT INTERNATIONAL. — PORTÉE ET CONSÉQUENCES DE LA *motivation*.

§ III. — LE RÈGLEMENT DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL (ART. 23). — LA DOCTRINE. — LA QUESTION DES *motifs* AUX CONFÉRENCES DE LA PAIX : DISCUSSION DES ARTICLES 52 EN 1899 ET 79 EN 1907 ; ARGUMENTS PRÉSENTÉS.

§ I^{er}.

Les sentences arbitrales étaient-elles motivées autrefois? comment l'étaient-elles? — Le sont-elles aujourd'hui? Comment le sont-elles? — Telles sont les questions que nous aurons à aborder, en disant pourquoi les *motifs* doivent apparaître dans les sentences et à quel degré.

Ces questions apparaissent comme intimement liées à l'histoire même de l'arbitrage international.

Les arbitres internationaux des siècles qui ont précédé le dix-neuvième furent des Souverains Pontifes, des Chefs d'Etat ou des Parlements. L'arbitrage des Souverains-Pontifes a sa place au début de l'histoire et son importance est la conséquence même du rôle primordial joué par la Papauté dans les siècles passés : le Pape, suprême souverain des souverains chrétiens, était tout désigné pour être leur médiateur et l'arbitre de leurs conflits.

Aux rois de France aussi, échet souvent le soin de prononcer en qualité d'arbitres : en 1263 et en 1268, le roi Saint-Louis est désigné comme arbitre, la première fois à l'occasion d'un conflit entre le roi d'Angleterre Henri III et ses barons, dans le second cas, entre les Comtes de Luxembourg et de Bar; en 1334, un arbitrage est confié à Philippe de Valois, à Charles VII, en 1444 et deux fois à Louis XI, en 1463 et 1475.

Dans d'autres circonstances, ce fut aux Parlements qu'on s'en remit. En 1244, l'Empereur Fré-

déric II et le Pape Innocent IV remirent au Parlement de Paris le différend survenu entre eux. La possession du Milanais disputée par deux princes donna, sous François Ier, l'occasion au Parlement de Grenoble d'arbitrer les prétentions de ceux-ci. Et encore, en 1614, le Parlement de Paris eut à rendre une décision entre l'archiduc d'Autriche et le duc de Wurtemberg au sujet du comté de Montbéliard.

Ainsi en fut-il jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. L'arbitrage international jusqu'alors est purement politique et c'est assez dire pour expliquer que la décision arbitrale est moins une sentence qu'un arrêt dépourvu de *motifs* (1). A la fin du dix-huitième siècle, nous entrons dans une ère nouvelle avec le traité Jay du 19 novembre 1794, instituant une commission mixte sur laquelle nous reviendrons : la forme politique va s'effacer devant la forme judiciaire et ce sera là la première étape

(1) Pour l'arbitrage des Papes en particulier, on cite fréquemment la sentence rendue par Alexandre VI, le 14 mai 1493, dans un conflit hispano-portugais, partageant d'un trait de plume les terres nouvellement conquises par les navigateurs. Vainement chercherait-on là des « motifs » : les arrêts des Papes, plutôt que leurs sentences furent des ordres divins, ceux d'un médiateur entre le Ciel et la Terre, pour rapporter l'expression de M. Nys. (Cf. Nys, *Le droit international et la Papauté*, Rev. de Dr. int. et de légis. comp., 1878, p. 501, — Cf. aussi, DUMAS, *L'arbitrage des Papes*, — le Contemporain, 15 novembre 1888.)

d'une évolution qui n'est d'ailleurs pas encore terminée.

La commission mixte arbitrale, qui paraît être une institution de source américaine, a fait son apparition à l'occasion de contestations territoriales et nous allons la voir fonctionner, au cours du dix-neuvième siècle, comme mode d'arbitrage concurremment avec l'arbitrage par souverain.

Le souverain est un juge unique, la commission mixte constitue un véritable tribunal et de cette distinction découle une autre distinction touchant les sentences émanant respectivement des deux sources : la facture même de la sentence rendue est profondément différente, selon qu'elle est l'œuvre d'un chef d'Etat ou d'une commission mixte. D'une manière générale, sacrifice de motifs dans le premier cas, motifs scrupuleusement déduits dans le second.

Pourquoi ? — Un peu d'analyse va nous renseigner :

Les commissions mixtes arbitrales comprennent un représentant ou deux représentants de chacun des Etats en litige, lesdits départagés, le cas échéant, par une tierce personne étrangère, intervenante en qualité de surarbitre. Ainsi, les compétences, remarquent MM. de Lapradelle et Politis(1), y sont largement représentées ; la procédure est

(1) Cf. DE LAPRADELLE et POLITIS, *Recueil des Arbitrages internationaux*, Tome I, Introduction, pp. 28, 45.

publique et judiciaire et l'on conçoit, ceci étant, que les opinions s'y trouvent longuement déduites et fortement *motivées* : « L'arbitrage par commission mixte est presque toujours le résultat d'un grand travail qui ne craint pas de se montrer. Le commissaire qui sait combien son opinion sera discutée, cherche à l'établir de la façon la plus solide. Les vices mêmes de la commission mixte y concourent... Son défaut capital est que le tiers arbitre est l'homme d'une des deux parties en litige... Or, se sachant suspect à l'un des plaideurs, le tiers commissaire tient d'autant plus à développer ses *motifs*, et par suite à justifier sa solution, qu'il doit, non seulement la fonder, mais encore vaincre la défavorable présomption de partialité qui, d'avance, diminue l'autorité de la sentence (1) ».

Au contraire, dans l'arbitrage par souverain (2), ou chef d'Etat, « nul désaccord n'entrave la marche des affaires, le jugement est unique, la procédure simplifiée par l'absence d'agents des parties et de toutes plaidoiries, l'arbitre statuant uniquement sur des pièces écrites. » Le vice essentiel de l'arbitrage par souverain, c'est le défaut de *motifs* et on le rencontre même dans l'arbitrage par commission mixte, quand un souverain intervient en qualité de surarbitre. Comment donc expliquer cette absence ou tout, au moins cette insuffisance de *motivation* des sentences dues aux chefs d'Etats? D'abord, on

(1), (2) Voir p. 13, note 1.

a pu dire avec raison que, tour à tour, médiateurs ou arbitres, les souverains ont, par leur double fonction, été prédisposés à une confusion; c'est, peut-être, ce qui explique généralement qu'ils font plus communément un partage de droits qu'ils ne rendent un véritable jugement.

Mais il y a surtout, croyons-nous, une raison beaucoup plus déterminante pour les souverains en faveur de la non-motivation : « La crainte qu'ont les souverains de voir les *motifs* de leurs sentences, ou critiqués, ou quelque jour retournés contre eux, rapproche leurs décisions des anciens oracles dont, tant par amour-propre du juge que par intérêt national, leurs arbitrages tendent malheureusement à prendre le caractère autoritaire, énigmatique et sybillin? (1).

En somme, l'arbitrage par souverain se ressent de son caractère presque exclusivement politique; la valeur relative de la sentence n'en est que la conséquence et seule, pour l'exécution, l'autorité du souverain-arbitre peut la fortifier.

Cependant si, à peu près généralement, ce que nous venons d'avancer est exact pour la première moitié du dix-neuvième siècle et même un peu plus, nous ne pouvons pas nous refuser à distinguer, en avançant jusqu'à ces dernières années, qu'une évolution s'est accomplie, tenant à un fait d'ordre

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *Recueil des Arbitrages Intern.*, T. I, Introduction,

très général, la substitution graduelle de la forme judiciaire à la forme politique primitive de l'arbitrage international. Les sentences récentes rendues par des chefs d'Etats ne sont pas, le plus souvent, dépourvues de *motifs*. Ce que valent ces *motifs*, c'est là une autre question dont il faut chercher sans doute la solution dans l'analyse même du mode d'arbitrage en cause, mais nous devons signaler l'évolution, sauf à ne l'apprécier qu'incidemment ici.

Quant aux sentences rendues dans le dix-neuvième siècle par des Cours judiciaires ou des corps politiques, il nous suffira, en signalant leur nombre relativement restreint, d'indiquer qu'elles correspondent quant à la forme aux décisions que ces institutions élaborent dans leur exercice intérieur normal.

Enfin, pour ce qui touche les sentences arbitrales émanant d'autres arbitres que ceux des trois catégories qui viennent d'être rappelées : ministres, ambassadeurs, hommes d'Etat, juriconsultes, etc., il est bien difficile de les qualifier ensemble de la même manière; il conviendra, pour chaque cas particulier, d'apprécier la *motivation* des sentences en question. Mais nous pouvons seulement, d'une façon très générale, dire que les sentences de cette catégorie sont assez scrupuleusement pourvues de *motifs* : la chose se conçoit, d'ailleurs, d'autant mieux que l'arbitre dont nous parlons a, en principe, une liberté d'allures suffisante — que le

Souverain n'a pas toujours, en égard aux considérations politiques — et qu'il doit s'efforcer de justifier la confiance que les Etats en litige lui ont témoignée, en leur présentant longuement les considérations qui ont commandé sa décision.

§ II.

Nous venons d'indiquer que l'arbitrage international abdique de plus en plus la forme politique, qui fut la sienne à l'origine, pour la forme judiciaire. La conséquence, au point de vue auquel nous nous plaçons, doit s'en traduire par une identification de plus en plus accentuée entre le jugement du droit commun et la sentence arbitrale du droit des gens : logiquement, on devra trouver des *motifs* ici, parce qu'il y en a là, étant observé seulement que ces *motifs* ne procéderont pas de la même source et comporteront dans leur présentation des degrés qui tiendront à la nature même du droit international.

Nous savons, en effet, que, pour la France en particulier, les lois qui, il y a un peu plus d'un siècle, — celles des 7 août 1790 et 20 avril 1810 — ont réorganisé la procédure civile, commandent aux juges de faire précéder de *motifs* le dispositif de leurs jugements, c'est-à-dire leur font obligation de donner l'indication des raisons qui les ont déterminés à statuer dans tel ou tel sens. Par là, le législateur a entendu poser qu'il était indispen-

sable de donner aux jugements toute la garantie désirable; il a voulu réagir contre la pratique si fâcheusement suivie avant la Révolution alors que les décisions de justice n'étaient pas motivées. Le résultat, nous le connaissons, c'est que les décisions nouvelles ont revêtu une autorité que leurs aînées n'avaient pas connue, autorité qu'elles doivent aux motifs qui fixent le droit, qui constituent la jurisprudence complétant le code.

Tel étant le droit commun pour les jugements, et, les sentences arbitrales du droit international, de plus en plus, tendant à devenir de véritables jugements, on aperçoit très bien la nécessité et les conséquences de la *motivation*.

La nécessité, — les diplomates, les professeurs, les publicistes l'ont démontrée avec éloquence. M. Renault, dont la grande parole fait si heureusement autorité en la matière, a fait ressortir ce qu'il y avait de désirable, d'indispensable même, à consacrer l'assimilation des pratiques de l'arbitrage international à la procédure purement judiciaire; il signale la nécessité du déplacement de l'arbitrage international du domaine politique et diplomatique au domaine judiciaire : « J'ose croire
« et affirmer, au risque de me voir comparer à
« M. Josse, que l'arbitrage international ne se dé-
« veloppera sérieusement qu'en quittant d'une
« manière absolue le domaine politique et diplo-
« matique où il a longtemps été confiné pour res-
\ ter dans le domaine judiciaire où il ne fait

« qu'entrer. C'est à cette seule condition qu'il ins-
« pirera confiance aux gouvernements et aux
« peuples, qu'il offrira des garanties surtout aux
« petits Etats trop souvent exposés à être victimes
« de considérations politiques. Les arbitres sont
« des hommes politiques, des diplomates, des ma-
« gistrats, des jurisconsultes de profession ; ils sont
« au plus haut degré pénétrés des intérêts de leur
« pays, ce qui est naturel. Mais, s'ils ont cons-
« cience de leur rôle, du caractère sacré de la mis-
« sion qui leur est confiée, ils doivent se faire une
« âme judiciaire pour apprécier la difficulté qui
« leur est soumise (1). »

Une *âme judiciaire*, voilà toute l'idée : apprécier le différend international comme nos magistrats apprécient le procès dont ils ont à connaître, transporter dans le droit international la procédure des tribunaux et des cours, voir et peser le litige, et le litige seulement, en se dégageant des influences et des considérations étrangères, — il est certain que ce vœu contient le maximum de ce qui peut être formulé, l'idéal le plus parfait vers lequel doivent tendre les Etats et certes, s'il n'est que rarement permis de réaliser un idéal, il est par contre toujours permis et utile de le considérer : il y a en cela une garantie du progrès.

Puis, s'attachant plus particulièrement à l'idée

(1) RENAULT, *Préface du Recueil des arbitrages internationaux*, par MM. de Lapradelle et Politis, p. x.

des motifs, — « il importe au plus haut degré, dit encore M. Renault, que non seulement la justice soit juste, mais encore qu'elle le paraisse; il ne faut pas qu'on puisse supposer que des influences diverses ont pu s'exercer et que les juges ont tenu compte de considérations autres que celles de la justice. La sentence alors n'aura pas seulement pour effet de terminer le litige actuel, elle aura une valeur morale indiscutable. »

C'est en exposant aussi la même idée que M. Pierantoni a pu dire ailleurs : — « La justice est la lumière et la vérité. Il faut qu'elle se montre sous une forme sensible; il faut que le juge justifie son jugement, qui est une opération de l'âme, un acte de recherche par lequel, après avoir entendu les parties, précisé et posé les questions, vérifié les faits, il décide, indiquant les règles de droit qui ont déterminé son jugement. Les *motifs* en fait et en droit, s'ils sont une garantie exigée par la loi de procédure sont un besoin de la société internationale (1). »

Nous pourrions multiplier la citation d'opinions autorisées sur cette intéressante question des motifs, mais nous aurons assez l'occasion, dans les pages qui vont suivre, de revenir sur l'idée qui

(1) PIERANTONI, *Revue de Droit International et de Législation comparée*, tome XXX, 1898, p. 455.

nous intéresse pour penser devoir nous limiter ici à ces seules considérations.

Nous parlions plus haut de la nécessité des motifs et des conséquences de la « motivation » ; nous venons de nous arrêter à la question de la nécessité des motifs ; il nous reste à revenir en quelques mots sur leurs conséquences elles-mêmes. Les *motifs* sont appelés à constituer, en droit international comme en droit privé, une source intéressante : ils sont et seront la jurisprudence internationale. La sentence n'aura pas seulement pour effet de terminer le litige actuel, dit M. Renault dans la phrase que nous rapportions plus haut ; elle aura, ajoute-t-il, une valeur morale indiscutable. — Ce qui est en effet certain, c'est qu'une décision motivée ne peut guère prétendre échapper à toute critique ; elle peut dire trop ou trop peu, elle peut consigner l'application d'un principe ou son interprétation et par là, précisément, elle va beaucoup plus loin et plus haut que le litige actuel. Si le principe qu'elle applique est déjà énoncé explicitement dans une convention internationale, elle le fixe définitivement ; s'il n'est qu'implicite, elle le suscite ou le dégage, en sorte que, de toutes manières, intéressant un principe, les discussions, les critiques et les commentaires que la sentence entraînera seront ainsi une contribution précieuse aux codes du droit international.

Il est sans doute à peine nécessaire de souligner après ce que nous venons d'exposer que les motifs

ne sauraient valablement se présenter sous de très vagues formules, mais à côté de cela, si on peut dire que chaque question à trancher, chaque point du litige comportent l'obligation d'un motif, il ne peut pas être question d'imposer à l'arbitre une réponse à tous les arguments exposés. En droit privé français, notre Cour de cassation admet ainsi les motifs implicites et il peut, certes, en être de même en droit international.

Nous avons peut-être poussé trop loin, en l'état actuel du droit international, l'assimilation du jugement intervenant entre particuliers et de la sentence arbitrale en matière de litiges internationaux; nous sommes, dans ces deux domaines, séparés par une divergence essentielle, celle qui fait que les plaideurs ordinaires n'ont pas à rédiger un compromis réglant la procédure à suivre par les tribunaux auxquels ils s'en remettent, cette procédure ayant été déterminée par le législateur et les parties n'ayant aucune possibilité de l'éluder. Mais nous pouvons aisément compléter ou rectifier le parallèle trop absolu que nous avons voulu faire, en y faisant intervenir l'arbitrage volontaire entre particuliers.

Nous savons que le différend qui peut diviser des particuliers ne donne pas nécessairement lieu à une instance en justice : les intéressés peuvent se rapprocher et arrêter dans une même convention, dans un compromis, qu'ils remettent à tel ou

tels arbitres désignés par eux d'un commun accord, le soin d'apprécier la valeur de leurs prétentions respectives, et de rendre en conséquence une sentence appelée à régler leur différend. Les arbitres ici peuvent être astreints à observer les formes et délais habituels de la procédure ou, au contraire, en être dispensés : le compromis précise leur obligation à cet égard, et c'est d'après ce compromis que les arbitres doivent prononcer.

En matière internationale, la situation est à peu près analogue; les puissances compromettent, et les arbitres prononcent en égard aux dispositions du compromis. Seulement, alors qu'en droit privé, en l'absence de toute précision quant à la procédure à suivre, les arbitres se réfèrent aux textes légaux, en droit international dans le même cas, les arbitres ne peuvent se référer qu'aux principes généraux du droit des gens ou aux dispositions conventionnelles internationales. Et, sur le point qui nous intéresse, ces principes ou ces dispositions sont dotés d'un caractère qui tendra de plus en plus à se fixer, à devenir constant.

§ III.

Jusqu'au dernier quart du dix-neuvième siècle, nous ne remarquons pas de convention générale entre les États, faisant obligation aux arbitres de motiver leurs sentences. C'est à l'*Institut de Droit*

international (1), fondé à Gand en 1873, qu'il était réservé, en élaborant un projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale, de préciser, dans l'art. 23 de ce projet, que « la sentence arbitrale doit être rédigée par écrit et contenir un exposé des *motifs*, sauf dispense stipulée par le compromis. »

Cette disposition ne pouvait certes pas prétendre s'imposer à tous les Etats susceptibles d'être intéressés dans un arbitrage, mais il faut bien reconnaître qu'émanant d'une association particulièrement qualifiée, elle avait beaucoup de chances de constituer un peu la loi applicable en cas de silence du compromis touchant la question des motifs.

Il est vrai qu'il convient de ne voir là qu'une tendance, car le complément de cet art. 23, qu'on pouvait attendre ou souhaiter lire sous forme de sanction dans l'art. 27 qui a trait aux nullités, ne figure pas dans cet article, qui se borne à enregistrer que « la sentence est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoirs ou de corruption prouvée d'un des arbitres, ou d'erreur essentielle. »

(1) L'Institut de Droit international a été fondé à Gand, le 18 septembre 1873, par des juristes et des publicistes appartenant à divers pays dans une proportion déterminée. Association exclusivement scientifique et sans caractère officiel, elle prépara, dans sa session de septembre 1873, un projet de Règlement pour la procédure arbitrale internationale, pro et en 34 articles qui, après discussions, fut adopté dans la session de La Haye, le 28 août 1875. (Les art. 1 à 27 furent votés à l'unanimité.)

Rien en cela qui nous ramène au défaut de motifs, et cette si grave question n'avait ainsi pas encore été résolue définitivement en 1875.

Nous pourrions voir dans la suite de notre étude quelle influence cette résolution de l'Institut de Droit International a pu avoir dans l'évolution de l'arbitrage international, mais nous devons remarquer ici que les auteurs se sont efforcés de la mettre en relief, incitant ainsi la diplomatie à la mettre en pratique. En 1890, dans son *Droit international codifié* (1), le savant professeur italien, M. Pasquale Fiore, écrivait : « La sentence arbitrale sera rédigée par écrit. Elle contiendra l'exposé des *motifs* de fait et de droit, ainsi que les dispositions adoptées relativement aux points controversés. » Mais, allant plus loin que l'Institut de Droit international, il ajoute : « La sentence arbitrale sera réputée nulle si elle manque complètement de *motifs* en fait et en droit... »

La question des *motifs* était trop importante pour passer inaperçue dans les discussions de la première Conférence de la Paix, tenue à La Haye en 1899. Et, en effet, alors que la rédaction des textes concernant la procédure arbitrale ne souleva aucune difficulté, remarque M. Mérygnhac (2),

(1) PASQUALE FIORE, *Le Droit international codifié et sa solution juridique*, Paris, 1890; n° 900, p. 292 et n° 907, p. 294; voir aussi l'édition de 1911.

(2) MÉRYGNHAC, *Droit public international*, t. 1, p. 525.

les dispositions projetées étant le reflet des principes consacrés par les publicistes et admis par le droit des gens aussi bien que par la pratique des arbitrages internationaux, une difficulté s'éleva lors de la discussion de l'art. 52 qui exige que la sentence soit motivée.

M. de Martens, délégué russe, se prononça contre cette obligation, voulant qu'on laissât les arbitres libres de motiver ou non leur décision. A l'appui de sa motion, il faisait observer que les *motifs* peuvent être délicats à donner et difficiles à exprimer pour les arbitres appartenant au pays contre lequel la décision est rendue. L'argument a incontestablement une grande valeur, mais l'idée contraire devait toutefois prévaloir, sur l'observation judicieuse du docteur Zorn, délégué allemand, qu'il y avait là une garantie fondamentale de bonne justice à laquelle on ne pouvait renoncer.

Et M. Descamps, délégué belge, a ajouté avec raison que l'obligation de motiver, sans être éludée, comporte des degrés qui permettent d'obvier aux difficultés signalées. L'observation du docteur Zorn est de la plus haute portée, et on ne saurait trop y applaudir, en souhaitant cependant de n'être jamais contraints de trop sacrifier à ces degrés que signale prudemment M. Descamps (1).

(1) Les règles concernant les sentences sont précisées aux art. 50 et suivants de la Convention de 1899. On peut convenir que l'argument de M. de Martens, en ce qui concerne notamment la situation délicate faite à l'arbitre de

Bref, l'art. 52 fut ainsi rédigé : « La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est *motivée*. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du tribunal. Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment. »

Ainsi, avec ce texte de la Convention de 1899, l'obligation de motiver la sentence arbitrale devient le droit commun pour tous les litiges dont doit connaître la Cour permanente d'arbitrage.

La 2^e Conférence de la Paix, tenue à La Haye en 1907, a consacré la même disposition à l'égard des motifs, l'art. 79 disposant : « La sentence arbitrale est *motivée*. Elle mentionne les noms des arbitres ; elle est signée par le président et par le greffier ou le secrétaire faisant fonctions de greffier. »

La *motivation* de la sentence est donc désormais une chose de droit commun, les règles adoptées relativement à la procédure de la Cour permanente étant celles consignées à la convention, en tant que les parties ne sont pas convenues d'autres règles, dit l'art. 51.

Tels étant les principes et les textes convention-

l'Etat condamné, n'est pas irrésistible, étant donné que dans tous les jugements qu'il rend, le tribunal arbitral statue à la majorité sans avoir à se préoccuper des arbitres qui refuseraient de prendre part au vote, si ce n'est pour constater leur refus au procès-verbal.

nels internationaux, nous pouvons maintenant rechercher comment la notion des « *motifs* » s'est traduite dans les sentences arbitrales du dix-neuvième siècle et de ce début du vingtième, nous attachant comme nous l'avons dit aux plus importantes ou aux plus significatives et, en particulier, à celles rendues depuis 1900, tant par la Cour permanente qu'à côté d'elle. Il nous sera donné de constater généralement que la « *motivation* » a pris une place plus considérable, a fait l'objet d'un plus grand souci et que les peuples, de même que les simples particuliers, dans leurs procès, sont maintenant instruits, comme ils demandent généralement à l'être, plus soigneusement sur les raisons qui emportent la décision arbitrale.

CHAPITRE II

SENTENCES ARBITRALES NON MOTIVÉES OU INSUFFISAMMENT MOTIVÉES RENDUES AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

Le nombre des décisions arbitrales rendues au cours du dix-neuvième siècle est de beaucoup supérieur à la centaine et, parmi elles, il n'en faut pas retenir moins d'une quarantaine présentant un intérêt assez considérable. Nous nous attacherons plus volontiers à ces dernières.

La proportion des sentences non motivées ou insuffisamment motivées est, ainsi qu'il nous sera donné de le constater, très sensiblement inférieure à celle des sentences pourvues de *motifs* réputés suffisants.

Nous diviserons ce chapitre en trois paragraphes :

- § I. — SENTENCES NON MOTIVÉES OU INSUFFISAMMENT MOTIVÉES RENDUES PAR DES COMMISSIONS MIXTES ;
- § II. — SENTENCES SUJETTES A MÊME CRITIQUE RENDUES PAR DES SOUVERAINS OU CHEFS D'ÉTATS ;
- § III. — SENTENCES SUJETTES A MÊME CRITIQUE RENDUES PAR D'AUTRES ARBITRES.

§ I.

SENTENCES NON MOTIVÉES OU INSUFFISAMMENT MOTIVÉES RENDUES PAR DES COMMISSIONS MIXTES.

Nous citerons :

- 26 mars 1815. — Affaire des rentes sur l'octroi du Rhin;
- 1^{er} juillet 1816. — Affaire du duché de Bouillon;
- 16 octobre 1816. — Affaire de la Dette de Hollande;
- 24 novembre 1817, 18 juin 1822. — Sentences des Commissions mixtes du traité de Gand;
- 24 décembre 1841. — Sentence de la Commission mixte instituée par l'Angleterre et les Deux-Siciles;
- 5 mai 1851. — Sentence de l'affaire Pacifico (Grèce-Angleterre);
- 10 septembre 1869. — Règlement des réclamations des Compagnies de la baie d'Hudson et de Puget : Etats-Unis-Angleterre;
- 23 novembre 1877. — Sentence de la Commission mixte de Halifax : Angleterre-Etats-Unis;
- 15 août 1893. — Sentence de la Commission de Paris, présidée par M. de Courcel; affaire des Pêcheries de Berhing : Angleterre-Etats-Unis;
- 9 avril 1894. — Sentence de la Commission mixte : Chili-Etats-Unis;

26 mars 1895. — Sentence de la Commission mixte :
Etats-Unis-Vénézuéla;

17 décembre 1897. — Sentence de la Commission
instituée dans l'affaire des phoques à fourrures
(Angleterre-Etats-Unis);

3 octobre 1899. — Sentence de la Commission mixte :
frontière des Guyanes (Angleterre-Vénézuéla).

Nous allons examiner rapidement ces diverses
affaires :

AFFAIRES DES RENTES SUR L'OCTROI DU RHIN.

— La question soumise à la Commission de cinq
membres, prévue par le règlement du 24 mars
1815, était assez complexe; elle englobait une ques-
tion d'arrérages échus et d'arrérages futurs et il
s'agissait d'établir quels Etats allemands riverains
du Rhin en étaient débiteurs.

Le règlement imposait à la Commission de déci-
der « en toute justice et avec la plus grande
équité », les gouvernements débiteurs des rentes
renonçant éventuellement à tout recours.

La sentence rendue le 26 mars 1816 est assez
longue; il ne serait pas exact de la présenter comme
dépourvue de *motifs*, mais il l'est parfaitement de
la tenir pour insuffisamment motivée, bien que
les commentateurs s'accordent volontiers pour

reconnaître qu'elle a tranché le différend avec un parfait sentiment de justice et d'équité. (1)

AFFAIRE DU DUCHÉ DE BOUILLON. — La deuxième sentence dont nous avons à parler, celle rendue le 1^{er} juillet 1816, dans l'affaire du duché de Bouillon est, elle, totalement dépourvue du moindre motif.

Le grand-duc du Luxembourg avait, de par la disposition du paragraphe 69 de l'Acte final du Congrès de Vienne, la possession à perpétuité, pour lui et ses successeurs, de la souveraineté pleine et entière de la partie du duché de Bouillon non cédée à la France par le traité de Paris. Des contestations s'étant élevées à l'occasion de cette disposition, une commission composée de cinq arbitres fut constituée; la sentence qu'elle rendit ne retint aucun motif et se borna à consigner que chacun des arbitres avait émis son vote dans un sens déterminé :

« Sir John Sewel a voté *pour* la remise pure et simple du duché à l'amiral d'Auvergne :

« M. le baron de Binder a voté, *dans le même sens*, en faveur de M. le prince de Rohan, réunissant les droits de la naissance à ceux de la substitution de 1696;

« M. le comte de Castelafer a voté aussi *pour* M. le prince de Rohan...;

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, pp. 219 et s.

« M. le baron Brockhausen a voté *pour* que le duché de Bouillon soit dévolu à M. le prince de Rohan, sous la condition de la substitution, en y ajoutant, en outre, celle d'une compensation à titre de légitime en faveur de M. l'amiral d'Auvergne, qui ne pourra pas être au-dessous de six années des revenus du duché ;

« M. le comte Fitte a voté *pour* la remise pure et simple du duché et de l'indemnité à M. le prince de Rohan, réunissant les droits de la naissance et ceux de la substitution ;

« En conséquence, le résultat du dépouillement du vote est que trois voix sont en faveur de la remise pure et simple du duché et de l'indemnité à M. le prince de Rohan, une voix pour la remise du duché au même prince aux conditions énoncées et une voix en faveur de la remise pure et simple à M. l'amiral d'Auvergne. » (1)

Ainsi, dans une question aussi délicate que celle de la dévolution d'un duché, pas un *attendu* qui rappelle, non les prétentions respectives des compétiteurs, mais les titres invoqués par eux. Le compromis, il est vrai, tenait tout dans le paragraphe 69 de l'Acte final du Congrès de Vienne déjà mentionné : il y avait à examiner les titres invoqués par les deux princes et à attribuer à l'un ou à l'autre la qualité légitime des anciens ducs de

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, pp. 261 et 852.

Bouillon. Nous voyons bien, à la lecture de la sentence, que les arbitres ont prononcé l'attribution qui leur était demandée; mais, ce que nous ne voyons pas, ce sont les raisons, les motifs, qui les ont déterminés à prononcer ainsi. La qualité revendiquée aurait dû, semble-t-il, être analysée et il aurait fallu constater à quel titre l'un et l'autre des prétendants pouvaient se prévaloir de cette qualité. Dire que le duché de Bouillon devait revenir à M. le prince de Rohan ou à M. l'amiral d'Auvergne, c'était sans doute la solution demandée, mais certes non toute la question. La question, c'était de savoir comment le premier se trouvait aux droits du grand-duc du Luxembourg et pourquoi le second ne pouvait invoquer le même privilège : autrement dit, ce n'est pas donner des motifs que de constater que M. le prince de Rohan réunissait en sa personne les droits de la naissance à ceux de la substitution de 1696 dont il est parlé, puisque, par définition, le duché devait revenir au prince réunissant ces deux qualités. Il eût fallu dire pourquoi et comment le prince de Rohan les réunissait. La sentence, dépourvue de *motifs* ne nous renseigne pas à cet égard.

AFFAIRE DE LA DETTE DE HOLLANDE. — Également, ne contient aucun *motif*, la sentence rendue le 16 octobre 1816 par la Commission mixte instituée en exécution de la convention intervenue le 20 novembre 1815, entre la France et les Pays-Bas

relativement au règlement de la Dette de Hollande.

Mais l'explication du défaut de *motifs* en l'espèce doit être donnée : La convention du 20 novembre 1815 stipule, en effet, l'obligation pour les deux Etats contendants, de soumettre ses arguments par écrit aux arbitres, « afin de les mettre à même de décider lequel des deux gouvernements sera tenu de payer les susdits intérêts arriérés, *en prenant pour base la disposition du traité de Paris, du 30 mai 1814...* » Ces termes très précis du compromis devant certes retirer toute discussion de principes, on s'explique que la sentence se borne à relater l'opinion des sept arbitres, sans l'appuyer du moindre *motif* (1).

LES QUATRE COMMISSIONS MIXTES DU TRAITÉ DE GAND. — A tout prendre, les quatre commissions mixtes du traité de Gand, investies de prononcer sur les différends mettant en présence l'Angleterre et les Etats-Unis, ne relèvent pas absolument de l'arbitrage international proprement dit. D'une part, il s'agit plutôt de commissions mixtes de type pur, c'est-à-dire composées d'un seul membre de chaque Etat, que de commissions mixtes proprement dites, celles-ci impliquant un tiers-arbitre d'un Etat neutre ; d'autre part, sur les quatre commissions, deux n'aboutirent pas et les deux autres,

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, pp. 276 et s.

en rendant leurs sentences, respectivement les 24 novembre 1817 et 18 juin 1822 (1), ont plutôt présenté le résultat d'une transaction amiable. Rien d'étonnant, par conséquent, si aucun motif n'y apparaît, si ces décisions ne relient pas les arguments présentés par les arbitres dans leurs discussions.

SENTENCE DU 24 DÉCEMBRE 1841 : DEUX-SICILES-ANGLETERRE. — L'affaire à laquelle se réfère cette sentence a trait à la réparation du dommage causé à des maisons anglaises à la suite du décret prononcé le 9 juillet 1838 par le roi des Deux-Siciles, introduisant dans ses Etats, le monopole de l'extraction et de la vente du soufre.

S'agissant ainsi d'un simple règlement de réclamations, on ne peut pas être autrement surpris de l'absence de *motifs* de la sentence intervenue : l'état de liquidation annexé est plus instructif que la sentence elle-même (2).

AFFAIRE PACIFICO. — Nous n'avons que deux mots à dire de la sentence arbitrale rendue à Lisbonne, le 5 mai 1851, par une commission mixte de trois membres, instituée à l'occasion d'un conflit survenu entre la Grèce et l'Angleterre et relatif

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.* p. 290 et s.

(2) Voir H. LA FONTAINE, *Pacifique internationale, Histoire documentaire des arbitrages internationaux* (1794-1900); — (Berne, Staempfli et Ce).

à la responsabilité des Etats en cas de troubles. Cette sentence est fort peu intéressante; elle est dominée par un point de vue politique qui infirme singulièrement ses courts et peu sincères *motifs* (1).

SENTENCE DU 10 SEPTEMBRE 1869 : ETATS-UNIS-ANGLETERRE. — La commission mixte, instituée en 1863 par les Etats-Unis et l'Angleterre pour le règlement définitif des réclamations de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Compagnie de Puget, n'a eu qu'à discuter des chiffres, à l'exclusion de tous principes. C'est ce qui explique les termes concis et brefs de la sentence du 10 septembre 1869 qu'on peut classer parmi les non motivées (2).

SENTENCE DU 23 NOVEMBRE 1877 DE LA COMMISSION MIXTE DE HALIFAX. — Ici encore, il s'agit d'une question de dommages personnels ne paraissant pas impliquer de *motivation* et effectivement la sentence est dépourvue de motifs.

AFFAIRE DES PÊCHERIES DE BEHRING : SENTENCE DU 15 AOUT 1893 (3). — L'affaire des Pêcheries de

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 580.

(2) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 44.

(3) Le Tribunal arbitral de Paris qui a prononcé dans l'affaire des Pêcheries de Behring n'est pas, en réalité, une commission mixte de type pur, puisque, sur sept membres, trois n'appartenaient pas aux Etats contendants. Nous

Behring qui va maintenant nous arrêter est une affaire assez sensationnelle. Il va donc être intéressant d'examiner ici, d'un peu près, ce qu'est la sentence par rapport à ses *motifs*. Mais auparavant, nous demandons qu'il nous soit permis de rappeler les faits.

Le gouvernement des Etats-Unis avait émis la prétention d'interdire aux pêcheurs étrangers la capture des phoques dans la mer de Behring, même en dehors des eaux territoriales américaines. En pleine et haute mer, des navires anglais transportant des peaux de phoques se sont vus saisis par des croiseurs américains et ensuite déclarés de bonne prise.

Passons sur l'échange de notes entre les cabinets de Londres et de Washington pour arriver au compromis, signé le 29 février 1892, instituant une commission arbitrale composée de deux délégués anglais, deux américains, un français, un italien, un suédois. Cette commission siégea à Paris, fut présidée par M. le baron de Courcel et rendit sa sentence le 15 août 1893 (1).

Le compromis invitait les arbitres à donner

classons cette sentence dans ce paragraphe. sous le bénéfice de cette réserve et en considération de la présence dans le tribunal de deux membres anglais et de deux américains.

(1) V. ROUARD DE CARD, *Les destinées de l'arbitrage international*. — BONFILS et FAUCHILLE, *Droit intern*, publ., 6^e édit., n^o 505 et 964.

une « décision distincte » sur chacun des cinq points suivants :

1^o Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries dans cette mer, la Russie a-t-elle affirmés et exercés avant et jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis ?

2^o Jusqu'à quel point la revendication de ces droits de juridiction en ce qui concerne les pêcheries de phoques a-t-elle été reconnue et concédée par la Grande-Bretagne ?

3^o L'espace de la mer, aujourd'hui connue sous le nom de Behring était-il contenu dans l'expression « Océan Pacifique », telle qu'elle a été employée dans le texte du traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la mer de Behring après ledit traité ?

4^o Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le traité du 30 mars 1867 entre les Etats-Unis et la Russie ne sont-ils pas également passés aux Etats-Unis en vertu de ce même traité ?

5^o Les Etats-Unis ont-ils quelque droit et, en cas d'affirmative, quel droit ont-ils, soit à la protection, soit à la propriété des phoques à fourrure

qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles?

Le plan de la décision arbitrale se trouvait très clairement préparé par ces cinq questions. Très courtes vont être les réponses des arbitres :

Sur le premier point : — « Par l'ukase de 1821, la Russie a revendiqué des droits de juridiction dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de mer de Behring jusqu'à la distance de cent milles italiens au large des côtes et îles lui appartenant; mais, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion des traités de 1824 avec les Etats-Unis et de 1825 avec la Grande-Bretagne, elle a admis que sa juridiction dans ladite mer serait limitée à une portée de canon de la côte; et il apparaît que, depuis cette époque jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, elle n'a jamais affirmé en fait ni exercé aucune juridiction exclusive dans la mer de Behring ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques à fourrures dans ladite mer, au-delà des *limites ordinaires* des eaux territoriales »;

Sur le deuxième point : — « Décidons et prononçons que la Grande-Bretagne n'a reconnu ni concédé à la Russie aucun droit à une juridiction exclusive sur les pêcheries de phoques dans la mer de Behring en dehors des *eaux territoriales ordinaires* »;

Sur le troisième point : — « Décidons et pronon-

çons que l'espace de mer connu aujourd'hui sous le nom de mer de Behring était compris dans l'expression « Océan Pacifique » telle qu'elle a été employée dans le traité de 1825 intervenu entre la Grande-Bretagne et la Russie,... décidons et prononçons que la Russie n'a possédé ni exercé après le traité de 1825 aucun droit exclusif de juridiction dans la mer de Behring, ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques dans cette mer au-delà de la *limite ordinaire des eaux territoriales* » ;

Sur le quatrième point : — « Décidons et prononçons que tous les droits de la Russie en ce qui concerne les pêcheries de phoques dans la partie de la mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le traité du 30 mars 1867, entre les Etats-Unis et la Russie sont intégralement passés aux Etats-Unis en vertu de ce même traité » ;

Sur le cinquième point : — « Décidons et prononçons que les Etats-Unis n'ont aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la *limite ordinaire de trois milles* » .

Nous ne pouvions mieux faire, touchant la question des motifs de la sentence, que de reproduire le texte qui précède. Nul ne saurait prétendre que cette sentence est motivée ; mais, nous

ne voyons, d'ailleurs, pas trop quels longs motifs aurait pu développer la sentence dont le texte était limité d'avance par l'extrême précision du compromis, la limite même de la mer territoriale se trouvant déterminée et fixée, par hypothèse à trois milles, dans la cinquième question du compromis. La question de la protection des phoques à fourrure était, en somme, seule en cause et c'est, en réalité, le règlement en 9 articles qui suit la décision arbitrale qui l'a tranchée en indiquant les mesures qu'auront à prendre les deux gouvernements. Nous n'avons pas à exprimer notre opinion quant à ce règlement, mais il est bien évident que sa portée est restreinte, puisqu'il ne lie que les deux Etats pour lesquels il a été rédigé et laisse toute liberté aux autres, le Japon et la Russie, par exemple (1).

(1) Le règlement contenu dans la décision arbitrale établit en pleine mer un régime de police et de juridiction qui n'a jamais existé dans de semblables conditions. Aux yeux de M. de Martens, il paraît incontestable que le tribunal d'arbitrage de Paris occupera dans l'histoire des relations internationales la même place d'honneur qu'occupait jusqu'à ce jour le tribunal de Genève de 1874 qui a réglé l'affaire de l'Alabama : — « Cette décision, dit-il, restera à jamais mémorable dans les annales des relations internationales. Le tribunal arbitral a consciencieusement étudié tous les matériaux et il s'est prononcé dans le sens le plus conforme à la conscience juridique des nations civilisées. » (Cf. DE MARTENS, *Le tribunal d'arbitrage et la mer territoriale*, Rev. de Dr. Int. publ., 1894, p. 32-43.)

A peine moins enthousiaste est l'impression de M. Tho-

SENTENCE DU 9 AVRIL 1894 : CHILI-ETATS-UNIS.

— Une commission mixte instituée en 1892 par le Chili et les Etats-Unis eut à examiner des réclamations réciproques émanant de citoyens des deux pays : 48 réclamations furent appréciées.

La décision arbitrale ne contient pas de motifs. Quand une réclamation est admise, il n'est pas dit

mas Barclay : — « La sentence est certainement bonne au point de vue juridique. Quant aux règles adoptées, nous n'en dirons pas autant... Il eut été surprenant qu'un tribunal composé de juristes éminents, versés dans la connaissance du droit international, jugeât que la conservation de la vie des phoques dans la mer de Behring était pour un Etat d'une importance comparable au droit de se défendre soi même, et admit qu'une production abondante de peaux de phoque destinée aux classes supérieures d'Europe fût une justification suffisante pour fouler aux pieds les règles lentement, mais solidement établies maintenant du droit des gens concernant les productions de la haute mer... Les décisions des arbitres sont favorables à la Grande-Bretagne. Toute autre décision aurait eu pour effet le renversement de la liberté de la mer et de cette règle, qui n'est pas un des moindres axiomes des relations internationales, qu'en dehors de la limite des eaux territoriales, la haute mer forme un domaine de chasse commun à toute la partie civilisée du genre humain... Les arbitres n'en ont pas moins établi un précédent important au sujet de la delimitation des eaux territoriales, en déclarant, dans leur réponse sur le 5^e point que la distance de 3 milles est la mesure ordinaire de l'étendue territoriale et que les Etats-Unis sont sans droits sur les phoques à fourrure et sur les pêcheries à plus de 3 milles de la côte. C'est là une décision d'une importance théorique considérable... » (Cf. BARCLAY, *La question des pêcheries dans la mer de Behring*, Rev. de Dr. Int. et de Législ. comp., 1893, p. 444 et s.

pourquoi et, seule, l'indication du chiffre de l'allocation apparaît. Quand, au contraire, les réclamations sont repoussées, on lit simplement ceci : « dismissed on hearing, — dismissed on demurrer, — dismissed for want of jurisdiction, — dismissed for failure to amend (1). »

SENTENCE DU 26 MARS 1895 : ETATS-UNIS-VÉNÉZUÉLA. — Pas plus motivée n'est la sentence de la commission mixte instituée en 1892 par les Etats-Unis et le Vénézuéla pour le règlement du litige dont une saisie de navires et un emprisonnement d'officiers par le gouvernement vénézuélien faisaient l'objet :

« *The board of commissioners, thus composed,*
« *having duly examined and considered the documents,*
« *evidence, and arguments submitted to them by the*
« *respective parties,... — by a majority of the com-*
« *mission, award to the United States of America*
« *from the United States of Venezuela the sum of*
« *141.500 dollars;... (2) »*

SENTENCE DU 17 DÉCEMBRE 1897 : ETATS-UNIS-ANGLETERRE : AFFAIRE DES PHOQUES A FOURRURE. — Faisant suite à celui engagé en 1892, un nouvel arbitrage intervint entre les Etats-Unis et l'Angleterre, pour le règlement d'indemnités dues à des

(1) V. texte, dans LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 476.

(2) *Idem*, p. 422.

citoyens anglais du chef d'arrestations de navires armés pour la pêche des phoques à fourrure. Cet arbitrage fut solutionné par la sentence rendue le 17 décembre 1897 par la Commission mixte instituée à cet effet, — sentence très longue, reprenant chaque réclamation par navire et par personne et fixant une indemnité pour chaque cas, sans en donner le motif (1).

SENTENCE DU 3 OCTOBRE 1899 : FRONTIÈRE DES GUYANES (*Angleterre-Vénézuéla*). — Cette sentence de 1899 par laquelle nous allons terminer notre première série a fixé la frontière de la Guyane anglaise et du Vénézuéla. On y lira seulement que les arbitres « ont impartialement et soigneusement examiné les questions à eux soumises », mais on y chercherait vainement des *motifs* (2).

§ II.

SENTENCES ARBITRALES NON MOTIVÉES OU INSUFFISAMMENT MOTIVÉES REN- DUES PAR DES SOUVERAINS ET CHEFS D'ÉTATS AU COURS DU XIX^e SIÈCLE.

Nous citerons les sentences suivantes :

(1) V. texte, dans LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 522.

(2) *Idem*, p. 556.

- 25 février 1842. — Sentence du roi de Prusse, surarbitre dans la Commission de Washington (Mexique-Etats-Unis);
- 30 novembre 1843. — Sentence du roi de Prusse : affaire de Portendick (France-Angleterre);
- 1^{er} août 1844. — Sentence de la reine Victoria (France-Mexique);
- 29/17 mai 1875. — Sentence du czar Alexandre II : affaire du *Maria-Luz* (Pérou-Japon);
- 12 novembre 1878. — Sentence du président des Etats-Unis, M. Hayes (frontières : Argentine-Pérou);
- 16 mars 1883. — Sentence du président Jules Grévy : affaire *Havana-Packet* (Pays-Bas-St-Domingue);
- 22 mars 1888. — Sentence du président Cleveland (Costa-Rica-Nicaragua);
- 25 mai 1891. — Sentence du czar Alexandre III : frontières des Guyanes (France-Pays-Bas);
- 2 mars 1897. — Sentence du président Cleveland : affaire Cerruti (Colombie-Italie);
- 11 septembre 1900. — Sentence du président Loubet (Colombie-Costa-Rica).

SENTENCE DU ROI DE PRUSSE RENDUE LE 25 FÉVRIER 1842. — En premier lieu, nous rencontrons la sentence rendue par le roi de Prusse, en qualité de surarbitre de la Commission mixte de Washington instituée suivant convention intervenue le 11 avril 1839 entre le Mexique et les

Etats-Unis, à l'occasion d'indemnités réclamées par leurs nationaux.

La convention prévoyait la nomination de deux commissaires par chacun des deux Etats contendants, le roi de Prusse devant intervenir pour désigner un arbitre en cas de désaccord. Effectivement, les commissaires ne réussirent pas à tomber d'accord et le roi de Prusse dut intervenir. Il chargea son ministre, M. Roenne, d'examiner le litige et de préparer une sentence. Celle-ci, renduë le 25 février 1842, est entièrement dépourvue de *motifs*. Pour cette cause, le gouvernement de Washington accueillit mal une pareille décision et demanda à Berlin, avec beaucoup d'insistance, la communication des *motifs* non transcrits dans la décision arbitrale, mais le gouvernement prussien crut devoir s'y refuser (1).

SENTENCE DU ROI DE PRUSSE DU 30 NOVEMBRE 1843 : *affaire de Portendick*. — Le 14 novembre 1842, intervient un compromis entre la France et l'Angleterre, aux termes duquel les deux Etats remettent à Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, la solution d'un différend ayant pour cause des

(1) Cf. JOHN H. RALSTON, *International arbitral law and procedure* (Ginn et C^e, Boston and London), p. 71 : « The refusal of the Prussian government in 1843 to make public the reports of Baron Roenne, in others words, the *reasons* upon wich he acted, was adhered to steadily, a like refusal being noted as late as 1897. »

réclamations formées par des négociants anglais contre le gouvernement français à la suite de mesures adoptées par les autorités françaises en 1834 et 1835 sur la côte de Portendick (Sénégal).

Le compromis ne stipule pas que la sentence devra être motivée, mais, en fait, cette stipulation n'a jamais été insérée dans aucun compromis de l'époque. Et, bien que généralement on soit d'accord pour considérer comme équitable et conçue dans un esprit de parfaite justice la sentence que rendit le roi de Prusse le 30 novembre 1843, il importe de remarquer que cette sentence est dépourvue du moindre motif.

SENTENCE DE LA REINE VICTORIA, DU 1^{er} AOÛT 1844. — Nous devons nous arrêter beaucoup plus longuement à la sentence rendue le 1^{er} août 1844 par la reine Victoria d'Angleterre, dans un litige intéressant la France et le Mexique, et ceci précisément parce que la sentence en question, à la différence des précédentes qui ne sont aucunement motivées, est seulement critiquable pour insuffisance de *motifs*.

On nous permettra donc de rappeler sommairement les faits et la position de la question en litige, afin d'être à même de mieux apprécier la valeur des *motifs* énoncés dans la sentence de la reine Victoria et l'insuffisance du degré de *motivation*.

Il s'agissait de prononcer sur la capture de navires mexicains par les forces françaises et sur des

demandes en dommages-intérêts formulées réciproquement par les deux États au nom de certains de leurs sujets à raison du préjudice éprouvé par ceux-ci du fait d'opérations militaires.

Le compromis intervenu le 9 mars 1839 consigne les questions qu'aura à trancher l'arbitre, mais il ne stipule rien quant à la procédure à suivre, rien quant aux motifs : « Les parties contractantes conviennent de soumettre à la décision d'une tierce puissance... » Mais la gravité des points à examiner n'en impliquait pas moins la nécessité d'un examen approfondi et partant d'une *motivation* sérieuse. Il y avait, en effet, à dire :

1^o Si le Mexique était en droit de réclamer à la France, soit la restitution des navires de guerre mexicains capturés subséquemment à la reddition de la forteresse de Saint-Jean d'Ulloa, soit une compensation pour le cas où la France aurait disposé desdits navires;

2^o si les navires mexicains séquestrés pendant le cours du blocus opéré par le contre-amiral Baudin et postérieurement capturés par les Français, après déclaration de guerre, devaient être considérés comme légalement acquis aux capteurs;

3^o si les sujets mexicains qui avaient eu à souffrir des hostilités avaient droit à des indemnités;

4^o si le même droit était acquis aux sujets français qui avaient éprouvé un dommage du fait de la loi d'expulsion leur donnant un délai de trois jours pour évacuer le territoire mexicain.

Comme on peut l'entrevoir, ces questions sont fort complexes et pouvaient être de nature à arrêter un jurisconsulte très expert; elles paraîtraient cependant avoir paru d'une résolution facile, sinon à la reine Victoria elle-même, tout au moins à ses conseillers du Foreign Office, si l'on n'en devait juger que par le texte de la sentence arbitrale. En effet, sur les deux premières questions ci-dessus indiquées, celles-ci constituant ensemble le premier point du compromis, la sentence répond :

« Nous sommes d'avis qu'après le départ de
« Mexico du plénipotentiaire français et la noti-
« fication qui a accompagné son départ, lesquels
« furent suivis tant d'opérations hostiles exercées
« par les Français contre la forteresse de Saint-Jean
« d'Ulloa et contre la flotte mexicaine, que d'une
« déclaration immédiate de guerre de la part du
« gouvernement mexicain et de l'expulsion du ter-
« ritoire des sujets français, il y avait entre les
« deux pays un *état de guerre* dont les termes du
« traité et de la convention spéciale ont reconnu
« l'existence;

« Qu'en conséquence, la France n'est pas tenue
« à restitution ni à compensation pour les navires
« mentionnés dans le traité ou pour les navires et
« cargaisons spécifiés dans l'art. 2 de la conven-
« tion. »

Il ne serait évidemment pas exact de soutenir qu'il n'y a dans cette décision aucun *motif* : il y en a un, mais il est trop court, pouvons-nous affirmer;

il manque des précisions qu'on peut souhaiter. Se borner à dire : pas de responsabilités encourues, parce que « *état de guerre* », c'est une constatation qui demande à être justifiée et il semble qu'il eût été indispensable de déterminer, à l'occasion, ce qui constituait véritablement l'état de guerre. La question entraînait une analyse de la théorie des représailles.

Le contre-amiral Baudin, commandant des forces françaises devant Saint-Jean d'Ulloa, avait-il procédé légalement en effectuant un blocus pacifique alors que le gouvernement mexicain n'exécutait pas un engagement pris par lui ? Et, puisque les parties admettaient par hypothèse, dans le compromis intervenu, l'effet provisoire du blocus pacifique, il y avait à apprécier la légitimité de la conversion du séquestre en confiscation, à la suite de la déclaration de guerre du 30 novembre 1838. Voilà, sur le premier point, où il fallait voir la question et chercher des *motifs* pour la décision. Puis, partant de là, faisant une distinction entre les navires de guerre et les navires de commerce, il appartenait à l'arbitre de rechercher pour ces derniers si la règle aussi internationale alors qu'aujourd'hui : « Toute prise doit être jugée » avait été observée.

Cet examen, voit-on, ne pouvait pas aboutir à une phrase aussi courte dans la sentence que la phrase que nous avons rapportée plus haut. Sans vouloir entreprendre la critique de cette sentence,

nous ne pouvons pas ne pas signaler les raisons qui rendaient pour l'arbitre la question posée extrêmement délicate; MM. de Lapradelle et Politis remarquent que la théorie doctrinale qui avait cours à l'époque, reconnaissait à la saisie opérée dans les conditions que nous avons vues dans notre espèce, tenait cette saisie pour provisoire et conditionnelle, susceptible de devenir définitive suivant l'issue du différend, — tandis que la théorie anglaise, méconnaissant toute distinction entre les représailles et l'état de guerre, qui pour elle ne faisaient qu'un, donnait à la même saisie un effet rétroactif du seul fait de la déclaration de guerre.

Pourtant, si le compromis était très laconique, le mémoire de la France en particulier, après avoir noté les circonstances de fait, demandait à l'arbitre de déclarer si la prise était conforme « *aux règles de l'équité comme aux principes du droit de la guerre* », et la question ainsi posée était d'autant plus intéressante qu'elle devait être rapprochée de la thèse du Mexique, à savoir que la saisie opérée au cours de représailles ne saurait conférer qu'un gagé, et qu'ainsi le caractère de la possession ne peut pas changer du seul fait de la déclaration de guerre.

L'arbitre, nous pouvons le répéter, s'est affranchi de toutes ces difficultés. Il convient d'ajouter que pas plus motivée n'est la fin de la sentence touchant le second point, c'est-à-dire les demandes en dommages-intérêts formulées réciproquement par les sujets des deux États en litige ayant eu à souffrir

de l'état de choses auquel nous avons fait allusion :

« En ce qui concerne le deuxième point, mentionné dans l'art. 2 du traité;

« Nous sommes d'avis que ni les sujets français,
« ni les sujets mexicains, n'ont droit à la moindre
« indemnité, les actes des deux pays se trouvant
« justifiés par l'état de guerre qui existait entre
« eux. »

Si nous nous attachions au contenu même de la sentence, nous aurions à relèver la contradiction singulière renfermée dans cette partie finale du dispositif de la sentence, mais nous devons seulement nous borner à constater la sécheresse de *motifs* qui la caractérise. Tout est justifié, toute la question est résolue par la simple reconnaissance d'un *état de guerre* ! Faut-il ne voir là qu'une manifestation de la doctrine traditionnelle anglaise qui proclamait l'affranchissement de toute règle de nature à entraver la liberté du belligérant et qui, dans les conflits maritimes, repoussait toute réglementation du bombardement ? C'est possible, mais il ne nous apparaît pas que l'arbitre ait recherché si le belligérant, dont la conduite était critiquée, s'était bien conformé aux lois de la guerre.

En somme, et pour porter un jugement d'ensemble sur cette sentence rendue en 1844 par la Reine Victoria, il faut convenir avec MM. de Lapradelle et Politis « qu'en préparant le travail de leur souveraine, les jurisconsultes du Foreign Office se

sont référés plus spécialement à leurs doctrines nationales, et, d'autre part, ont obéi à une réserve diplomatique plus facile à comprendre qu'à justifier » ; lord Aberdeen, en s'abstenant de motiver la sentence arbitrale, a voulu éviter d'y étaler des principes en opposition avec ceux que professait et pratiquait la France. Éminemment critiquable au sens juridique, cette sentence a eu le tort grave de faire trop bon marché du compromis qui faisait à l'arbitre, par les pouvoirs très larges qu'il lui remettait, le devoir d'examiner la légalité des actes incriminés sous tous ses aspects et, par conséquent, de *motiver* sa décision en fait aussi bien qu'en droit.

Ces critiques permettent du moins, concluent les auteurs que nous venons de citer, « de saisir le défaut des compromis trop laconiques et le grave inconvénient du choix comme arbitre, d'un chef d'Etat qui, préoccupé de ne pas infirmer par sa sentence la valeur des principes de droit international suivis par son pays, est très mal placé pour rendre un jugement impartial et désintéressé (1). »

SENTENCE DU 29 MAI 1875 DU CZAR ALEXANDRE II : *affaire du Maria-Luz* (2). — Voici ce qui tient lieu de *motifs* dans la sentence rendue par le czar de Russie, le 29 mai 1875, à l'occasion du différend

(1) Cf. DE LAPHADÈLLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 568 et s.

(3) Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 199.

survenu entre le Japon et le Pérou, du fait de l'arrestation prétendument illégale du navire péruvien *Maria-Luz* :

« Nous sommes arrivés à la *conviction* que, en
« procédant comme il l'a fait à l'égard de la *Maria-*
« *Luz*, de son équipage et de ses passagers, le gou-
« vernement japonais a agi *bona fide*, en vertu de
« ses propres lois et coutumes, sans enfreindre les
« prescriptions générales du droit des gens ni les
« stipulations des traités particuliers; »

« Que, par conséquent, il ne peut être accusé
« d'un manque volontaire de respect, ni d'une
« intention malveillante quelconque vis-à-vis du
« gouvernement péruvien ou de ses citoyens;... »

Il n'est pas besoin d'insister beaucoup pour qu'on ne puisse nier l'absence de *motifs* qui caractérise cette sentence : la *conviction* de l'éminent arbitre ne vaut pas, pour l'histoire et le droit, les considérations qu'il aurait pu exposer tant à l'occasion des lois et coutumes du Japon, auxquelles il fait allusion, que des principes du droit des gens et des traités particuliers auxquels il se réfère également de façon trop sommaire.

SENTENCE DU PRÉSIDENT HAYES, DU 12 NOVEMBRE 1878 (1). — Nous pouvons, tout au moins quant à la forme, assimiler à la sentence du czar Alexandre, celle rendue par le président Hayes

(1) Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 224.

dans un conflit de limites survenu en 1876 entre le Paraguay et la République Argentine. Très courte, en effet, est la sentence du 12 novembre 1878, et l'arbitre, déclarant avoir examiné tout ce que comportait la cause, conclut, sans donner de plus amples *motifs*, en faveur du Paraguay.

SENTENCE DU PRÉSIDENT GRÉVY DANS L'AFFAIRE « *Havana-Packet* » (1). — Nous ne croyons pas non plus pouvoir considérer comme suffisamment motivée la sentence prononcée le 16 mars 1883 par le président Jules Grévy, dans le différend relatif au navire *Havana-Packet*, mettant aux prises les Pays-Bas et Saint-Domingue.

Pour baser sa décision, l'arbitre dit seulement :

« Attendu qu'aucune constatation matérielle n'a
« été relevée à la charge du capitaine Harken, que
« le fait qui a motivé son arrestation et la confis-
« cation du navire *Havana-Packet* ne résulte que
« des dépositions de trois ou quatre témoins;

« Attendu que ces dépositions, qui sont contre-
« dites par d'autres, n'ont pas été faites en pré-
« sence du capitaine Harken, qui n'a jamais été
« confronté avec leurs auteurs, alors que rien
« n'était plus facile que d'opérer cette confronta-
« tion; qu'il y a là un vice essentiel de procédure
« qui ôte toute valeur probante à l'enquête;... »

SENTENCE DU PRÉSIDENT CLEVELAND DU 22 MARS

(1) Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 241.

1888 (1). — Si nous classons parmi les sentences non motivées, celle rendue le 22 mars 1888 par le Président des Etats-Unis, M. Cleveland, dans un conflit de frontières intéressant le Nicaragua et le Costa-Rica, c'est qu'effectivement la sentence en question, tout en comportant un dispositif assez long, n'est pas motivée; mais nous devons ajouter, réduisant par là l'étendue du grief qui pourrait être formulé, que cette sentence a été accompagnée d'un rapport circonstancié de M. Rives, secrétaire d'Etat assistant, détaillant les considérations qui ont servi de *motifs* à la décision arbitrale du Président Cleveland.

SENTENCE DU CZAR ALEXANDRE III DU 25 MAI 1891 : FRONTIÈRES DES GUYANES. — C'est une question de frontières qui a été l'objet de la sentence arbitrale rendue, le 25 mai 1891, par le czar de Russie, Alexandre III (2).

Rappelons succinctement qu'en présence des difficultés qu'ils rencontraient à déterminer par la voie des négociations directes les limites de leurs colonies respectives de la Guyane française et

(1) Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 299.

(2) Voir le texte du compromis arbitral dans le *Recueil général des traités*, par DE MARTENS, 2^e série, t. IX, p. 748; texte de la sentence dans le même Recueil, 2^e série, t. XII, p. 472. — Voir aussi, ROUARD DE CARD, *Les destinées de l'arbitrage international depuis la sentence rendue par le Tribunal de Genève*, p. 91 et 234.

de Surinam, en amont du confluent des rivières de l'Awa et du Tapanahoni qui par leur réunion forment le Maroni, les deux Etats intéressés, la France et les Pays-Bas, avaient, par une première convention du 29 novembre 1888, confié à un arbitre dont la désignation devait faire l'objet d'un accord ultérieur, le soin de procéder à cette délimitation. Telle qu'elle paraît résulter des articles 1 et 2 de cette convention, la mission de l'arbitre était de déterminer, d'après l'examen des documents diplomatiques, laquelle des deux rivières devait servir de limite aux colonies respectives de la France et des Pays-Bas.

L'arbitre, le czar Alexandre III, ayant estimé trop étroite cette mission et voulant la décliner, de nouvelles négociations furent engagées entre les deux Etats et il en sortit, le 28 avril 1890, une deuxième convention, élargissant les pouvoirs de l'arbitre : Les deux gouvernements, y est-il inséré, « se sont entendus pour accorder à l'arbitre désigné pour autant que nécessaire, le pouvoir subsidiaire d'adopter et de fixer éventuellement comme solution intermédiaire, une autre limite sur l'étendue du territoire contesté, pour le cas où il ne parviendrait pas, après examen du différend, à fixer comme frontière une des deux rivières mentionnées ».

Cette faculté concédée à l'arbitre, pour le cas où le droit lui paraîtrait douteux, de remplacer le jugement disant droit par une solution transaction-

nelle (1) déroge à l'obligation généralement imposée aux arbitres dont la mission est de juger d'après les principes du droit international. Aussi, le fait même de rencontrer dans l'espèce une semblable exception aux règles habituelles, doit-il par avance nous faire présager une sentence un peu sèche de motifs. Les voici d'ailleurs :

« Considérant que la convention du 28 août 1817 qui a fixé les conditions de la restitution de la Guyane française à la France par le Portugal n'a jamais été reconnue par les Pays-Bas;

« Qu'en outre, cette convention ne saurait servir de base pour résoudre la question en litige, vu que le Portugal, qui avait pris possession en vertu du traité d'Utrecht de 1713 d'une partie de la Guyane française, ne pouvait restituer à la France en 1815 que le territoire qui lui avait été cédé; — or, les limites de ce territoire ne se trouvent nullement définies par le traité d'Utrecht de 1713;

« Considérant, d'autre part, que le gouvernement hollandais, ainsi que le démontrent des faits non contestés par le gouvernement français, entretenait à la fin du siècle dernier des postes militaires sur l'Awa;

« Que les autorités françaises de Guyane ont

(1) Nous aurons à relever un cas semblable : Voir plus loin, compromis du 15 septembre 1872, par lequel l'Angleterre et le Portugal ont désigné le maréchal Mac-Mahon pour arbitrer leur différend relatif à la possession de territoire sur la baie de Delagoa.

maintes fois reconnu les nègres établis sur le territoire contesté comme dépendant médiatement ou immédiatement de la domination hollandaise, et que ces autorités n'entraient en relations avec les tribus indigènes habitant ce territoire que par l'entremise et en présence des représentants des autorités hollandaises;

« Qu'il est admis sans conteste par les deux pays intéressés que le fleuve Maroni, à partir de sa source, doit servir de limites entre leurs colonies respectives;

« Que la commission mixte de 1861 a recueilli des données en faveur de la reconnaissance de l'Awa comme cours supérieur du Maroni;

« *Par ces motifs* : Nous déclarons que l'Awa doit être considéré comme fleuve limitrophe, devant servir de frontière entre les deux possessions. — En vertu de cette décision arbitrale, le territoire en amont du confluent des rivières de l'Awa et du Tapanahoni doit appartenir désormais à la Hollande, sans préjudice toutefois des droits acquis *bona fide* par les ressortissants français dans les limites du territoire qui avait été en litige ».

Comme on le voit, la décision du czar est basée sur le silence du traité d'Utrecht et sur des faits nombreux d'occupation militaire. On ne saurait contester que ce sont là des *motifs*, mais on conviendra aussi que, dans une aussi délicate question, ils auraient infiniment gagné à être plus circonstanciés : s'il en avait été ainsi, la décision arbitrale

aurait sans doute reçu en France un accueil moins froid et n'eût pas provoqué une polémique aussi vive que celle à laquelle elle a donné lieu. Après la lecture de cette sentence, on demeure, en effet, fort curieux de connaître quels étaient les moyens respectivement mis en avant par les parties contendantes. C'est une critique de plus à adresser aux sentences rendues par des souverains, critique fondée sur ce que, même motivées, elles ne font pas connaître assez précisément le système soutenu de part et d'autre.

SENTENCE DU PRÉSIDENT CLEVELAND, DU 2 MARS 1897 (*affaire Cerruti*). — Dans l'ordre d'idées que nous poursuivons, nous devons encore signaler le complet défaut de *motifs* de la sentence rendue le 2 mars 1897 par le Président des Etats-Unis, M. Cleveland, dans le différend italo-colombien surgi à l'occasion des réclamations d'un sieur Cerruti contre la Colombie, pour dommages éprouvés pendant les troubles de 1885 (1).

SENTENCE DU PRÉSIDENT LOUBET DU 11 SEPTEMBRE 1900 : (*Colombie c./ Costa-Rica*). — Avec la sentence du Président Loubet, rendue le 11 septembre 1900, dans un conflit de limites entre les deux républiques de Colombie et de Costa-Rica,

(1) V. texte, dans LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 297. — V. aussi JACKSON RALSTON, *op. cit.*, p. 72, n° 135.

nous terminerons la série des sentences non motivées émanées de chefs d'Etats pendant le dix-neuvième siècle.

Il s'agissait, en l'espèce, de fixer définitivement la ligne de frontière entre les deux Républiques, chose qui, d'ailleurs, ne paraît pas devoir être très facile, si l'on en juge par l'abondance des documents soumis par les parties. Le compromis du 4 novembre 1896 rappelle les infructueuses tentatives antérieures d'arbitrage et remet au Président de la République française le soin de trancher la question; il ne stipule pas l'obligation de motiver la sentence et il est dit, à l'article 4, que cette sentence, quelle qu'elle soit, sera tenue pour définitive (1).

En fait, l'éminent arbitre s'est contenté d'exposer tout au long les documents dont il a eu à faire « une étude minutieuse et approfondie » et s'est borné à déclarer qu'il n'avait « rien négligé pour se rendre un compte exact de la valeur des titres invoqués par l'un et l'autre pays », mais aucun *motif* n'apparaît dans sa sentence (2).

(1) Art. 4, *in fine* : « La decisión arbitral, cualquiera que sea, se tendra por tratado perfecto y obligatorio entre las Altas Partes contratantes, y no admitirá recurso alguno. Ambas Partes se comprometen á su fiel cumplimiento, y renuncian á todo reclamo contra la decisión, empeñado en ello el honor nacional ».

(2) Voici le texte intégral de cette sentence :
« Nous, Président de la République française, arbitre en

§ III.

SENTENCES ARBITRALES NON MOTIVÉES
OU INSUFFISAMMENT MOTIVÉES REN-
DUES PAR DIVERS ARBITRES AU COURS
DU XIX^e SIÈCLE.

Nous citerons les sentences suivantes :

5 août 1885. — Sentence de M. Mélius de Villiers
(Angleterre-Transvaal);

vertu du traité signé à Bogota le 4 novembre 1896, par les
républiques de Colombie et de Costa-Rica, acte qui nous a
conféré pleins pouvoirs en vue d'apprécier, suivant les
principes du droit et les précédents historiques, la délimi-
tation à intervenir entre les deux Etats sus-nommés;

« Ayant pris connaissance de tous les documents fournis
par les parties en cause, et notamment :

1^o *En ce qui concerne la Colombie :*

de l'exposé de Don François Silvela, avocat de la Léga-
tion de Colombie en Espagne;

des deuxième et troisième mémoires, présentés au nom
de la République de Colombie, par M. Poincaré, avocat à
la Cour d'appel de Paris;

d'une consultation de M. Maura, député aux Cortès es-
pagnoles, président de l'Académie royale de jurisprudence
de Madrid, sur la question de limites entre la Colombie et
le Costa-Rica;

d'une autre consultation de MM. le docteur Simon de la
Rosa y Lopez, professeur de droit politique à l'Université
de Séville, et ses collaborateurs;

d'un résumé chronologique des titres territoriaux de
Colombie;

et de nombreuses cartes géographiques et textes, tant

22 septembre 1896. — Sentence de M. Saint-John
(Equateur-Etats-Unis);

originaux que traduits et annotés, à nous remis par le représentant de la Colombie spécialement accrédité auprès de nous pour le litige actuel;

2° *En ce qui concerne le Costa-Rica :*

des ouvrages de M. Manuel M. de Peralta, envoyé extraordinaire et ministre de cette République à Paris, intitulés : « Limites de Costa-Rica et de Colombie, — Costa-Rica y Costa de Mosquitos, — Juridiction territoriale de Costa-Rica » ;

de l'exposé des titres territoriaux de la République de Costa-Rica ;

de la réplique à l'exposé de la République de Colombie ;

de l'atlas historico-geografico de Costa-Rica, Veragua y costa de Mosquitos ;

du volume de M. de Peralta : « Géographie historique et droits territoriaux de Costa-Rica, etc., etc. » ;

et, en général, de tous et de toutes décisions, capitulations, ordres royaux, provisions, cédulas royales, lois, édictés et promulgués par l'ancienne monarchie espagnole, souveraine absolue et libre dispositrice des territoires qui ont fait partie, dans la suite, des deux républiques ;

« Ayant procédé à une étude minutieuse et approfondie desdits actes à nous soumis par les parties, notamment : des cédulas royales du 27 juillet 1513, du 6 septembre 1521, de la provision royale du 21 avril 1529, des cédulas royales du 2 mars 1537, des 11 janvier et 9 mai 1541, du 21 janvier 1557, des 23 février et 18 juillet 1560, des 4 et 9 août 1561, du 8 septembre 1563, du 28 juin 1568, du 17 juillet 1572, de la Capitulation du Pardo, du 1^{er} décembre 1573, de la Recopilación de las Leyes de Indias de 1680, particulièrement des lois IV, VI et IX de ce recueil, des cédulas royales des 21 juillet et 13 novembre 1722, du 20 août 1739, du 24 mai 1740, du 31 octobre 1742, du 30 novembre 1756, des différentes instructions émanant du

21 mars 1898. — Sentence de M. Nicholas Hansen (Etats-Unis-Siam).

SENTENCE DE M. MÉLIUS DE VILLIERS (1885). — Le 5 août 1885, M. Mélius de Villiers, magistrat de la République d'Orange, rendit une sentence dans un conflit de frontières survenu dans le Sud-africain, entre la Grande-Bretagne et le Transvaal. On ne peut pas dire que cette courte sentence soit totalement dépourvue de *motifs*, mais ceux-ci n'y apparaissent du moins qu'implicitement (1).

SENTENCE DE M. SAINT-JOHN (1896). — C'est également une sentence très courte que celle-ci, mais si aucuns *motifs* ne peuvent y être lus, l'arbitre ne doit nullement en être incriminé. En effet,

souverain espagnol et adressées tant aux autorités supérieures de la vice-royauté de Santa-Fé qu'à celles de la capitainerie générale de Guatémala au cours du dix-huitième siècle et dans les années suivantes; des ordres royaux de 1803 et 1805, des stipulations du traité conclu en 1825 entre les deux républiques indépendantes, etc., etc.;

« Et conscient de l'importance de notre haute mission, ainsi que du très grand honneur qui nous a été fait d'être choisi comme juge dans le présent débat, n'ayant rien négligé pour nous rendre un compte exact de la valeur des titres invoqués par l'un et l'autre pays,

« Arrêtons :

« La frontière entre les deux républiques sera formée par... » (Voir *Journal officiel de la Républ. franç.*, 1900, p. 6184.)

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 245.

il s'agissait d'une demande formée contre l'Equateur par les Etats-Unis, à raison de l'arrestation et de la rétention prolongée d'un citoyen américain par les autorités équatoriennes et, un règlement transactionnel étant intervenu pendant le cours des opérations arbitrales, M. Saint-John fut seulement prié de rendre une sentence de pure forme enregistrant cette transaction. On conçoit dès lors l'absence de tout *motif* (1).

SENTENCE DE M. NICHOLAS HANNEN (1898). — Dans cette troisième sentence, il s'agit d'une demande d'indemnité occasionnée par la mise en péril, du fait des autorités siamoises, d'une concession forestière dont le docteur Cheek était bénéficiaire. La matière ne comportait pas nécessité d'une longue *motivation* et, en fait, la sentence intervenue est peu motivée (2).

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 451.

(1) Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 580.

CHAPITRE III

SENTENCES ARBITRALES MOTIVÉES RENDUES AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

Nous diviserons ce chapitre en cinq paragraphes :

- § I. — Sentences rendues par des SOUVERAINS ou CHEFS D'ÉTATS;
- § II. — Sentences rendues par des COMMISSIONS MIXTES;
- § III. — Sentences rendues par des CORPS JUDICIAIRES ou des TRIBUNAUX ARBITRAUX spécialement constitués;
- § IV. — Sentences rendues par DIVERS ARBITRES : hommes d'Etat, ambassadeurs, ministres, jurisconsultes,...

Nous nous arrêterons un peu plus longuement sur les sentences les plus importantes de chaque catégorie, nous efforçant d'apprécier les *motifs* contenus dans lesdites sentences. Ensuite, nous nous efforcerons de saisir l'évolution qui a pu se manifester quant aux *motifs* au cours du dix-neuvième siècle : ce sera notre § V.

§ I.

SENTENCES MOTIVÉES RENDUES
AU COURS DU XIX^e SIÈCLE PAR DES
SOUVERAINS ET CHEFS D'ÉTATS

Nous citerons dans cette première section :

- 22 *avril* 1822. — Sentence du czar Alexandre I^{er} (Angleterre-Etats-Unis);
- 10 *janvier* 1831. — Sentence de Guillaume, roi des Pays-Bas (Angleterre-Etats-Unis);
- 13 *avril* 1852. — Sentence du roi des Pays-Bas (France-Espagne);
- 30 *novembre* 1852. — Sentence du prince Louis-Napoléon (Etats-Unis-Portugal);
- 15 *mai* 1863. — Sentence du roi Léopold I^{er} de Belgique (Chili-Etats-Unis);
- 18 *juin* 1863. — Sentence du roi Léopold I^{er} de Belgique (Brésil-Angleterre);
- 30 *juin* 1865. — Sentence de la reine Isabelle II (Pays-Bas-Vénézuéla);
- 21 *avril* 1870. — Sentence du président Grant (Angleterre-Portugal);
- 24 *juillet* 1875. — Sentence du président Mac-Mahon (Angleterre-Portugal);
- 2 *juillet* 1881. — Sentence de l'empereur François-Joseph (Angleterre-Nicaragua);
- 16 *mars* 1891. — Sentence de la reine régente Marie-Christine (Colombie-Vénézuéla);

5 février 1895. — Sentence du président Cleveland (Argentine-Brésil);

30 décembre 1896. — Sentence du président de la Confédération helvétique (France-Vénézuéla);

SENTENCE DU CZAR ALEXANDRE I^{er} DU 22 AVRIL 1822. — Le 22 avril 1822, le czar Alexandre I^{er} rendit une sentence arbitrale entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique à l'occasion d'un différend mettant en jeu une question d'ailleurs assez délicate. Il s'agissait de l'interprétation de l'art. 1^{er} du traité conclu à Gand le 24 décembre 1814, par ces deux Etats.

Le texte qui, de leur part, faisait l'objet d'une interprétation différente était le suivant :

« Tous les territoires, lieux et possessions quelconques pris par l'une des parties sur l'autre durant la guerre ou qui pourraient être pris après la signature du présent traité, à l'exception seulement des îles ci-dessous mentionnées, seront rendus sans délai et sans faire détruire ou emporter aucune partie de l'artillerie ou autre propriété publique, *originellement prise dans lesdits forts et lieux et qui s'y trouvera au moment de l'échange des ratifications du traité*, ou aucuns esclaves ou autres propriétés privées. Et tous archives, registres, actes et papiers, soit d'une nature publique ou appartenant à des particuliers, qui, dans le cours de la guerre, peuvent être tombés entre les mains des officiers de

l'une ou de l'autre partie, seront de suite, en tant qu'il sera praticable, restitués et délivrés aux autorités propres et personnes auxquelles ils appartiennent respectivement. »

Nous ne pouvons pas laisser d'être surpris qu'en l'état de leurs difficultés les Etats-Unis et l'Angleterre n'aient pas rédigé à leur occasion un compromis très précis et nous pourrions en constater d'ailleurs le résultat. Rien, en effet, dans le texte du compromis ne fait allusion à la procédure arbitrale; mais il n'y a, en fait, rien en cela qui doive trop nous étonner, car, dans ce même texte, l'arbitre n'est même pas expressément désigné :

« Les hautes parties contractantes conviennent de soumettre leurs difficultés à un souverain ou à un Etat ami, à nommer dans ce but, et les hautes parties contractantes s'engagent à considérer la décision de ce souverain ou Etat, comme finale et décisive... »

Le czar Alexandre tenait ainsi, du laconisme même du compromis, les pouvoirs les plus étendus; toute latitude lui était abandonnée pour dégager la question juridique que recélait le différend et nous devrons constater qu'il en a fait bon marché, les plénipotentiaires anglais et américain aidant toutefois.

La sentence consigne d'abord que ces derniers ont déclaré à l'arbitre, dans deux notes datées des 8/20 octobre et 4/16 novembre 1821, « que c'est sur la construction du texte de l'article, tel qu'il

existe, que la décision arbitrale doit se fonder », les deux plénipotentiaires n'ayant « invoqué que comme moyens subsidiaires les principes généraux de droit des gens et de droit maritime. »

Aussi, partant d'une pareille base, l'arbitre n'hésite pas à se dire d'avis « que ce n'est *que d'après le sens littéral et grammatical* de l'art. 1^{er} du traité de Gand que la question peut être décidée ». — Et ce point de vue, vraiment particulier et restreint, l'amène à cette déduction :

« Considérant que, dans cette période, les mots : *originellement prise et qui s'y trouvera au moment de l'échange des ratifications* forment une phrase incidente, laquelle ne peut se rapporter grammaticalement qu'aux substantifs ou sujets qui précèdent; qu'ainsi l'art. 1^{er} du traité de Gand ne défend aux parties contractantes d'emporter des lieux, dont il stipule la restitution, que les seules propriétés publiques *qui y auraient été originellement prises et qui s'y trouveraient au moment de l'échange des ratifications*, mais qu'il défend d'emporter de ces mêmes lieux aucune propriété particulière quelconque; que, d'un autre côté, ces deux défenses ne sont applicables qu'uniquement aux lieux dont l'article stipule la restitution. »

Et le dispositif de la sentence traduit cette opinion en proclamant le droit des Etats-Unis à une juste indemnité de la Grande-Bretagne pour toutes les propriétés particulières emportées et, plus spécialement, pour tous les esclaves emmenés

par les forces britanniques des lieux et territoires stipulés.

Que dire des « *motifs* » un peu surprenants de cette sentence ?

A envisager la déviation et la restriction du débat imputables aux plénipotentiaires des Etats litigants, on ne peut pas méconnaître que l'arbitre, guidé et appuyé par les agents de ses commettants dans ses propres errements, a droit à quelque indulgence s'il ne peut en définitive trouver sa pleine justification en cette singulière circonstance. Nous ne sommes pas les seuls à refuser d'admettre comme l'arbitre de 1822 que l'interprétation d'un traité peut être exclusivement une question de grammaire. Toute liberté d'allures était ici donnée à l'arbitre dont les pouvoirs n'étaient pas, comme il est parfois arrivé, chichement octroyés et marchandés. Et comme le font fort justement remarquer MM. de Lapradelle et Politis, dans leur savant recueil des arbitrages internationaux (1), ce n'était pas du mémoire des parties mais bien du compromis que l'arbitre tenait ses pouvoirs. « Il ne suffit pas, ajoutent-ils, de vérifier l'agencement matériel des mots, pour dégager le sens d'un texte ; il faut en faire jaillir l'idée qui l'éclaire. Interpréter grammaticalement un traité, c'est ne l'interpréter qu'à demi, car c'est fixer la portée des mots sans montrer le *comment* raisonnable et le *pourquoi* in-

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 331.

telligent de leur sens. L'interprétation grammaticale peut être exacte; même quand elle est exacte, elle reste incomplète. »

Nous ne chercherons pas de commentaire à ces remarquables paroles qui font de la sentence du Czar Alexandre I^{er}, le procès aussi complet et aussi juste que possible.

SENTENCE DU ROI DES PAYS-BAS DU 10 JANVIER 1831. — Par convention du 29 septembre 1827, les Etats-Unis et l'Angleterre remirent au roi Guillaume des Pays-Bas, le soin d'arbitrer un conflit de limites survenu entre ces deux Etats. La sentence, rendue le 10 janvier 1831, est fort longue et longuement motivée.

Elle a donné lieu à de vives discussions, sans doute parce que, en deux points sur trois, l'arbitre au lieu de rendre un jugement, a fait une transaction. Ces discussions sont étrangères à notre sujet; mais ce que nous croyons toutefois devoir noter ici, c'est que l'arbitre, dans ses *motifs*, expose et constate que le compromis ne lui confère pas tous pouvoirs utiles pour statuer et que, néanmoins, son dispositif contient une solution (1).

SENTENCE DU ROI DES PAYS-BAS DU 13 AVRIL 1852. — Dans le litige soumis le 15 février 1851 à l'arbitrage du roi des Pays-Bas par la France et

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 371 et suiv.

l'Espagne, il s'agissait de prononcer sur les prises réciproques effectuées en 1823 sur les navires espagnols *Veloz-Mariana* et *Victoria* et sur la frégate française *La Vigie*.

En vérité, la situation était assez délicate et le compromis intervenu ne posant aucune règle quant à la procédure à suivre, l'arbitre aurait pu se prévaloir de cette double circonstance pour rendre une sentence dépourvue de tous *motifs* ou à peu près. Il n'en fut rien cependant et il faut bien admettre que si les *motifs* peuvent, à juste titre, être critiqués, ils n'en sont pas moins assez logiquement déduits.

Le compromis imposait à l'arbitre l'obligation de statuer sur l'effectivité de la prise et la vente des trois navires sus-indiqués; les points de fait et de droit en sont nettement présentés et assez étudiés dans la décision arbitrale. Sans doute, il peut être regrettable, en droit, que les principes qui ont emporté la décision n'aient pas été ceux en vigueur au jour des faits litigieux, c'est-à-dire en 1823, alors que l'ouverture des hostilités rendait possibles l'exercice du droit de prise; mais enfin, il n'importe, dans l'ordre d'idées que nous poursuivons, que de retenir que la *motivation* de la sentence n'a pas été sacrifiée. Même, l'importance des *motifs* est ici plus considérable; elle va au-delà du litige même que résout la décision arbitrale et vaut surtout comme indication pour l'avenir : les *motifs* donnés, discutables pour le litige actuel, seront

d'une grande valeur morale pour la consécration très prochaine d'une pratique déjà esquissée en 1852 (1).

SENTENCE DU PRINCE-PRÉSIDENT LOUIS-NAPOLÉON DU 30 NOVEMBRE 1852. — Très remarquable aussi, par les question qu'elle soulève et les critiques dont elle est l'objet, est la sentence arbitrale rendue par le prince-président Louis-Napoléon, le 30 novembre 1852, dans le conflit existant entre les Etats-Unis d'Amérique et le Portugal à l'occasion de la destruction par les Anglais, dans les îles Açores du navire américain *General Armstrong*.

L'arbitre avait à juger une question se rattachant aux droits et devoirs des neutres dans la guerre : le navire américain *General Armstrong* ayant jeté l'ancre dans le port de Fayal, l'une des îles Açores, faisant partie du territoire portugais, le même jour

(1) En temps de guerre, le belligérant ne peut confisquer, à titre de prise maritime, un navire ennemi irrégulièrement retenu avant l'ouverture des hostilités : le vice initial ne peut pas être couvert par la déclaration de guerre et la pratique de l'*indult* s'y oppose. Mais cette doctrine ne date guère que de la campagne de Crimée; antérieurement, et par conséquent en 1823, l'usage consacré permettait de saisir dans les ports, au jour de la déclaration de guerre, les bâtiments ennemis s'y trouvant. Le cabinet néerlandais a donc obéi au courant d'idées libérales qui se manifestait à l'époque de la sentence, en hâtant la consécration d'une doctrine appelée incessamment à triompher. (Cf. DE LA PRÉDELLE et POLITIS, *op. cit.*)

une escadre anglaise est entrée dans le même port. L'Angleterre et les Etats-Unis étant en guerre, il s'agissait de savoir si, les belligérants ayant livré combat dans le port de Fayal, territoire portugais et à ce titre territoire neutre, et le navire américain ayant été détruit par les Anglais, le Portugal pouvait être tenu pour responsable des causes et du fait de cette destruction.

Après avoir rappelé qu'il était constant que le navire *General Armstrong* commandé par le capitaine Reid, légalement pourvu de lettres de marque, et armé en course, avait jeté l'ancre dans le port de Fayal et que, le soir du même jour, une escadre anglaise, commandée par le commodore Lloyd, était entrée également dans ce port, l'arbitre pré-

« Qu'il n'est pas moins certain que durant la
« nuit suivante, sans respect pour les droits de
« souveraineté et de neutralité de Sa Majesté Très
« Fidèle, une collision sanglante éclata entre les
« Américains et les Anglais et que le lendemain un
« des vaisseaux de l'escadre anglaise vint se placer
« auprès du corsaire américain pour le canonner ;
« que cette démonstration, accompagnée d'effets,
« détermina le capitaine Reid, suivi de son équi-
« page, à abandonner son navire et à le détruire... »

Tel étant le résultat du combat, l'arbitre s'estime obligé d'en rechercher les circonstances et c'est pourquoi il déclare aussitôt que s'il paraît constant que des chaloupes anglaises se sont approchées du

brick américain, il n'est pas constant, au contraire, que les hommes composant l'équipage de ces chaloupes étaient pourvus d'armes et de munitions :

« Qu'il résulte, en effet, des documents produits, — dit la sentence, — « que ces chaloupes s'étant « approchées du brick américain, l'équipage de ce « brick, après les avoir hélées et sommées de s'éloigner, fit feu incontinent, et que des hommes « furent tués sur des chaloupes anglaises et d'autres « blessés, dont quelques-uns mortellement, sans « que l'équipage de ces chaloupes ait tenté de « repousser immédiatement la force par la « force;... »

Ensuite, l'arbitre recherche quelle a été l'attitude du gouverneur de Fayal dans la circonstance :

« Considérant que le rapport du gouverneur de « Fayal établit que le capitaine américain ne recourut à la protection du gouvernement portugais qu'après que le sang avait déjà coulé, et « lorsque, le feu ayant cessé, le brick *General Armstrong* vint se mettre à l'ancre sous le château, « à la distance d'un jet de pierre ; que ce gouverneur affirme n'avoir été informé qu'alors de ce « qui se passait dans le port ;

« Qu'il est intervenu à plusieurs reprises auprès du commodore Lloyd pour obtenir la cessation des hostilités et se plaindre de la violation du territoire neutre ;

« Qu'il s'est efficacement opposé à ce que des « matelots américains qui étaient à terre, s'embar-

« quassent dans le brick américain pour prolonger
« *une lutte contraire aux lois des nations* » ;

Ensuite, le rédacteur de la sentence émet une considération qui ne laissera pas de surprendre quelque peu après la lecture du *considérant* qui la suivra immédiatement :

« Que la faiblesse de la garnison de l'île et le délabrement constant de l'artillerie rendaient *impossible de sa part toute intervention armée* ;

« Considérant, en cet état de choses, que le capitaine Reid, n'ayant pas recouru, dès le principe, à l'intervention du souverain neutre et ayant employé la voie des armes pour repousser une injuste agression dont il prétendait être l'objet, a ainsi méconnu la neutralité du territoire du souverain étranger et dégagé ce souverain de l'obligation où il se trouvait de lui assurer une protection par toute autre voie que celle d'une intervention pacifique. »

Et les faits et les « principes » étant ainsi posés, l'arbitre termine :

« D'où il suit que le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle ne saurait être responsable des résultats d'une collision qui a eu lieu au mépris de ses droits de souveraineté, en violation de la neutralité de son territoire et sans que les officiers ou lieutenants locaux eussent été requis en temps utile et mis en demeure d'accorder aide et protection à qui de droit ;

« Pourquoi nous avons décidé et nous déclarons

« que la réclamation formée par le gouvernement
« des Etats-Unis contre Sa Majesté Très Fidèle
« n'est pas fondée et qu'aucune indemnité n'est due
« par le Portugal à l'occasion de la perte du brick
« américain *General Armstrong*. »

Nous avons dû citer, à peu près *in-extenso* la sentence arbitrale du prince Louis-Napoléon, tant pour faire apparaître que les *motifs* n'en sont pas exclus, que pour remarquer qu'ils ne sauraient être tenus pour valablement déterminants dans l'espèce. S'il est, en effet, hautement souhaitable que les sentences soient motivées, il l'est sans conteste bien davantage que les *motifs* invoqués soient en concordance avec les faits, aussi bien qu'avec les principes généralement reconnus. Parlant de la violation de la neutralité par les barques anglaises, de la légitime défense des Américains et de l'appel immédiat à la protection du neutre, M. Richard Kleen, membre de l'Institut de Droit International, voit là autant de points auxquels l'arbitre devait s'attacher dans son examen, pour les retenir ensuite comme base de son jugement. Certainement si nous avons à présenter une critique de cette sentence, nous ferions volontiers nôtres les idées de M. Kleen (1), mais nous n'avons à retenir pour notre sujet que la partie finale de son appréciation :

(1) Cf. RICHARD KLEEN, dans DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 657 et suiv.

« L'attitude du gouverneur de Fayal, en cette occasion, fut tout à fait critiquable... Mais, plus critiquable encore, est la sentence qui crut pouvoir, de son approbation, le couvrir. Etonnante de la part du prince qui devait, en 1856, provoquer un bon règlement de la neutralité, cette approbation était plus critiquable encore que les fautes qu'elle couvrait. En 1814, les neutres avaient subi tant de maux et d'injustices, leurs droits avaient été si souvent méconnus, que l'attitude du gouverneur de Fayal pour incorrecte qu'elle fut, se comprenait encore : elle s'harmonisait avec l'époque.

En 1856, à la veille de la déclaration de Paris, en plein épanouissement du droit des neutres, la sentence de Louis-Napoléon n'avait pas cette excuse (1). Tout ce qu'on peut dire, à cet égard, c'est qu'un chef d'Etat, familier avec les grands horizons de la politique générale, n'est pas celui qui peut minutieusement scruter un problème spécial, étroit et subtil du droit. Les critiques que méritent la sentence de 1852, s'adressent moins à l'ar-

(1) L'opinion de M. Richard Kleen sur ce point particulier ne nous paraît pas devoir être enregistrée sans réserves. A notre estime, l'arbitre doit statuer eu égard aux principes contemporains du litige qu'il a à juger et aux circonstances générales qui peuvent influencer sur ces mêmes principes au temps du litige. Nous sommes ici dans une situation inverse de celle précédemment signalée à l'occasion de la sentence rendue le 13 avril 1852 par le roi des Pays-Bas, dans le différend né en 1823 entre la France et l'Espagne. (V. plus haut.)

bitre qu'à la tradition, si longtemps régnante, en vertu de laquelle les souverains furent, dans la première partie du dix-neuvième siècle, appelés à juger des litiges pour lesquels ils manquaient de la compétence nécessaire. »

SENTENCE DU ROI DES BELGES LÉOPOLD I^{er} DU 15 MAI 1863. — Dans l'affaire soumise en 1858 au roi des Belges, Léopold I^{er}, par les gouvernements du Chili et des Etats-Unis, il s'agissait de la saisie d'une somme d'argent opérée le 9 mai 1821, par ordre de Lord Chocrane, amiral chilien, sur le territoire de l'ancienne vice-royauté du Pérou, la dite somme provenant de la vente de marchandises importées par le brick américain *Macedonian*.

Dans sa sentence, rendue le 15 mai 1863 (1), l'arbitre rappelle d'abord les trois questions :

« 1^o La réclamation faite par le gouvernement des Etats-Unis à celui du Chili au sujet de la saisie de l'argent, mentionnée dans le préambule de la convention, est-elle fondée en tout ou en partie ?

« 2^o Si elle est fondée en tout ou en partie, quelle somme le gouvernement du Chili doit-il payer à celui des Etats-Unis pour l'indemniser de cette saisie ?

« 3^o Le gouvernement du Chili, outre le capital, doit-il l'intérêt et, dans l'affirmative, depuis quelle date et à quel taux ? »

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 36.

Puis, examinant la première question :

« Il est de fait que la saisie a eu lieu le 9 mai 1821 dans la vallée de Sitana à plusieurs lieues des côtes, dans l'intérieur des terres;

« Considérant que, d'après les principes du droit des gens, la propriété privée n'est pas saisissable sur terre, qu'elle appartienne à un neutre ou à un ennemi;

« Considérant toutefois que le gouvernement des Etats-Unis n'a pu réclamer qu'au nom des intérêts représentés par ses nationaux;

« Nous sommes d'avis que la réclamation faite par le gouvernement des Etats-Unis à celui du Chili est fondée en ce qui concerne la partie des valeurs saisies appartenant à des citoyens des Etats-Unis;

« Quant à la 2^e question..., etc., (quantum).

Ainsi que le fait apparaître le texte qui vient d'être cité, la sentence dont s'agit, bien que courte, comporte, en somme, des *motifs* suffisants.

SENTENCE DU 18 JUIN 1863, RENDUE PAR LE ROI DES BELGES (1). — Est également très suffisamment motivée, cette autre sentence rendue le 18 juin 1863 par le même arbitre, le roi des Belges, Léopold I^{er}, dans le différend à lui soumis par le Brésil et l'Angleterre, suivant compromis du 5 jan-

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 42.

vier 1863. Il s'agissait, dans l'espèce, de l'arrestation par la police brésilienne des officiers du vaisseau anglais *La Forte*, et, avant de donner gain de cause au Brésil, le roi Léopold, dans des *considérants* en fait très circonstanciés, a examiné d'assez près si, dans la manière d'application des lois brésiliennes aux officiers anglais il avait pu y avoir offense à la marine britannique. On ne saurait, dans ces conditions, lui faire grief d'avoir négligé de *motiver* sa décision.

SENTENCES DU 30 JUIN 1865 DE LA REINE ISABELLE II (1), — DU 21 AVRIL 1870 DU PRÉSIDENT GRANT (2). — Nous ne ferons que citer comme étant, la première très motivée et la seconde motivée suffisamment sur des considérations historiques, les sentences rendues le 30 juin 1865 par la reine d'Espagne, Isabelle II, entre les Pays-Bas et le Vénézuéla au sujet d'une contestation de souveraineté sur l'île Aves (Antilles), — et, le 21 avril 1870, par le président des Etats-Unis d'Amérique, M. Grant, dans le litige né entre l'Angleterre et le Portugal relativement à la propriété de l'île Bulama, située sur la côte ouest d'Afrique.

SENTENCE DU PRÉSIDENT MAC-MAHON, DU 24 JUILLET 1875. — Le gouvernement britannique et le

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 132.

(2) *Idem*, p. 83.

gouvernement portugais se disputaient, depuis 1823, la possession des territoires de Tembé et de Maputo et des îles d'Inyack et des Éléphants, situés sur la baie de Delagoa ou Lourenco-Marquès, sur la côte orientale d'Afrique.

Cette contestation de territoires faisait tenir aux parties contendantes le raisonnement suivant : la propriété du Portugal n'est pas douteuse, disait-on d'une part, parce qu'il s'agit d'une baie découverte au seizième siècle par des navires portugais et parce que, depuis lors, de nombreux actes d'occupation ont consacré le droit de propriété. Sans prendre entièrement la contre-partie de cette argumentation, l'Angleterre se prétendait propriétaire, du fait de conventions signées en 1823 par le capitaine anglais Owen avec les chefs indigènes des territoires contestés.

En cet état, les parties signèrent à Lisbonne, le 25 septembre 1872, un protocole aux termes duquel le président de la République française Maréchal Mac-Mahon était désigné comme arbitre, avec la mission d'ailleurs assez large de donner une solution équitable de la difficulté, s'il ne pouvait pas décider entièrement en faveur de l'une ou de l'autre des deux réclamations (1).

Le 24 juillet 1875, le maréchal rendit sa sen-

(1) Cf. DE CLERCQ, *Recueil des traités de la France*, t. XI, p. 39 et suiv.

tence; sérieusement motivée, elle donnait gain de cause aux Portugais.

L'arbitre constate que, de tous temps, depuis la découverte de la baie de Delagoa, le Portugal a « revendiqué des droits de souveraineté sur la totalité de la baie et des territoires riverains, ainsi que le droit exclusif d'y faire commerce ». Il remarque, à l'appui de cette assertion, que la revendication du Portugal a été soutenue à mains armées contre les Hollandais vers 1732 et contre les Autrichiens vers 1781; il ajoute que, non seulement l'Autriche s'est inclinée devant les prétentions qui lui ont ainsi été opposées, mais que, notamment, l'Angleterre elle-même n'avait pas contesté le droit du Portugal « lorsqu'elle avait conclu avec le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle la convention du 28 juillet pour la répression de la traite ».

Les droits du Portugal étant ainsi justifiés, l'arbitre précise les motifs qui doivent conduire à repousser les prétentions de l'Angleterre. Il émet l'opinion que les conventions passées entre le capitaine Owen et les chefs des territoires contestés ne peuvent pas être considérées comme intervenues entre personnes capables et ceci d'autant moins que presque aussitôt le départ des bâtiments anglais, « les chefs du Tembé et du Maputo avaient de nouveau reconnu leur dépendance vis-à-vis des autorités portugaises, attestant ainsi eux-mêmes qu'ils n'avaient pas eu la capacité de contracter ».

Et, scrupuleux jusqu'à la fin de sa sentence, l'arbitre pose, dans l'hypothèse de conventions valablement intervenues, un *considérant* subsidiaire de nature à écarter définitivement toute prétention possible de la part de l'Angleterre : si lesdites conventions avaient pu être valables, « elles seraient aujourd'hui sans effet, l'acte relatif à Tembé stipulant des conditions essentielles qui n'ont pas reçu exécution et les actes concernant le Maputo, conclus pour des périodes de temps déterminées, n'ayant pas été renouvelés à l'expiration des délais ».

SENTENCES DE L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH, DU 2 JUILLET 1881, — DE LA REINE-RÉGENTE MARIE-CHRISTINE, DU 16 MARS 1891, — DU PRÉSIDENT CLEVELAND, DU 5 FÉVRIER 1895. — Très longuement motivée est une sentence prononcée le 2 juillet 1881 par l'empereur François-Joseph dans un différend entre l'Angleterre et le Nicaragua (1).

Très motivée aussi, la sentence rendue le 16 mars 1891, dans un conflit de frontières entre la Colombie et le Vénézuéla, par la reine-régente d'Espagne, Marie-Christine, au nom et pour son fils mineur Alphonse XIII (2).

Et il faut également tenir pour des *motifs* suffisants les considérations historiques et géographi-

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 385.

(2) *Idem*, p. 513.

ques mises en avant par le président des Etats-Unis, M. Cleveland, dans la sentence rendue par lui le 5 février 1895 à l'occasion d'un conflit de frontières entre le Brésil et la République Argentine (1).

SENTENCE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE DU 30 DÉCEMBRE 1896. — Nous devons enfin une mention spéciale à la sentence prononcée le 30 décembre 1896 par le président de la Confédération suisse dans un litige survenu entre la France et le Vénézuéla relativement à une demande de réparation du préjudice causé à un sieur Fabiani par les agissements des autorités administratives et judiciaires du Vénézuéla.

La sentence arbitrale est fort longue ; très minutieusement motivée, aussi bien en fait qu'en droit, elle examine de nombreux points de droit tant civil que public et on s'accorde unanimement pour ces raisons à la considérer comme un document de la plus haute valeur internationale (2).

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 341.

(2) *Idem*, p. 344 et suiv. (Cette sentence tient plus de 25 pages sur le Recueil.)

§ II.

SENTENCES ARBITRALES MOTIVÉES
RENDUES AU COURS DU XIX^e SIÈCLE
PAR DES COMMISSIONS MIXTES

Nous citerons dans cette seconde section :

Les sentences des Commissions mixtes instituées
par le *Traité Jay* du 19 novembre 1794 (Angle-
terre-Etats-Unis);

Les sentences de la *Commission mixte de Londres*
instituées par traité du 8 février 1853 entre l'An-
gleterre et les Etats-Unis;

Sentence du 13 août 1860 (Etats-Unis-Paraguay);

Sentences de la Commission mixte instituée le
5 juin 1854 et ayant fonctionné de 1855 à 1866
(Angleterre-Etats-Unis);

Sentence du 6 octobre 1873 (Brésil-Angleterre);

Sentence du 5 janvier 1874 (France-Angleterre);

Sentence du 16 avril 1874 (Etats-Unis-Mexique);

Sentence du 23 septembre 1874 (Italie-Suisse);

Sentence du 5 novembre 1875 (Colombie-Angle-
terre);

Sentences des 15 septembre 1895 et 12 décembre
1895 (Chili-Angleterre);

Sentences des 30 septembre 1897, 20 décembre 1897,
22 mars 1898, 26 juillet 1899, 10 mars 1900
(Costa-Rica-Nicaragua).

Nous n'entendons pas reprendre dans le détail l'œuvre des différentes commissions dont émanent les sentences qui viennent d'être citées. D'une façon générale, nous dirons pour chacune de ces sentences qu'elles comportent une *motivation* très abondante et rationnelle et, en tous cas, toujours suffisante. Chose d'autant plus intéressante à signaler qu'il s'est agi le plus souvent pour les commissions mixtes en question de prononcer sur des litiges d'une importance considérable tant comme principe que comme chiffre.

Faut-il rappeler, en effet, que les commissions mixtes instituées, par exemple, par les articles 5, 6 et 7 du traité intervenu le 19 novembre 1794 entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, dit traité Jay, avaient à prononcer sur des questions de frontières, sur des questions d'indemnités prétendument dues à des citoyens anglais par des Américains et, réciproquement, à des citoyens américains par des Anglais?

La commission mixte de l'art. V a rendu une déclaration le 25 octobre 1798. Celle de l'art. VI a prononcé deux sentences : le 13 juillet 1798, dans une affaire Strachan et Mackenzie et, le 18 décembre 1798, dans une affaire William Cunningham, et Co. A la vérité, nous n'apercevons pas de *motifs* explicites dans ces sentences, mais il ne saurait être contesté qu'ils se déduisent logiquement des discussions et des déclarations des commissaires et de leurs *opinions*. Il en est de même pour la com-

mission mixte de l'art. VII, appelée à statuer sur quatre groupes d'affaires (1). Pour tenir réellement ces sentences pour motivées, il faut considérer comme formant un tout, les sentences elles-mêmes et les *opinions* des commissaires. Malheureusement, nous devons à la vérité de convenir que ceux-ci ont parfois délivré après coup les *motifs* de leurs jugements (2).

Questions fort complexes aussi que celles dont eut à connaître la commission mixte de Londres instituée par le traité anglo-américain du 8 février 1853 (3) : il s'agissait de 115 réclamations récipro-

(1) Voici ces quatre groupes d'affaires sous leur étiquette respective :

1° qualification ennemie de la propriété privée (affaire du navire *Betsey*) ;

2° présomption de caractère ennemi (navires *Farmer*, *Molly*, *Diana*, *Fame*, *Sally* (cap. Choate), *Sally* (cap. Hayes), *Sally* (cap. Griffithes), *Nancy*, *Active*) ;

3° contrebande de guerre (affaire navire *Neptune*) ;

4° responsabilité du neutre à raison d'actes accomplis par un belligérant en violation de sa neutralité (affaires navires *Jamaica*, *Fanny*, *Elisabeth*) ;

(2) Cf. DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 51, note 2.

(3) MM. DE LAPRADELLE et POLITIS divisent en six groupes les affaires soumises à la Commission mixte de Londres :

1° *Questions de compétence* (affaires Laurent et Uhde, Mac-Leod, Lord Nelson, Holford et Dawson) ;

2° *Navires engagés dans le trafic des esclaves* (affaires *Enterprize*, *Hermosa*, *Creole*, *Jones*, *Lawrence*, *Volusia*) ;

3° *Questions de pêche* (affaires du *Washington*, de l'*Argus*) ;

4° *Prise maritime postérieure au traité de paix* (affaire du *John*) ;

ques, restées pendantes depuis le traité de paix et d'amitié conclu à Gand entre les deux Etats en litige le 24 décembre 1814. Toutes ces réclamations furent examinées soigneusement et donnèrent lieu à des sentences susceptibles parfois de prêter à une critique sur le fond, mais toujours très motivées : « Ni les commissaires, ni le surarbitre n'avaient cru pouvoir échapper à la nécessité toute rationnelle, mais souvent écartée, de *motiver* leurs sentences (1) ».

Entre les Etats-Unis et l'Angleterre encore, le traité du 5 juin 1854 remettant à une commission mixte la question des parties des côtes appartenant aux deux pays et réservées aux pêcheurs nationaux. Cinquante-six sentences intervinrent de 1855 à 1866, toutes très motivées (2).

M. La Fontaine classe parmi les arbitrages les plus importants du dix-neuvième siècle, celui confié en 1868 par les Etats-Unis et le Mexique à une commission mixte et ayant pour objet des réclamations réciproques de citoyens des deux pays à raison de déprédations commises par des tribus indiennes. Il s'agissait de 495 affaires, soit 2.045 réclamations.

5° *Questions de douanes* (affaires de l'Albion, Calmont, Calmont Greaves et Co, Ch. Uhde, Kerford et Jenkin);

6° *Dettes d'Etat* (affaire des Bons de la Floride).

(1) Cf. DE LAPRADELEE et POLITIS, p. 667.

(2) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 438.

Des nombreuses sentences rendues, il n'aurait été publié, au dire de M. La Fontaine, qu'une décision du surarbitre, M. Thornton, datée du 16 avril 1874 et intéressant l'affaire Don Rafaël Aguirre. Il est vrai que cette sentence a une importance considérable, puisqu'elle a statué en fait sur 365 réclamations similaires représentant près de 32 millions de dollars. Quoiqu'il en soit, il est intéressant de noter ici que cette sentence est très sérieusement motivée (1).

Nous pouvons, de même, citer pour l'importance des intérêts en litige les sentences des commissions mixtes instituées en 1893 par le Chili et l'Angleterre, rendues les 15 septembre et 12 décembre 1895 (2), sur les réclamations formulées par l'Angleterre à raison de dommages causés du fait de la guerre civile survenue au Chili le 7 janvier 1891, et les sentences des 30 septembre et 20 décembre 1897, des 22 mars 1898, 26 juillet 1899 et 10 mars 1900 rendues par la commission mixte instituée par les Républiques de Costa-Rica et du Nicaragua.

Ces six sentences sont soigneusement motivées, tant en fait qu'en droit.

Nous mentionnerons enfin comme très motivées les sentences rendues : le 13 août 1860 (3), par

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 75 et suiv.

(2) *Idem*, p. 455.

(3) *Idem*, p. 620.

la commission mixte instituée par les Etats-Unis et le Paraguay pour l'examen de réclamations personnelles ; — le 6 octobre 1873, par la commission mixte instituée la même année par le Brésil et l'Angleterre pour prononcer sur la réclamation du comte de Dundonald pour les services rendus au Brésil par feu son père, l'amiral lord Cochrane, pendant la guerre de l'Indépendance (1); le 5 janvier 1874 (2), par la commission mixte instituée en 1873 par la France et l'Angleterre, en vue de l'évaluation de dommages causés à des négociants par suite d'une modification apportée au régime de l'importation des huiles britanniques (modification au traité de commerce du 23 janvier 1860); — le 23 septembre 1874, par la Commission mixte chargée de la question des frontières du canton suisse du Tessin et de l'Italie (3); — le 5 novembre 1875, par une commission mixte instituée en 1872 en vue de statuer sur une question de dommages personnels consécutifs de la forfaiture d'un magistrat (4).

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 189 et suiv.

(2) *Idem*, p. 200.

(3) *Idem*, p. 201-209.

(4) *Idem*, p. 173.

§ III.

SENTENCES ARBITRALES MOTIVÉES RENDUES AU COURS DU XIX^e SIÈCLE PAR DES CORPS JUDICIAIRES OU PAR DES TRIBUNAUX SPÉCIALEMENT CONSTITUÉS.

Nous citerons, dans cette troisième section, les sentences suivantes :

- 15 août 1816. — Sentence de la Commission arbitrale instituée par la Diète fédérale dans l'affaire des Péagès de la Vallée Levantine;
- 25 janvier 1839. — Sentences de la Cour d'appel de Bade instituée arbitre par la Diète germanique dans les affaires des Principautés de Lippe;
- 7 février 1856. — Sentence du Sénat de Hambourg (Angleterre-Portugal);
- 21 octobre 1861. — Sentence du Sénat de Hambourg (Angleterre-Portugal);
- 13 avril 1864. — Sentence d'une Commission instituée par le Sénat de Hambourg (Angleterre-Pérou);
- 14 septembre 1872. — Sentence de la Commission arbitrale de Genève : affaire de l'*Alabama* (Angleterre-Etats-Unis);
- 19 juillet 1880. — Sentence de la Cour de cassation de France : affaire du *Phare* (France-Nicaragua);
- 24 mai 1884. — Sentence des consuls d'Angleterre et des Pays-Bas (Chine-Etats-Unis);

17 octobre 1899. — Sentence d'une Commission arbitrale instituée par le Conseil fédéral suisse (Colombie-Angleterre);

29 mars 1900. — Sentence d'une Commission arbitrale instituée comme ci-dessus (Angleterre-Portugal-Etats-Unis);

1^{er} décembre 1900. — Sentence du Conseil fédéral suisse (Brésil-France).

SENTENCE DU 15 AOÛT 1816 : *affaire des péages de la vallée Levantine*. — La question de la propriété du territoire de la vallée Levantine ayant été l'objet de difficultés entre les deux cantons suisses d'Uri et du Tessin, la Diète fédérale, réunie à Zurich le 18 juillet 1815, prit une résolution comportant la nomination d'une commission de cinq membres, pris parmi les magistrats de trois cantons n'ayant aucun intérêt dans l'affaire (art. 5), ladite commission ayant mission d'interposer ses bons offices ou de prononcer une sentence (art. 6). Et de fait intervint, le 15 août 1816, une sentence en faveur du canton d'Uri, motivée tant sur l'art. 6, § 4 de l'Acte du Congrès de Vienne que « sur la nature des choses et l'équité (1). »

SENTENCES DE LA COUR D'APPEL DE BADE DU 25 JANVIER 1839. — L'arbitrage dont nous allons

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 269 et suiv.

dire un mot est intéressant par sa nature même, en ce qu'il n'émane ni d'un souverain, ni d'une commission mixte, mais d'une *cour austrégale* : il se rattache par là essentiellement aux institutions judiciaires de l'Empire au moyen-âge. Quoiqu'il en soit, nous retiendrons seulement ici que les deux sentences rendues le 25 janvier 1839 par la Cour suprême d'appel du Grand-Duché de Bade, — investie par la Diète germanique du soin de trancher le différend survenu entre les deux principautés de Lippe-Detmold et de Schaumbourg-Lippe au sujet des bailliages de Schieder, Blomberg et Lipperode, — nous retiendrons, disions-nous, que ces deux sentences sont fort longuement et sérieusement motivées (1).

SENTENCES DES 7 FÉVRIER 1856 ET 21 OCTOBRE 1861 DU SÉNAT DE HAMBOURG. — Sont très motivées aussi ces deux décisions arbitrales (2) rendues par le Sénat de Hambourg dans deux conflits anglo-portugais survenus, le premier en 1855 et ayant pour cause un prétendu déni de justice de la part des tribunaux administratifs portugais, le second en 1861 et relatif aux frais de procédure occasionnés à des sujets anglais pour une fausse interprétation de traités.

SENTENCE DU 13 AVRIL 1864 RENDUE PAR UNE

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 403 et suiv.

(2) LA FONTAINE, *op. cit.*, 373 et 378.

COMMISSION HAMBOURGEOISE. — Si ce n'est pas encore le Sénat de Hambourg lui-même qui eut à prononcer dans un conflit anglo-péruvien (arrestation prétendument illégale du capitaine Melville-White) survenu en 1864, ce fut du moins une commission désignée par lui. Non moins motivée que les précédentes est d'ailleurs la sentence intervenue le 13 avril 1864 (1).

SENTENCE DU 14 SEPTEMBRE 1872 : *affaire de l'« l'Alabama »*. — En 1870, les conflits jusqu'alors résolus à l'aide de l'arbitrage, n'avaient pas été de nature à passionner le monde civilisé tout entier. « Cet effet, dit M. Bonfils (2), était réservé au fameux procès de l'*Alabama*. La puissance des parties contendantes, l'importance du litige, la gravité des principes engagés, tout concourait à exciter l'anxieuse attention de l'Europe et de l'Amérique. » Et le même auteur ajoute encore : « Ce qui fait la grandeur de l'arbitrage de Genève, c'est l'exemple donné par deux puissants Etats dans un litige qui mettait en jeu leur honneur et leurs plus vitaux intérêts : c'est encore d'avoir été le point de départ d'un grand mouvement de l'opinion publique, mouvement immodéré et exubérant à l'heure actuelle, mais que la vie pratique internationale ramènera à de justes limites. »

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 47.

(2) BONFILS et FAUCHILLE, *Droit international public*, 6^e éd., p. 619 et suiv.

Cet arbitrage est donc une grande date dans l'histoire du droit des gens. Nous n'en devons pas rappeler les circonstances, sinon très sommairement; elles ont donné naissance à une littérature aussi abondante que documentée, et comme nous ne devons souligner ici que ce qui a trait aux *motifs*, nous nous arrêterons seulement aux trois règles fameuses énoncées dans le compromis et reprises dans la sentence arbitrale comme principes motivaux.

Les Etats-Unis reprochaient à l'Angleterre d'avoir, pendant la guerre de Sécession, laissé construire dans ses ports ou ravitailler plusieurs corsaires des Etats du Sud et ceci, malgré de continuelles réclamations des représentants des Etats-Unis. Ces corsaires, *Georgia*, *Florida*, *Shenandoah*,... avaient porté le ravage parmi les navires de commerce des Etats-Unis. Mais le plus célèbre de ces croiseurs avait été l'*Alabama* : la canonnière *Alabama*, construite en Angleterre, avait quitté la Mersey, le 29 juillet 1862, sans emporter aucune armée; des barques de la côte ayant conduit à son bord un supplément d'équipage, le navire se dirigea vers les Açores, mais fut dans l'intervalle rejoint par deux navires venus l'un de Londres, l'autre de Liverpool, et lui amenant des officiers, un armement complet et des vivres. Le pavillon confédéré aussitôt hissé, l'*Alabama* commença sa fameuse croisière, qui devait décimer la marine marchande des Etats du Nord.

Dans une note remise au gouvernement britannique le 7 avril 1865, les Etats-Unis exposaient que l'Angleterre avait violé les devoirs de la neutralité et devait être tenue pour responsable des conséquences des faits accomplis. Un échange de notes s'ensuivit jusqu'en janvier 1871, époque à laquelle l'Angleterre prit l'initiative d'un arbitrage.

Le 8 mai 1871, une commission, composée de cinq délégués américains et de cinq délégués anglais, se réunit à Washington et rédigea le traité renvoyant la cause à l'appréciation d'un tribunal arbitral : traité intéressant à tous égards, notamment en ce que, rompant avec l'usage, il ne désigne pas un souverain comme arbitre, mais remet le différend à cinq arbitres, devant eux-mêmes être désignés par les chefs d'Etat du Brésil, de l'Italie, de la Confédération helvétique, de l'Angleterre et des Etats-Unis ; — intéressant aussi au point de vue qui nous retient davantage, en ce qu'il fixe les trois règles relatives à la conduite des neutres pendant une guerre maritime, autrement dit en ce qu'il présuppose nettement les *motifs* que devra contenir la sentence. C'est à cet égard qu'on a pu dire, non sans beaucoup de raison d'ailleurs, que pour le Droit international, ce n'est pas tant la sentence que le traité de Washington lui-même qui a été l'acte important (1).

(1) Voici les trois règles, dites de Washington :

Un gouvernement neutre est tenu : 1^o d'user de toute diligence pour empêcher, dans sa juridiction, la mise en

Après avoir d'abord réclamé, tant des indemnités pour dommages *directs* résultant de la destruction des navires et des biens des Etats-Unis que pour des dommages *indirects* embrassant les accroissements de dépenses occasionnés par la prolongation de la guerre, les Etats-Unis, sur une première communication du tribunal arbitral, abandonnèrent le second chef de leur demande. Le 14 septembre 1872 fut rendue la sentence condamnant l'Angleterre à payer aux Etats-Unis la somme vraiment considérable de 15.500.000 dollars avec intérêts (1).

état de prendre la mer, l'équipement ou l'armement de tout navire qu'il a des motifs raisonnables de croire destiné à croiser ou à faire la guerre contre une puissance avec laquelle il est en paix, et aussi d'employer la même diligence à empêcher le départ hors de sa juridiction de tout navire destiné à croiser ou à faire la guerre comme il est dit ci-dessus, ce navire ayant été adapté en totalité ou en partie à un usage de guerre; — 2° de ne permettre ni de souffrir que l'un des belligérants fasse de ses ports ou de ses eaux la base d'opérations navales contre l'autre, ou s'en serve pour augmenter ou renouveler ses approvisionnements militaires ou ses armes, ou pour recruter des hommes; 3° d'exercer toute diligence dans ses ports et ses eaux, et à l'égard de toutes les personnes se trouvant dans sa juridiction, pour empêcher toute violation des obligations et des devoirs ci-dessus énoncés.

En somme, ces trois règles ne sont qu'une traduction d'un principe de droit international antérieurement reconnu. Elles ont été approuvées et adoptées avec une autre rédaction par l'Institut de Droit international dans sa session de 1874.

(1) L'attitude de l'Angleterre fut très noble et l'indemnité fut payée dans les douze mois sans protestations. Les Etats-

La sentence est fort remarquable et comporte un exposé de *motifs* très bien rédigé. Pour arriver à leur décision, les cinq arbitres de Genève se sont renfermés dans les limites des trois règles énoncées à l'art. 6 du traité du 8 mai 1871, sans exclure toutefois les autres principes du droit des gens, non incompatibles avec ces règles et applicables en l'espèce.

En ce qui concerne les obligations imposées aux neutres par les trois règles, dans l'opinion des arbitres, « les dues diligences dont il est parlé dans « les 1^{re} et 3^e règles doivent être employées par « les gouvernements neutres en raison directe « des dangers qui pourraient résulter pour l'un « ou l'autre des belligérants, du manque d'ob- « servance des devoirs de la neutralité de leur « part... »

Quant aux approvisionnements de charbon, « pour leur attribuer un caractère contraire à la « 2^e règle concernant l'interdiction pour un port « ou pour des eaux neutres, de servir de base « d'opérations navales pour un belligérant, il faut « que ces approvisionnements se rattachent à des « circonstances particulières de temps, de per-

Unis furent d'ailleurs embarrassés des fonds ainsi versés : une commission spéciale de répartition fut nommée, et après son travail elle accusa un reliquat de 10 millions de dollars. De nouvelles réclamations furent ensuite accueillies, mais la somme totale ne put jamais être répartie. (M. RENAULT à son cours, 1908.)

« sommes et de lieux, qui concourent pour leur
« attribuer ce caractère ».

Dans un autre *considérant* très important, les arbitres rétorquent l'argumentation présentée en défense par le gouvernement anglais : « Les conséquences de la violation de neutralité commise
« par la construction, l'équipement et l'armement
« d'un navire ne s'effacent pas par le fait d'une
« commission que le belligérant au profit duquel
« la neutralité a été violée aurait par la suite accordée à ce navire; qu'il est, en effet, inadmissible que la cause finale du délit devienne le
« motif de l'absolution du délinquant et que dans
« l'œuvre de la fraude accomplie surgisse le moyen
« d'innocenter le fraudeur... »

Il convient de remarquer aussi cet autre *motif* mis en avant par la sentence arbitrale : « Le privilège d'exterritorialité est accordé aux navires de guerre, non comme un droit absolu, mais seulement comme un procédé de courtoisie et de déférence entre les différentes nations », ce qui fait qu'on ne saurait invoquer ce privilège « pour couvrir des actions contraires à la neutralité... »

Enfin, dit judicieusement la sentence : « L'absence d'un avis préalable ne peut être envisagée comme un manque aux égards commandés par le droit des gens, là où un navire porte avec lui sa propre condamnation », et elle insiste sur ce point : « Que les circonstances au milieu desquelles se produisirent les faits qui formaient le sujet de la

cause étaient de nature à éveiller toute la sollicitude du gouvernement de Sa Majesté Britannique touchant les droits et les devoirs de la neutralité proclamée par la déclaration de la reine le 13 mai 1865 ».

C'est ainsi que, faisant application des principes ci-dessus à chacun des corsaires confédérés incriminés en particulier, le tribunal arbitral a pu reconnaître que l'Angleterre avait manqué par omission ou négligence aux devoirs prescrits par l'une ou l'autre des trois règles ou par toutes à la fois dans le cas de l'*Alabama*, de la *Florida* et du *Shenandoah* (1).

SENTENCE ARBITRALE DE LA COUR DE CASSATION
DU 19 JUILLET 1880 : *Affaire du « PHARE »*. — Nous avons maintenant à mentionner le différend qui s'est élevé, en décembre 1874, entre la France et le Nicaragua, à l'occasion de la saisie, dans le port de Corinto, d'armes et de munitions chargées sur le navire français *Le Phare*, de Bordeaux. Nous n'insisterons pas sur ce qu'il y a de remarquable dans ce fait que les parties en litige ont, dans la circonstance, désigné comme arbitre, par compromis du 15 novembre 1879, le corps judiciaire le plus élevé de l'un des Etats intéressés, la Cour de cassation de France (2).

(1) Cf. *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1874, p. 478.

(2) LOUIS RENAULT, *Un litige international devant la Cour*

Le compromis donne à la Cour tout pouvoir pour apprécier l'ensemble des faits et, le cas échéant, fixer l'indemnité qui devrait être payée par le Nicaragua au capitaine du *Phare*; il n'est pas fait mention, dans ce compromis, de la procédure à suivre, ni de ce que devra contenir la sentence arbitrale. Ce silence laisse simplement à penser que les parties étaient d'accord pour laisser la Cour de cassation rédiger sa décision dans la forme qui lui était habituelle pour ses arrêts.

Il ne faut donc pas être surpris si la sentence du 19 juillet 1880, rendue toutes Chambres réunies, est très abondamment et scrupuleusement motivée :

« Attendu que le différend dont le règlement est
« soumis à l'arbitrage de la Cour de cassation, s'est
« produit entre le gouvernement français et la Ré-
« publique du Nicaragua à l'occasion de la saisie
« pratiquée à bord du navire *Le Phare* par les au-
« torités de Corinto, d'armes et de munitions ap-
« partenant au capitaine Alard;

« Que le gouvernement français, considérant cet
« acte comme contraire au droit des gens et aux
« stipulations du traité de commerce conclu le
« 11 avril 1859 avec le Nicaragua, avait vainement
« réclamé, dans les conditions voulues par l'art. 35

de cassation; Revue de Droit international et de Législation comparée; t. XIII, p. 22; ROUARD DE CARD, *Les destinées de l'arbitrage international depuis la sentence rendue par le tribunal de Genève*, p. 238 et suiv.

« dudit traité, la réparation du dommage causé à
« l'un de ses nationaux... »

Et, statuant au fond, dans un premier *attendu* est contenue la relation complète de l'incident de la saisie. Puis, la Cour rappelle les deux raisons invoquées par le Nicaragua pour justifier cette saisie, soit : 1^o le fait par le capitaine Alard d'avoir introduit des armes et munitions en contrebande dans le port de Corinto et ce, contrairement aux prohibitions de la législation locale; 2^o le fait d'avoir tenté de les introduire sur le territoire du Nicaragua.

Reprenant ces raisons, la sentence reconnaît d'abord que les lois locales « autorisent spécialement la saisie des armes introduites sans la permission préalable du gouvernement », mais constate « qu'il n'est pas établi qu'il y ait eu manquement aux prescriptions de la loi, soit en ce qui concerne les obligations relatives au manifeste, soit par rapport au règlement sur l'introduction des armes de guerre ». Et, en effet, la sentence indique soigneusement le contenu du manifeste, remarquant que les armes saisies y donnent bien lieu à une mention détaillée.

Les considérations qui suivent permettent d'apprécier la valeur des *motifs* qui sont ensuite mis en avant :

« Que d'autre part, ce qui constitue l'introduction par les ports ou dans les ports, c'est, non
« point le fait seul d'entrer dans le port, mais celui

« de franchir la ligne de douane et de transporter
« la marchandise dans l'intérieur du pays; que
« l'article 11 de la loi fédérale qui interdit toute
« communication « avec le port » jusqu'au dépôt
« du manifeste, indique par lui-même que ce que
« la loi entend par *port*, c'est la ville et non pas
« l'espace où mouillent les navires; qu'il ne saurait
« donc y avoir introduction frauduleuse de la part
« du navire qui entre dans le port et se soumet aux
« formalités de la douane maritime; que telle était
« la situation du *Phare* aux 22 et 30 novembre,
« date de la saisie; qu'il appartient sans doute à
« l'autorité locale, si elle jugeait dangereuse à un
« titre quelconque la présence des armes dans le
« port de Corinto, de refuser au capitaine l'autori-
« sation de les y conserver; mais qu'elle ne pou-
« vait, alors que l'existence de ces armes à bord
« était régulièrement révélée par le manifeste, en
« opérer la saisie sous prétexte d'introduction frau-
« duleuse... »

Voilà, à notre estime, dans ces *motifs* aussi clairs et logiques que possible, une réponse irréfutable au premier moyen proposé par le Nicaragua. Non moins précis et moins sérieux sont les motifs relatés dans la sentence relativement à la deuxième raison donnée par le Nicaragua pour justifier la saisie dont s'agit :

« Attendu, quant au motif tiré de la tentative
« d'introduction clandestine, que l'art. 53 du dé-
« cret du 22 juillet 1861 portant règlement pour

« le dépôt à la douane de Corinto, rappelle que la
« saisie aura lieu pour les articles que *l'on tentera*
« d'introduire clandestinement; qu'ainsi, *et en*
« *droit*, la tentative d'introduction est, aussi bien
« que l'introduction consommée, susceptible de
« justifier la saisie; mais qu'il faut au moins que
« la saisie soit établie dans ses caractères constitu-
« tifs... »

A ce propos, après avoir examiné les actes qui
« suivant le Nicaragua imprimeraient ce caractère
au fait imputé », la sentence constate « que ces
« faits, même en admettant qu'ils aient été accom-
« plis dans l'intention prêtée par le gouvernement
« du Nicaragua au capitaine Alard d'introduire
« clandestinement des armes de guerre dans le
« port ou sur le territoire de la République, cons-
« titueraient de simples actes préparatoires et ne
« pourraient être considérés comme commence-
« ment d'exécution ou comme tentative punis-
« sable, qui, seule, aurait pu justifier la saisie que
« le gouvernement du Nicaragua a cru devoir
« ordonner. »

D'où cette conclusion : « Que le dommage causé
au capitaine Alard dans sa propriété n'est expliqué
par aucun fait légalement et juridiquement imputable à ce dernier ».

Tous les motifs exposés permettaient sans nul doute de conclure comme l'a fait la Cour de Cassation et, considérant la large place faite aux *motifs* dans cette sentence, nous serions assez volontiers

porté à concéder avec M. Renault (1) que si on ne s'adresse pas habituellement à un corps judiciaire en matière d'arbitrage, « *c'est peut-être à regretter* (2) ».

SENTENCE DES CONSULS D'ANGLETERRE ET DES PAYS-BAS DU 24 MAI 1884. — Nous n'avons qu'un mot à dire d'une sentence courte, mais somme toute suffisamment motivée, rendue le 24 mai 1884, dans une minime affaire de pêcheries, par les consuls d'Angleterre et des Pays-Bas à Swatow institués arbitres par la Chine et les Etats-Unis.

SENTENCE DES 17 OCTOBRE 1899 ET 29 MARS 1900

(1) RENAULT, *Un litige international devant la Cour de cassation de France*, Gand, 1881, p. 41.

(2) Le principe de la responsabilité ainsi posé par la Cour arbitrale, la sentence remarque encore que si le Nicaragua s'est déterminé à ordonner la mesure dommageable, il est établi cependant que c'est dans un but purement politique, « en vue d'éviter que les armes saisies tombassent aux mains du parti révolutionnaire dont le gouvernement se préoccupait alors de déjouer les manœuvres et les projets ». Procédant ainsi, en s'inspirant de la grande maxime *Salus populi suprema lex esto*, le Nicaragua pouvait se recommander de l'état de légitime défense, — concession morale aussi juste qu'heureuse — mais sa responsabilité n'en demeurerait pas moins entière. (La condamnation du Nicaragua fut de : 1° 39.720 fr., valeur des fusils saisis sur le *Phare*, à 40 fr. l'un; 2° 600 fr., valeur des capsules saisies, lesdites sommes avec intérêts à 12 0/0 l'an, à compter du 30 novembre 1874, date du dernier acte de saisie.)

DE JURISTES SUISSES. — Dans les deux cas d'arbitrage dont nous parlons ici, le tribunal arbitral qui a prononcé a été composé de trois juristes suisses désignés par le Conseil fédéral : la première fois, sur compromis de la Colombie et de l'Angleterre au sujet du chemin de fer de Medellin au fleuve Magdalena; le seconde fois, sur compromis signé par l'Angleterre, le Portugal et les Etats-Unis relativement à la rescision de la concession du chemin de fer de Lorengo-Marquez.

Dans les deux cas, le tribunal arbitral, composé comme il a été dit, a rendu des sentences très longuement et scrupuleusement motivées (1).

SENTENCE DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1900. — Enfin, dernière en date de notre série, nous devons classer parmi les plus motivées tant en droit qu'en égard à de multiples considérations historiques, géographiques et diplomatiques, la volumineuse sentence prononcée le 1^{er} décembre 1900 par le Conseil fédéral suisse dans le conflit de limites de la Guyane survenu en 1897 entre la France et le Brésil (2).

(1) Sentence du 17 octobre 1899, Cf. LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 545 et suiv.; — sentence du 29 mars 1900, *id.*, p. 398 et suiv.

(2) LA FONTAINE, *id.*, p. 564 et suiv.

§ IV.

SENTENCES ARBITRALES MOTIVÉES RENDUES PAR DES ARBITRES ISOLÉS (*non chefs d'Etats*) AU COURS DU XIX^e SIÈCLE.

Nous citerons, dans ce dernier paragraphe, les sentences suivantes :

- 30 octobre 1869. — Sentence de M. William Keate (Orange-Transvaal);
- 10 juillet 1870. — Sentence de M. Thornton (Etats-Unis-Brésil);
- 15 novembre 1870. — Sentence de M. Rosing (Espagne-Etats-Unis);
- 26 mars 1872. — Sentence de M. Carvalho e Vasconcellos (Brésil-Suède);
- 27 juin 1885. — Sentence du baron Blanc (Espagne-Etats-Unis);
- 13 juin 1885. — Sentences de M. William Strong (Etats-Unis-Haïti);
- 4 décembre 1888. — Sentence de M. Thompson (Etats-Unis-Haïti);
- 17 août 1889. — Sentence de M. de Lambermont (Allemagne-Angleterre);
- 22 janvier 1890. — Sentence de M. Edm. Munson (Etats-Unis-Danemark);
- 12 juin 1891. — Sentence de M. William White (Italie-Perse);

12 mars 1893. — Sentence de Heemskerck (Italie-Portugal);

2 avril 1895. — Sentence de M. Melius de Villiers (Angleterre-Transvaal);

30 janvier 1897. — Sentence de M. Vigliani (Angleterre-Portugal);

25 février 1897. — Sentence de M. de Martens (Angleterre-Pays-Bas);

19 novembre 1897. — Sentence de M. Vicente Quesada (Etats-Unis-Mexique);

12 octobre 1898. — Sentence de M. Garcia Gomez de la Serna (Guatemala-Italie);

26 décembre 1898. — Sentence de M. Desjardins (Belgique-Angleterre);

Nous nous bornerons à présenter comme très motivées, quelques-unes d'entre elles l'étant de façon fort remarquable, les sept premières sentences de la liste qui précède, intéressant :

La sentence rendue en 1869 par M. Robert William Keate, lieutenant-gouverneur de Natal, une question de frontière :

La sentence rendue en 1870 par M. Thornton, la question de naufrage d'un navire américain dans les eaux brésiliennes, par suite de l'opposition mise au renflouement par les autorités locales ;

La sentence rendue en 1870 par M. Rösing, la fixation de l'indemnité due au propriétaire d'un navire indûment retenu à la Havane ;

La sentence rendue en 1872 par M. de Carvalho e Vasconcellos, conseiller du roi de Portugal, une question d'abordage ;

La sentence rendue en 1885 par le baron Blanc, ministre d'Italie à Madrid, la saisie illégale du vaisseau *Masonic* ;

La sentence du 13 juin 1885 de Sir William Strong, ancien juge à la Cour suprême des Etats-Unis, des questions de dommages soufferts par un sieur Pelletier (M. Strong rendit une sentence de même nature, à l'occasion des réclamations d'un sieur Lazare, le 13 juin 1889) ;

La sentence prononcée en 1888 par M. Thompson (succédant à M. Langston), l'arrestation prétendument illégale d'un sieur Van-Bokkelen, citoyen américain, à Haïti.

Comme nous ne nous sommes pas proposé de faire l'histoire des sentences arbitrales, nous ne citerons particulièrement que pour reconnaître la valeur des motifs qu'elle contient, la sentence rendue le 17 août 1889 par le baron de Lambermont, ministre d'Etat de Belgique, dans le différend survenu entre l'Allemagne et l'Angleterre au sujet de l'île de Lamu, située sur la côte d'Afrique, dans le sultanat de Zanzibar.

Cette sentence qui, finalement, consacre les prétentions de l'Angleterre, suit, il faut bien le reconnaître, pas à pas l'argumentation des plaideurs. Après avoir écarté toutes les questions préjudi-

cielles tendant à fonder, soit sur les conventions existantes, soit sur la dépendance géographique ou commerciale, ou sur l'intérêt politique, le droit de l'un ou l'autre des gouvernements en cause à réclamer la cession des douanes et de l'administration de l'île de Lamu, la sentence établit que la Compagnie allemande de Witu ne rapporte pas la preuve que le sultan de Zanzibar, Sayd Bargask, ou que son successeur, Sayd Khalifa, aurait contracté l'engagement d'affermir à cette compagnie les douanes et l'administration de l'île, mais, elle remarque, d'autre part, que la compagnie impériale anglaise de l'Afrique orientale ne rapporte pas davantage la preuve qu'un engagement de cette nature aurait été contracté à son profit.

Et ces prémisses permettent à l'arbitre d'induire la conclusion que l'accord projeté entre le sultan Sayd Khalifa et le représentant de la Compagnie anglaise, au sujet de l'île de Lamu, peut être signé sans donner prise à une opposition fondée en droit.

Dans cette sentence, la *motivation* n'a pas été sacrifiée. « Ceux qui liront la sentence de l'éminent arbitre, dit M. Rolin-Jacquemyns, ne pourront qu'être frappés de la lucidité et de la logique de ses déductions. Appelé à prononcer en droit, c'est sur le terrain du droit qu'il s'est inflexiblement placé. Il est parti de ce principe, valable en droit international comme en droit privé, — parce qu'il repose sur la raison et la nature des choses — que des déclarations unilatérales, des intentions, même for-

mellement exprimées par un souverain absolu, ne constituent pas des titres valables de cession de territoire ou de droits souverains. En d'autres termes, comme le dit fort bien le baron de Lambermont, pour qu'il y ait convention : « il faut que l'accord des volontés se manifeste par la promesse expresse de l'une des parties, jointe à l'acceptation de l'autre et que cet accord de volontés porte sur les éléments essentiels qui constituent l'objet de la convention (1) ».

Motivée également, est la sentence prononcée le 22 janvier 1890 par sir Edmund Monson, ministre d'Angleterre, à Athènes, choisi comme arbitre dans le différend survenu entre les Etats-Unis et le Danemark, à l'occasion de mesures prises en 1854 et 1855 par les autorités danoises de l'île de Saint-Thomas à l'égard de deux navires américains, le *Ben Franklin* et la *Catherine-Augusta*, appartenant à MM. Carlos Butterfield et Co (1).

Comme on peut le remarquer, à la signature du compromis d'arbitrage, le 6 décembre 1888, il y avait plus trente ans que s'étaient accomplis les faits litigieux. On ne pouvait donc être autrement

(1) ROLIN-JAEQUEMYS, Allemagne et Angleterre, île de Lamu, dans la *Revue de Droit international et de Législation comparée* (t. XXII (1890), p. 347); — voir aussi, même *Revue*, t. XXI (1889), p. 354.

(1) Sur cette sentence, cf. ROLIN-JAEQUEMYS, Danemark et Etats-Unis, *Revue de Droit international et de Législation comparée*, t. XXII (1890), p. 360.

surpris de voir le gouvernement danois opposer d'abord une exception tirée de la prescription ; et il faut bien reconnaître que la question de droit ainsi soulevée était très intéressante et aurait pu donner lieu à un *motif* plus concluant que celui contenu dans la sentence : « Bien que ni Butterfield et Ce, ni le gouvernement des Etats-Unis n'aient usé de la *due diligence* dans la poursuite de la réclamation et qu'ils se soient exposés, par leur *action tardive*, à de *légitimes critiques* de la part du gouvernement danois, le *retard* qui en est résulté ne peut empêcher le recouvrement d'une juste et raisonnable indemnité... »

Nous reconnaissons volontiers combien il pourrait être délicat de transporter une théorie des prescriptions dans le droit international public, mais nous ne pouvons nous défendre d'un certain embarras dans l'appréciation des termes : « *due diligence*, *action tardive*... », et nous aurions pu souhaiter que l'arbitre trouvât dans les circonstances de fait tout au moins, le légitime motif que le droit seul ne paraissait pas lui offrir.

Sur le fond même, la sentence nous apparaît comme scrupuleusement étayée, les *motifs* découlant des trois questions qui devaient se poser en pareille circonstance : 1° Les autorités locales avaient-elles des motifs légitimes de suspicion les autorisant à prendre des précautions ? 2° Y a-t-il quelque motif raisonnable de critiquer la nature et l'étendue des mesures prises par ces autorités ?

3^o Ces mesures ont-elles été maintenues en vigueur plus longtemps qu'il était nécessaire? — Questions dont les réponses ont donné gain de cause au Danemark.

C'est une petite affaire que celle que solutionne, le 12 juin 1891, la décision arbitrale de sir William White, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople; il s'agissait d'une demande d'indemnité présentée au gouvernement persan par l'Italie, au nom d'un sieur Consonno, du chef de la préemption des marchandises de ce dernier par la douane persane. La sentence est suffisamment motivée (1).

Non moins minime était l'affaire qui fut soumise en 1891 par l'Italie et le Portugal à l'arbitrage de M. Heemskerk, ministre d'Etat de Hollande; elle était relative à une question de mesures sanitaires au Cap Vert et représentait un intérêt d'une douzaine de mille francs environ. Néanmoins, aussi longuement que fort minutieusement motivée apparaît la sentence prononcée par M. Heemskerk le 12 mars 1893 (2).

Les mêmes observations, quant aux *motifs* qu'elles renferment sont à présenter en ce qui concerne la sentence du 2 avril 1895 de M. Mélius de Villiers, tranchant le conflit survenu entre l'Angleterre et le Transvaal, au sujet de l'immigration

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 349.

(2) *Idem*, p. 411.

au Transvaal de personnes de couleur, originaires des Indes anglaises (1), et la sentence du 30 janvier 1897 de M. Paul Vigliani, ancien premier président de la Cour de cassation d'Italie, dans la question de frontières du Manica faisant l'objet d'un conflit entre l'Angleterre et le Portugal (2).

La sentence de M. Mélius de Villiers n'est guère, à la vérité, qu'un dispositif en elle-même, mais elle est accompagnée d'un document considérable dans lequel l'arbitre expose longuement les *motifs* de sa décision. Quant à la sentence de M. Vigliani, elle est directement motivée longuement en fait et en droit.

Nous ne prétendons pas distinguer des *motifs* d'un grand intérêt doctrinal dans la sentence rendue le 13/25 février 1897, par M. de Martens, à l'occasion de l'affaire de *Costa-Rica-Packet*; mais, somme toute, il ne faut pas en incriminer trop l'arbitre, car il convient de reconnaître que la solution même de la question dont dépendait la décision avait été préjugée par les parties intéressées elles-mêmes. Cette question aurait pu être, en droit : « Un Etat peut-il être recherché à l'occasion d'une erreur judiciaire commise par ses tribunaux vis-à-vis d'un étranger » ? En fait, on ne saurait affirmer que la question ait été posée et, semble-t-

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 483.

(2) *Idem*, p. 459.

il à M. Regelsperger, « en soumettant leur différend à un arbitrage, les parties ont, dans une certaine mesure, renoncé l'une et l'autre à se prévaloir du *strictum jus*, pour s'en remettre à la décision *toute d'équité* d'un tiers ; et l'on peut dire que, par là, elles ont éventuellement admis le principe d'une indemnité que repousse la rigueur du droit (1) ».

Les faits étaient les suivants : En 1891, le capitaine du navire australien *Costa-Rica Packet*, M. Carpenter, fut arrêté et détenu, en vertu d'une sentence des autorités des Indes néerlandaises comme ayant volé des marchandises dans les eaux territoriales hollandaises ; il fut bientôt reconnu que le vol n'avait pas été commis dans la mer territoriale et M. Carpenter fut alors remis en liberté. La Grande-Bretagne ayant réclamé aux Pays-Bas une indemnité pour son national, les deux Etats s'en remirent à l'arbitrage de M. de Martens, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg.

L'arbitre, en allouant une indemnité à l'Angleterre a sacrifié les conséquences logiques du principe constant qu'il commence par rappeler : « Attendu que l'appropriation de la cargaison de ladite pirogue par le sieur Carpenter, ayant eu lieu en pleine mer n'était pas justiciable des tribunaux hollandais... » L'illégalité étant ainsi prouvée, il convient d'observer que la détention de M. Car-

(1) REGELSPERGER, *L'affaire du Costa-Rica-Packet et la sentence arbitrale de M. de Martens*, dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. IV, p. 475.

penter n'eut cependant été elle-même illégale que si elle avait été prolongée, car s'il n'est pas illégal d'opérer cette détention, en vertu d'une présomption suffisante, il l'eut été de la maintenir une fois l'erreur reconnue; or, tel n'a pas été le cas, M. Carpenter ayant été relâché dès qu'il fut établi que le fait incriminé avait eu la pleine mer pour théâtre, la détention de M. Carpenter ne peut pas être tenue pour illégale dans ces conditions, et, tout au plus peut-il être remarqué qu'elle a été subie à tort.

Mais, précisément, cette remarque doit mettre en échec les *motifs* qui ont conduit l'arbitre à l'idée d'une indemnité, d'autant plus qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un acte de l'autorité judiciaire et que ce serait, à l'évidence, mettre une entrave à la bonne administration de la justice, en déclarant les gouvernements responsables des jugements rendus par les fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

Nous ne pouvons rien retenir des *motifs* de l'éminent arbitre dans sa sentence et nous nous bornerons à concéder encore avec M. Regelsperger que, « si l'indemnité, en pareille hypothèse, ne se comprend pas en droit, on peut toujours l'admettre en fait », parce que, explique-t-il, « au regard des étrangers, il peut arriver qu'on fasse fléchir la sévérité du droit positif, lorsque l'exigent les règles plus souples dictées par les *nécessités de la courtoisie de peuple à peuple* (1) ».

(1) Cf. REGELSPERGER, *op. et loc. cit.*

Nous rappellerons seulement sans nous y arrêter, deux sentences très bien motivées rendues, la première, le 19 novembre 1897 (1), par M. Vicente Quesada, ministre plénipotentiaire de la République Argentine à Madrid, dans un conflit survenu entre le Mexique et les Etats-Unis, au sujet d'une réclamation d'indemnité émanant d'un citoyen américain, la seconde, le 12 octobre 1898, par M. Garcia Gomez de la Serna, dans un conflit entre l'Italie et le Guatemala, occasionné par le congédiement, par le gouvernement guatémalien, de Mme Maria Cedroni, institutrice italienne, engagée par ce dernier gouvernement (2).

Qu'on nous permette maintenant de nous arrêter un peu plus à la sentence rendue le 26 décembre 1898 dans l'affaire Ben Tillet, par M. Arthur Desjardins, avocat général à la Cour de cassation de France, institué arbitre, par convention intervenue le 19 mars 1898, entre la Belgique et l'Angleterre.

Le sujet anglais, Ben Tillet, avait été expulsé du territoire belge après y avoir causé certains troubles et avoir, pour cette raison, été incarcéré environ 24 heures à la maison de sûreté d'Anvers. L'Angleterre prétendait avoir droit à des dommages-intérêts, tant du fait de l'incarcération de Ben Tillet que de celui de son expulsion, et la Belgique

(1) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 559.

(2) LA FONTAINE, *op. cit.*, p. 606.

se refusait à toute indemnité. C'est en cet état que M. Desjardins fut appelé à prononcer sur le différend et il convient de reconnaître que la sentence qu'il prononça est remarquablement motivée.

Après avoir déclarés'être transportés à Anvers pour résoudre, en pleine connaissance de cause, certaines questions lui paraissant douteuses et avoir procédé à une enquête dans la prison même d'Anvers, l'arbitre enregistre les *motifs* répondant aux six questions que comportent l'affaire : 1^o droit d'expulsion envisagé dans son principe (*attendu qu'on ne saurait contester à un Etat, la faculté d'interdire son territoire à des étrangers, quand leurs menées ou leur présence lui paraissent compromettre sa sécurité; qu'il apprécie, d'ailleurs, dans la plénitude de sa souveraineté, la portée des faits qui motivent cette interdiction*); 2^o surveillance exercée sur Ben Tillet à la suite du meeting du 21 août 1896, jusqu'à son incarcération dans la prison d'Anvers (*attendu qu'en reconnaissant le droit d'expulser, on ne saurait dénier à l'Etat les moyens d'assurer l'efficacité de ses injonctions; qu'il doit surveiller les étrangers dont la présence lui paraît dangereuse pour l'ordre public; suivent des constatations de fait sur les agissements de Ben Tillet*). 3^o incarcération dans une maison de sûreté (*les autorités se sont conformées au règlement de l'établissement pénitentiaire*); 4^o durée de la détention totale (24 heures avant d'être mis en état de regagner son pays); 5^o traitement subi dans la maison de sûreté (*cellule non humide, propre, aérée; couverture*

suffisante); 6^o relation entre le séjour de Ben Tillet dans la prison d'Anvers et son état de santé (*il n'apparaît pas que le séjour dans la prison soit la cause de l'état morbide constaté par les médecins*).

Ces *motifs*, minutieusement présentés et non critiquables, à notre avis, permettaient, tant en droit qu'en fait, la conclusion de l'arbitre : « *Par ces motifs, je décide que le gouvernement anglais est mal fondé dans sa demande et je l'en déboute* (1) »...

§ V.

SIMPLES CONSTATATIONS SUR LA PLACE FAITE AUX « MOTIFS » DANS LES SEN- TENCES ARBITRALES RENDUES AU COURS DU XIX^e SIÈCLE.

Il nous a été donné de faire allusion, dans le chapitre précédent et dans celui-ci, à un nombre assez considérable de sentences arbitrales intervenues au cours du dix-neuvième siècle, et de nous arrêter même quelque peu, sur certaines d'entre elles. Nous avons distingué des sentences non motivées ou insuffisamment motivées d'une part et, d'autre part, des sentences dont les *motifs* peuvent être tenus pour suffisants. Nous avons vu qu'aussi bien celles de souverains que celles de commissions mixtes ont comporté une *motivation* parfois sacri-

(1) V. *Rev. de Dr. int. publ.* (t. VI, 1898).

fiée; nous nous réservons de revenir plus loin sur le parallèle à établir entre les sentences de ces deux catégories, pour en faire apparaître cette conclusion que les sentences des commissions mixtes sont, en général, juridiquement supérieures. Mais nous devons dès maintenant essayer de faire des constatations sur l'évolution de la notion des *motifs* au dix-neuvième siècle.

Nous avons vainement cherché à rapprocher des dates et des faits pour essayer de distinguer, à telle ou telle époque précise, une indication sûre sur le sens évolutif. En matière de politique internationale, cette indication ne peut pas être aperçue sur un temps assez court : il faut ici, comme pour l'histoire en général, un recul suffisant qu'un siècle ne nous donne pas toujours. Et faut-il même dire qu'ici, nous avons un siècle derrière nous? A peine, car, en vérité, ce n'est guère qu'au milieu du dix-neuvième siècle que l'arbitrage international va se classer parmi les pratiques ou les institutions de premier plan, et c'est seulement avec l'affaire de l'*Alabama* qu'on peut augurer qu'il sera désormais appelé à résoudre de grandes causes.

Ce serait peut-être cependant, ne pas assez remonter le siècle que de faire de l'arbitrage du tribunal de Genève notre point de départ. Mais il est incontestablement — et pour notre matière, en particulier — une très grande date. Jusque là, en effet, nous avons vu des sentences, motivées ou non motivées selon une alternance d'ailleurs capri-

cieuse, mais il ne nous est pas apparu que les gouvernements s'en soient autrement émus : les sentences rendues sans comporter de *motifs* ont provoqué des mécontentements ou des mécomptes, la nullité n'en a pas été cependant poursuivie (nous sommes en 1870), du moins à raison du défaut ou de l'insuffisance du *motifs*. Avec l'affaire de l'*Alabama*, nous allons distinguer que cette quasi-indifférence à l'égard des *motifs* va disparaître : le compromis d'arbitrage en manifeste éloquemment le souci, en consignant les trois grands principes, qu'on a depuis appelé les trois règles de Washington.

Ce n'est d'ailleurs pas uniquement au caractère vague des compromis antérieurs à celui de l'*Alabama* qu'il faut attribuer la cause de la non-motivation de certaines sentences arbitrales ; il y a encore au moins deux causes autres tenant, l'une, au fait même d'arbitres insuffisamment qualifiés, l'autre, à l'incertitude de principes internationaux encore incomplètement formulés ou imparfaitement dégagés. Le code du droit des gens était à peine ébauché quand, en 1856, les 30 mars et 16 avril, intervinrent les traité et déclaration de Paris ; les principes affirmés à ces dates ont pris corps, puis ont passé des ouvrages doctrinaux dans les documents diplomatiques. Ainsi s'explique la convention de Washington du 8 mai 1871.

Retenons donc qu'à partir de 1871, l'arbitrage international prend une forme nouvelle ; il devient plus judiciaire, parce qu'il implique l'application

de principes conventionnellement reconnus et que l'Institut de Droit International, qui va se fonder à cette époque, va contribuer à fortifier. L'art. 23 du règlement adopté par cet Institut dans sa session de 1875 comporte, comme nous l'avons précédemment indiqué, l'obligation de motiver la sentence arbitrale. Ce n'est pas là un acte officiel, mais il n'en faut cependant pas réduire la portée, le règlement ayant exercé une influence assez profonde.

Des considérations qui précèdent, il nous paraît donc résulter que c'est seulement dans les trente dernières années du dix-neuvième siècle qu'on pourra chercher une indication touchant l'évolution des *motifs* dans les sentences arbitrales du droit international.

Peut-on dire, en conséquence, que les sentences prononcées dans cette période aient été toutes motivées? La réponse à cette question est contenue dans les tableaux qui précèdent les trois paragraphes de notre chapitre II, et les quatre premiers paragraphes de ce chapitre.

Nous ne croyons pas qu'il nous soit permis de faire ici une statistique arithmétique ne nous trouvant pas en présence d'unités de même nature, c'est-à-dire de sentences de même importance, de même catégorie, ou impliquant les mêmes considérations extérieures. Mais ce que nous croyons cependant pouvoir déduire de notre examen, c'est que, étant donné le nombre considérable de sentences rendues de 1872 à la fin du siècle, la pro-

portion des non motivées est plutôt minime, au regard des sentences pourvues de *motifs*. Dans notre conclusion, nous aurons à pénétrer un peu plus avant le mode de *motivation*, assez généralement lié à la nature même du tribunal arbitral.

CHAPITRE IV

LES « MOTIFS » DANS LES SENTENCES ARBITRALES RENDUES AU XX^e SIÈCLE.

La fin du dix-neuvième siècle a été marquée par un événement de la plus haute importance au point de vue du droit international et qu'il nous suffira seulement de rappeler : la première Conférence de la Paix, tenue à La Haye, du 18 mai au 29 juillet 1899, qui a réuni les représentants de 26 Etats. L'œuvre de la Conférence a été analysée abondamment; nous n'avons ici que fort peu à en dire et pouvons nous borner à noter que la troisième commission s'est préoccupée de la solution pacifique des conflits internationaux. A ce point de vue, la Conférence a adopté une convention en 61 articles traitant des bons offices et de la médiation, instituant des commissions internationales d'enquête, organisant l'arbitrage international (qui demeure d'ailleurs facultatif) en établissant une Cour d'arbitrage, dont le siège est, en principe, à La Haye, déterminant enfin la procédure arbitrale (1).

(1) Sur la première Conférence de La Haye, v. notamment DE LAPRADELLE, *La Conférence de la Paix*, dans la *Rev.*

Une deuxième conférence de la Paix, réunissant 44 Etats, c'est tenue, également à La Haye, du 15 juin au 18 octobre 1907. Elle a donné lieu à 13 conventions, à une déclaration et à des vœux (1). La première convention ayant pour objet le règlement pacifique des conflits internationaux, seule, nous intéresse dans cette étude, par son art. 79 (reprenant l'art. 52 de 1899) posant que la sentence arbitrale doit, en principe, être motivée.

Cette constatation de l'obligation des *motifs* déjà prononcée en 1899 et confirmée en 1907, est de la plus haute importance à ce point de notre examen des sentences. Voilà, en effet, un grand principe, formulé par une quantité considérable de nations et il va être intéressant de suivre les égards qu'on lui a témoignés depuis le jour de sa proclamation. Il ne régit, nous le savons bien, que les arbitrages qui doivent être soumis à la Cour permanente de La Haye, mais comme tous les conflits ne sont pas nécessairement soumis à cette Cour et que le principe en question est, en somme, le reflet d'une opinion dominante, nous devons rechercher com-

de *Dr. int. publ.*, t. VI, p. 651-846. Cette intéressante étude contient, avec une bibliographie étendue, le compte rendu des discussions, le texte des projets présentés et des résolutions admises.

(1) V. *Les deux Conférences de la Paix (1899-1907), Textes et Documents*, avec un avant-propos de M. LOUIS RENAULT (2^e édit. 1909).

ment s'est manifestée son influence dans les sentences arbitrales prononcées depuis 1900.

Nous ne suivrons pas absolument, dans ce chapitre, la division adoptée dans les chapitre II et III. Etant donné leur nombre encore peu important, nous rappellerons, dans un premier paragraphe, les sentences prononcées depuis 1901, par tous arbitres autres que la Cour de La Haye, et, dans un second paragraphe, les sentences rendues par cette Cour permanente.

§ I.

LES « MOTIFS » DANS LES SENTENCES ARBITRALES ÉMANÉES DE DIVERS ARBITRE SDEPUIS 1901.

Nous citerons :

- 2 avril 1901. — Sentence des ambassadeurs à Constantinople (Turquie-Grèce);
- 15 juillet 1902. — Sentence du baron de Lambermont : affaires *Waïma* et *Sergent Malamine* (France-Angleterre);
- 13 septembre 1902. — Sentence de la Cour de Graz : Affaire de l'*OËil de la Mer* (Autriche-Hongrie);
- 14 octobre 1902. — Sentence du roi Oscar II : action militaire à Samoa (Angleterre-Allemagne-Etats-Unis);

20 novembre 1902. — Sentence du roi Edouard VII : frontières (Chili-Argentine);

29 novembre 1902. — Sentences de M. Asser : affaires *Cape Horn Pigeon*, *Kate and Anna*, *James Hamilton Lewis*, *Cape Horn White* (Russie-Etats-Unis);

6 juin 1904. — Sentence du roi Victor-Emmanuel III : frontière des Guyanes (Brésil-Angleterre);

9 juillet 1909. — Sentence du président Figueroa Alcorta : frontières (Bolivie-Pérou).

Mentionnons, en premier lieu, la sentence rendue le 2 avril 1901, par les ambassadeurs des grandes puissances à Constantinople, à l'occasion de la difficulté née entre la Grèce et la Turquie, relativement à la conclusion d'une convention consulaire. Le différend devait obligatoirement être soumis aux ambassadeurs sus-indiqués, aux termes de l'art. 15 du traité de paix, intervenu le 4 décembre 1897 entre la Grèce et la Turquie.

La sentence rendue ne rentre pas, à la vérité, dans la catégorie des sentences ordinaires à l'occasion desquelles un long exposé des *motifs* est possible. De l'avis même de M. Politis (1), qui a très

(1) Les solutions données par la décision des ambassadeurs sont parfaitement correctes, à l'avis de M. Politis. Il estime, en outre, que la sentence arbitrale de 1901 continue une évolution dont les étapes sont marquées par l'af-

complètement commenté cette sentence, « les arbitres avaient surtout à constater des faits et à apprécier l'opportunité de certaines mesures pour l'avenir. Et ce rôle, — ajoute-t-il, — à coup sûr n'est pas celui du juge, c'est le rôle du législateur ». Par ce fait donc qu'il y avait, non pas chose à juger, mais règlement à établir, les arbitres étant ici plus que des juges, des amiables compositeurs, la sentence ne saurait nous apporter une grosse contribution à notre étude.

Si nous mentionnons maintenant le conflit survenu entre la France et l'Angleterre au sujet des affaires de « Waïma » et du « Sergent Malamine » et tranché, le 15 juillet 1902, par la sentence arbitrale du baron de Lambermont, ce sera uniquement pour remarquer qu'elle ne contient aucun motif (1).

faire de la baie de Delagoa (1875), par celle de la frontière franco-hollandaise de la Guyane (1891), par celle des pêcheries de Behring (1893) et dans laquelle elle marque une étape nouvelle. Dans les deux premières affaires, l'arbitre, invité à donner une solution équitable de la difficulté, devenait amiable répartiteur; en 1893, les arbitres furent chargés d'élaborer un règlement sur les mesures à prendre en dehors des eaux juridictionnelles des gouvernements respectifs, — matière bien spéciale et délimitée. En 1901, on alla plus loin, en confiant aux arbitres le soin d'arrêter une convention étendue et perpétuelle, destinée à régir les rapports consulaires entre la Grèce et la Turquie. — Voir POLITIS, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. X (1903).

(1) V. *Rev. de Dr. int. publ.*, t. IX, *Docum.*, p. 11.

Nous passerons aussi sur le conflit de frontières entre l'Autriche et la Hongrie, — deux Etats se trouvant dans les liens d'une union réelle, — à propos du lac dit l'Œil de la mer, qui a fait l'objet d'une sentence arbitrale du 13 septembre 1902. Sentence très motivée d'ailleurs, bien qu'en réalité, la Cour de Graz ne se soit pas nettement prononcée sur le fond du droit et n'ait pas tranché le litige sur la base exclusive des pièces et documents soumis; la tâche eut été difficile, concède M. Blociszewski (1), après avoir examiné « tous les motifs » qui firent conclure les arbitres « qu'entre la Pologne et la Hongrie, dans la zone litigieuse, il n'y avait jamais eu, à aucune époque, de frontière conventionnelle établie, c'est-à-dire d'un accord bilatéral », circonstance qui les obligea, du reste, à fixer eux-mêmes cette frontière.

Le 14 octobre 1902, le roi de Suède et de Norvège, Oscar II, a rendu une sentence arbitrale entre l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au sujet de demandes d'indemnités pour dommages soufferts par leurs nationaux, du fait d'une action militaire entreprise à Samoa en 1899 (2). La cause

(1) V. BLOCISZEWSKI, dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. X (1903), p. 435.

(2) Voir le texte de cette sentence dans DESCAMPS et RENAUULT, *Recueil international des traités du vingtième siècle* (1902), p. 636; — V. aussi, HÄGERUP, dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XIII, p. 136.

des dommages invoqués étant l'obstruction du passage dans les rues d'Apia, les agissements des Malietoans, les opérations militaires des Américains et des Anglais et, surtout, le bombardement d'Apia et de ses environs, le haut arbitre, après avoir dû déterminer les responsabilités, a décidé que la réparation des dommages devait être mise à la charge des gouvernements anglais et américain.

La sentence est très motivée : en fait, les événements sont clairement élucidés ; en droit, ce sont les stipulations du traité de Berlin du 14 juin 1889 qui ont été mises en avant et le roi Oscar, motivant sa solution, a estimé en toute logique que les actes accomplis par les fonctionnaires des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne étaient en contradiction avec lesdites stipulations.

Infiniment critiquable, au contraire, au point de vue du droit international est la sentence prononcée le 20 novembre 1902 par le roi d'Angleterre, Edouard VII, dans un conflit de frontières entre le Chili et la République Argentine. Les critiques ne lui ont pas été ménagées et M. Alvarez, en particulier, ne propose rien moins que de la tenir pour nulle : 1^o pour excès de pouvoir, 2^o pour absence de *motifs*, 3^o parce qu'elle a accordé valeur, pour la fixation de la ligne frontière, aux occupations territoriales accomplies par l'un des deux pays contestants pendant la durée du litige.

Laissant de côté la question de nullité pour excès

de pouvoir, nous devons nous arrêter à l'absence complète d'aucuns *motifs* et il ne nous est pas possible de ne pas remarquer que nous sommes alors en 1902, c'est-à-dire plus de trois ans après la clôture de la première Conférence de La Haye, alors qu'il y a un acte, une loi internationale en quelque sorte, qui dispose, dans un art. 52 dont nous avons déjà parlé, que l'arbitre est dans l'obligation de motiver sa sentence, obligation qui, selon la remarque du docteur Zorn, constitue une « garantie fondamentale à laquelle on ne peut renoncer ». Justifiera-t-on l'arbitre, en disant qu'à défaut de motifs explicites dans la sentence, on distingue le principe, le *motif*, qui l'a guidé dans sa résolution? Pour notre part, nous nous refuserions à admettre une justification quelconque, car si l'arbitre ne s'est basé sur aucune considération scientifique d'orographie, d'hydrographie ou de topographie, s'il n'a pas davantage jugé en équité et si, « en définitive, tout en ne le disant pas, il a donné valeur aux occupations de territoire accomplies pendant le litige par l'Argentine (1), » ce *motif* implicite a si peu sa source dans les principes du droit international qu'il ne saurait trouver grâce devant qui que ce soit.

L'ordre chronologique nous fait passer aux sentences arbitrales rendues le 29 novembre 1902 par

(1) Cf. ALVAREZ, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. X (1903), p. 651 et suiv.

M. Asser, à l'occasion de conflits entre la Russie et les Etats-Unis relatifs à la saisie de navires américains par des croiseurs russes. Quatre affaires étaient soumises à l'arbitre : deux d'entre elles (celles du *Cape Horn Pigeon* et de *Kate and Anna*) ne comportaient aucune question de droit, les parties étant d'accord sur le principe de la responsabilité et, en fait, le litige se réduisant à une simple question de quantum ; pour les deux autres, au contraire, se posait l'application du principe : pas de saisie possible en pleine mer, si la preuve d'un délit dans les eaux territoriales n'est pas suffisamment administrée. Et, pour ces deux affaires, celles du *James Hamilton Lewis* et du *Cape Horn White*, il ne saurait être dénié que la sentence arbitrale présente un remarquable ensemble de *motifs* de fait et de droit, desquels découle l'illégalité de la saisie effectuée par les croiseurs russes, et qui conduisent à la condamnation de la Russie à environ 61.000 dollars (1).

Mais que serons-nous, par contre, amené à dire des *motifs* de la sentence arbitrale prononcée le 6 juin 1904 par le roi d'Italie Victor-Emmanuel III, relativement à une question de frontières entre la Guyane britannique et le Brésil ?

Le compromis du 6 novembre 1901 indique,

(1) V. *Revue de Droit international public*, t. X, Documents, p. 4.

dans ses art. 2 et 3, l'objet du différend : l'art. 2 dit quel est le territoire contesté (il représentait environ 33.200 kilomètres carrés), et l'art. 3 précise : « L'arbitre sera prié de rechercher et de déterminer l'étendue du territoire, que ce soit la totalité, que ce soit une partie de la zone décrite dans le précédent article, qui peut être à bon droit réclamée par quelqu'une des Hautes Parties Contractantes, et de fixer la ligne frontière entre les Etats-Unis du Brésil et la Guyane anglaise ». — L'art. 4 exprime que l'arbitre « devra s'inspirer de tels principes de droit international qu'il jugera applicables au cas (1). »

Si l'on s'en tient aux quatre principes que l'arbitre rappelle au début de sa sentence, on doit tout au moins convenir qu'il a eu l'intention de la fortifier d'un certain nombre de *motifs*. Mais pour apprécier la valeur toute relative de ces *motifs*, il est indispensable de rapporter nous-même les quatre principes dans lesquels le souverain arbitre a prétendu les puiser. Les voici :

1^o La découverte des nouvelles voies de trafic, dans des régions qui n'appartenaient à aucun Etat;

(1) V. texte du compromis dans DESCAMPS et RENAULT : *Recueil international des traités du vingtième siècle*, 1901, p. 147.

V. dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XII (p. 25-142) : PAUL FAUCHILLE, *Le conflit de limites entre le Brésil et la Grande-Bretagne et la sentence arbitrale du roi d'Italie*; — DE LAPRADELLE et POLITIS, *L'arbitrage anglo-brésilien de 1904*.

ne peut pas constituer par elle-même un titre d'une efficacité suffisante pour que la souveraineté sur ces régions reste acquise à l'Etat, dont les particuliers qui ont fait la découverte sont ressortissants;

2^o Pour acquérir la souveraineté d'une région, il est indispensable d'en effectuer l'occupation au nom de l'Etat qui se propose d'en acquérir la domination ;

3^o L'occupation ne peut pas être regardée comme accomplie, sinon à la suite d'une prise de possession effective, non interrompue et permanente, au nom de l'Etat, et la simple affirmation des droits de souveraineté ou l'intention manifestée de vouloir rendre effective l'occupation, ne saurait suffire ;

4^o La prise de possession effective d'une partie d'une région, bien que pouvant être estimée comme efficace pour acquérir la souveraineté de la région tout entière, lorsque celle-ci constitue un organisme unique, ne peut pas être estimée efficace pour l'acquisition de la souveraineté sur une région, lorsque, à cause de son extension, ou de sa configuration physique, elle ne peut pas être considérée comme une unité organique *de facto*.

Ainsi, cherchant à faire application de ces règles au cas à résoudre, le Roi d'Italie déclara d'une part que, « on ne pouvait pas admettre comme constant
« que le Portugal d'abord et le Brésil ensuite,
« eussent réalisé la prise de possession effective
« de tout le territoire contesté, mais qu'on pouvait
« reconnaître seulement que ces Etats s'étaient

« mis en possession de quelques localités sur ce
« même territoire et y avaient exercé leurs droits
« souverains », — et, d'autre part, que, de même
« l'acquisition de la part de la Hollande d'abord, et
« plus tard de la Grande-Bretagne, ne s'est effec-
« tuée que sur *une partie* du territoire en litige ».

Puis, sans indiquer ni en quoi ils ont consisté, ni sur quels points de la région ils se sont exercés, l'arbitre explique que les droits des parties contendantes résultent de titres historiques et de titres juridiques; malheureusement, il n'en donne pas l'énumération. Et, si un droit de souveraineté précis et défini ne peut pas être constaté en faveur de l'une et de l'autre puissance qu'en ce qui concerne *quelques portions* du territoire contesté, il n'apparaît pas à l'arbitre qu'il puisse être décidé lequel des droits du Brésil ou de la Grande-Bretagne est prépondérant. C'est ce qui va déterminer le Roi d'Italie à fixer lui-même une frontière « en tenant compte
« des lignes tracées par la nature et en donnant
« la préférence à la ligne qui, étant la plus déter-
« minée dans son parcours, se prêtait le mieux à
« un partage équitable du territoire contesté. »

Critiquable à maints autres égards que ceux que nous devons distinguer ici, nous devons, dans l'ordre d'idées que nous poursuivons, conclure que cette sentence, malgré les principes dont elle se prévaut, malgré d'assez longs *attendus* qui ont l'apparence de bons et valables motifs, n'est pas suffisamment motivée. « Titres historiques », « titres

juridiques », « droits justifiés sur certaines parties de territoire », il y a là matière à *motifs*, — mais pas de *motifs* ! Et, d'autre part, combien il vaut peu ce *motif* tiré de l'art. 35 de l'Acte général de la Convention internationale de Berlin sur lequel s'appuie l'arbitre pour apprécier si les conditions de l'occupation étaient suffisantes à faire acquérir la souveraineté ! Était-ce l'acte de Berlin qui était en vigueur au moment et à l'endroit où ont été consommés les actes auxquels il fallait se reporter ? (1).

Outre que la solution donnée par l'arbitre est irrationnelle, elle est entachée d'un grave défaut comme insuffisamment motivée ; et ceci peut être tenu pour regrettable : une fois encore, il nous est donné de constater que l'art. 52 de l'Acte de 1899 n'a pas été plus respecté par un souverain que ne l'avait été si souvent auparavant l'art. 23 du Règlement de l'Institut de Droit International du 28 août 1875. C'est là un des dangers de l'arbitrage des rois en général et, pour le cas particulier, il nous reste

(1) C'est une opinion unanimement admise qu'il ne faut juger le cas d'acquisition territoriale que d'après les principes internationaux en vigueur au lieu et à l'époque où l'acte a été consommé. — Le pape Léon XIII, en 1885, dans sa médiation entre l'Allemagne et l'Espagne, au sujet des Carolines avait, lui, justement appliqué le principe en considérant seulement le « titre de souveraineté fondé sur les « moyens de droit international invoqués et suivis à cette époque dans le cas de conflits analogues ». — V. CALVO, *Droit international théorique et pratique*, 5^e édition, t. III, p. 420 et suiv.

à espérer qu'un véritable tribunal se serait épuisé en recherches de fait et de droit, et ne se fût pas si volontiers résigné à s'avouer impuissant à solutionner rationnellement ce délicat litige.

Enfin, nous arrivons à la sentence rendue le 9 juillet 1909 par le Président de la République Argentine, M. Figueroa Alcorta, dans un conflit de limites mettant aux prises la Bolivie et le Pérou. Une vive effervescence a suivi cette sentence, et les voix les plus autorisées se sont élevées pour en présenter une critique fort sévère, en formulant à l'occasion des remarques de la plus haute portée (1). Les *motifs* de la sentence du président argentin ne sont pas suffisamment étudiés, et les moyens invoqués par les deux parties ne sont pas non plus assez complètement rapportés. Le compromis, cependant, imposait à l'arbitre l'obligation de se livrer aux plus minutieuses recherches, afin de déduire des *motifs* pertinents pour justifier la décision.

« Les Hautes Parties Contractantes — dit l'article 1^{er} du compromis du 30 décembre 1902 — soumettent au jugement et à la décision du gouvernement de la République Argentine, en qualité d'arbitre, juge de droit (*juez de derecho*), la ques-

(1) Cf. RENAULT, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVI (1909), p. 368; — ANDRÉ WEISS, même *Revue*, t. XVII (1910), p. 405 et suiv.; — PASQUALE FIORE, mêmes *Revue* et tome, p. 225-256.

tion de limites pendante entre les deux républiques, en vue d'obtenir une sentence définitive et sans appel, attribuant à la Bolivie tous les territoires qui, en 1810, ressortissaient, en vertu d'actes du Souverain d'alors (le roi d'Espagne), à la juridiction ou au district de l'ancienne Audience de Charcas (vice-royauté de Buenos-Aires); et au Pérou tous les territoires qui, à la même date et en vertu d'actes du même souverain, faisaient partie de la vice-royauté de Lima ».

L'art. 3 précisait, d'ailleurs, les actes et documents dont devait s'inspirer l'arbitre : lois, ordonnances et généralement les documents de caractère officiel propres à fixer le véritable sens et l'exécution des dispositions royales précitées. Enfin, prévoyant le cas où ces dispositions ne définiraient pas suffisamment les droits de l'une ou de l'autre Partie sur tel territoire, l'art. 4 disposait qu'il serait permis à l'arbitre, dans ce cas, de statuer en équité, — « *equitativamente* ».

Le compromis faisait donc à l'arbitre le devoir de s'inspirer du droit international, lui concédant, à toute extrémité, le droit de rechercher dans l'équité des motifs pour prononcer sa décision. Sans doute, dit M. Weiss, il appartenait à l'arbitre de tenir compte de l'équité, des idées de morale et de justice qui se trouvent à la base du droit international, dans l'interprétation qu'il croyait devoir donner aux principes de ce droit. Mais l'arbitre est sorti de sa mission en fondant sa décision sur la

seule équité, écartant ainsi délibérément les déductions trop rigoureuses du droit.

Malgré cela, trop longue est la sentence rendue pour qu'il nous soit permis de dire qu'elle est dépourvue de *motifs*; l'arbitre, tout au moins, nous a donné les motifs qui lui ont paru ne pas lui permettre de statuer *en droit* et, s'il peut y avoir en cela une cause de nullité, nous n'en pouvons faire ici l'examen; nous nous bornerons seulement une fois encore à remarquer avec M. Fiore que, en matière d'arbitrage international, « le choix d'un chef d'Etat ne saurait être considéré comme le meilleur », sans entendre affirmer cependant par là « que les souverains devraient être systématiquement exclus des fonctions d'arbitre » : La Cour permanente de La Haye n'offrirait-elle pas de meilleures garanties? — C'est que nous allons rechercher, instruits déjà par une expérience de plus de dix années.

§ II.

LES « MOTIFS » DANS LES SENTENCES ARBITRALES DE LA COUR PERMANENTE DE LA HAYE.

A ce jour, la Cour permanente d'arbitrage international a déjà prononcé neuf sentences (1) :

(1) La Cour permanente d'arbitrage fait l'objet du chapitre II, titre IV, de la Convention de 1899. L'art. 20 est

14 octobre 1902. — Affaire des Fonds pieux de Californie;

22 février 1904. — Affaire du blocus vénézuélien;

22 mai 1905. — Affaire des baux perpétuels du Japon;

8 août 1905. — Affaire des boutres de Mascate;

22 mai 1909. — Affaire des déserteurs de Casablanca;

23 octobre 1909. — Affaire des *Grisbådarna*;

7 septembre 1910. — Affaire des pêcheries de Terre-Neuve et du Labrador;

25 octobre 1910. — Affaire de l'Orinoco Steamship;

24 février 1911. — Affaire Savarkar.

La première de ces sentences est celle qui fut rendue le 14 octobre 1902 dans l'affaire dite des *Fonds pieux de Californie*.

L'objet du litige était le suivant : alors que la

ainsi conçu : « Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux... les puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des parties, conformément aux règles de procédure insérées dans la présente convention. » — La liberté des parties est ainsi réservée et l'arbitrage conserve son caractère facultatif. — En réalité, ce qui est permanent à La Haye, ce n'est pas le tribunal, mais le bureau international qui lui sert de greffe. L'art. 23 indique comment est composée la Cour permanente : c'est une liste d'arbitres désignés par les puissances signataires dans les conditions prévues à la convention.

Californie était colonie espagnole, un fonds pieux avait été constitué au profit des Pères Jésuites. Lorsque l'ordre des Jésuites fut supprimé en Espagne, une difficulté surgit pour savoir si ces fonds subsisteraient; le gouvernement mexicain les ayant pris finalement à sa charge, puis ayant mal servi les annuités aux évêques de San-Francisco et de Monterey, un arbitrage intervint en 1875. Les trente-trois annuités demeurées en arrière firent l'objet du nouvel arbitrage de 1902, le gouvernement des Etats-Unis étant demandeur au nom des susdits évêques. Une double question se trouvait en jeu : une question de chose jugée et une question de prescription; la seconde fut écartée par la sentence dans ce *motif* : « Considérant que depuis 1869, 33 annuités n'ont pas été payées par le gouvernement du Mexique au gouvernement des Etats-Unis et que les règles de la prescription étant exclusivement du domaine du droit civil ne sauraient être appliquées au présent conflit entre les Etats en litige ». La première question fut, de même, clairement résolue dans cet *attendu* : « considérant que toutes les parties d'un jugement ou d'un arrêt concernant les points débattus au litige s'éclairent et se complètent mutuellement et qu'elles servent toutes à préciser le sens et la portée du dispositif, à déterminer les points sur lesquels il y a chose jugée et qui partant ne peuvent être remis en question... »

La condamnation du Mexique n'a donc pas été

prononcée sans motifs et, ce qui ne vaut pas moins, sans *motifs* précis et d'une valeur indiscutable (1).

La seconde sentence arbitrale rendue par la Cour permanente est celle relative à l'*affaire du blocus vénézuélien* (22 février 1904). L'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie prétendaient avoir sur diverses autres puissances intéressées, la France notamment, un droit de préférence quant à leurs créances sur le Vénézuéla, droits résultant, d'après les trois premiers Etats, du fait d'avoir bloqué les ports de l'Etat débiteur.

La sentence du 22 février 1904 consacra d'ailleurs leurs prétentions. Que dire des « motifs » de cette assez longue sentence? Aux yeux de M. Mérignhac (2), les *motifs* ne contiendraient que cette phrase énigmatique : « Considérant que les puissances neutres n'ayant pris aucune part aux opérations de guerre contre le Vénézuéla, pourraient, sous quelque rapport, profiter des circonstances nées par ces opérations, sans toutefois acquérir des droits nouveaux... »

A M. Mallarmé, au contraire, la même sentence

(1) V. le texte de la sentence dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. IX, *Documents*, p. 24. — Sur l'affaire elle-même, v. RENAULT : *Un premier litige devant la Cour de La Haye*. M. Renault expose une appréciation favorable tant sur le dispositif de la sentence que sur l'ensemble des *motifs*.

(2) MÉRIGNHAC, *Droit public international*, t. I, p. 567.

apparaît comme étant très longuement motivée (1); et les *motifs* peuvent, selon lui, être classés en deux grands groupes, d'ailleurs très inégalement répartis : d'une part et surtout des raisons de fait; d'autre part une raison de droit. Les motifs de fait se distinguent : dans cette constatation que le Vénézuéla, jusqu'à la fin de janvier 1903, ne protestait pas contre la prétention des puissances bloquantes d'exiger des gages spéciaux pour le règlement de leurs réclamations, dans deux motifs spéciaux tirés des négociations mêmes, dans l'affirmation d'après laquelle le Vénézuéla ne s'engagea qu'à l'égard des puissances alliées à offrir des garanties spéciales pour l'accomplissement de ses engagements et dans une interprétation en vertu de laquelle les mots « *all claims* » employés ne pouvaient, de bonne foi, viser que les réclamations des alliés et ne pouvaient se rapporter à eux (2).

L'argument de droit se réduit à deux *attendus*, dont le premier a été rapporté plus haut et dont voici le second : « Considérant que les droits acquis « des puissances neutres ou pacifiques à l'égard du « Vénézuéla restent absolument intacts et garantis « par des arrangements internationaux respec- « tifs... »

Les critiques de cette sentence tiendront sans

(1) MALLARMÉ, *L'arbitrage vénézuélien devant la Cour de La Haye*, dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XIII, p. 487 et suiv.

(2) V. le texte de la sentence arbitrale dans la *Rev. de Dr. int. publ.* (1906), *Documents*.

doute, volontiers, son interprétation pour précaire et douteuse : il y avait surtout dans la cause une question de droit et le tribunal, en ne s'y maintenant pas, s'est abaissé, en somme, au rôle d'une commission d'enquête interprétant en fait les détails de négociations diplomatiques.

Quoiqu'il en soit, il y a des *motifs*, « il y en a même de nombreux, reconnaît M. Mallarmé, mais tous, sauf deux membres de phrases qui tirent eux-mêmes leur force d'une situation de fait, tous sont des *motifs de fait*, basés la plupart sur l'interprétation des négociations diplomatiques. Dans ces conditions, ajoute-t-il, il est permis de se demander si les considérants de la sentence ont beaucoup ajouté à l'autorité de celle-ci : tant vaut l'interprétation, tant vaut le *motif*, et cette interprétation est discutable... »

Mais, ne prolongeons pas cette critique ; nous reviendrons plus loin sur la portée même de la motivation des sentences de la Cour permanente ; ici, constatons seulement que l'indication des motifs répondait aux prescriptions de l'art. 52 de l'acte de La Haye de 1899.

Ce fut une question assez particulière et fort curieuse que trancha la sentence arbitrale prononcée le 22 mai 1905 (1) dans le conflit survenu entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne d'une part et

(1) V. *Revue de Droit int. publ.*, t. XII, p. 492 et suiv.

le Japon, d'autre part, à l'occasion de la véritable nature des *baux perpétuels* concédés aux étrangers par le gouvernement japonais. On sait qu'au Japon, la propriété immobilière n'étant pas accessible aux étrangers, ceux-ci n'en peuvent être que locataires; le gouvernement japonais concéda donc aux étrangers des locations de terrains, moyennant des redevances perpétuelles et obligatoires. Or, en 1900, un impôt ayant été établi sur les bâtiments, la question se posa, de savoir si les constructions élevées sur les terrains loués par les Européens, seraient passibles de la taxe nouvelle, ou si, au contraire, elles en demeureraient affranchies à raison de la concession des baux perpétuels. Le désaccord survenu à cette occasion entre le Japon, revendiquant la taxe, et les trois puissances sus-indiquées la refusant, donna lieu à un compromis d'arbitrage, signé à Tokio le 28 août 1902.

La Cour de La Haye rendit une très longue sentence consacrant les prétentions des puissances occidentales à la suite d'un exposé complet et clair des faits et dires des parties et de *motifs* minutieusement rédigés :

« Attendu que toutefois, la question qu'il s'agit de décider est celle de savoir si, au point de vue fiscal, les constructions élevées sur les terrains loués étaient de commun accord, considérées comme accessoires de ces terrains ou non, et que la solution de cette question ne dépend pas de dis-

inctions tirées d'une prétendue différence quant à la propriété des immeubles;

« Que le tribunal, ne saurait donc s'arrêter à la discussion engagée à ce sujet et fondée sur le droit civil :

« Attendu que les terrains étaient loués pour y construire des maisons, ce qui est indiqué à la fois, par la situation des immeubles et par la nature des aménagements effectués par le gouvernement japonais;

« Que l'obligation de construire des bâtiments était imposée dans certaines localités, sous peine de déchéance, que les baux contenaient souvent une clause aux termes de laquelle les bâtiments qui se trouveraient sur les terrains, deviendraient la propriété du gouvernement japonais, au cas où le preneur aurait manqué à ses engagements ;

« Attendu qu'il faut admettre que les circonstances qui viennent d'être relatées offrent des arguments à l'encontre de la prétention que le sol et les constructions constituent dans les relations entre les parties, au point de vue fiscal, des objets entièrement distincts;

« Attendu qu'en intervenant auxdits actes, le gouvernement du Japon a agi, non seulement en propriétaire des terrains donnés en location, mais comme investi du pouvoir souverain du pays ;

« Attendu que la volonté des parties faisait par conséquent la loi en la matière et que, pour établir comment les actes ont été réellement interprétés,

il faut s'en rapporter au traitement auquel les détenteurs des terrains ont été, au point de vue des impôts, soumis en fait, dans les différentes localités;

« Attendu qu'il est constant à cet égard, suivant une pratique qui n'a pas varié et qui a existé durant une longue série d'années, que non seulement les terrains en question, mais aussi les bâtiments élevés sur ces terrains, ont été exemptés de tous les impôts, taxes, charges, contributions, ou conditions autres que ceux expressément stipulés dans les baux à perpétuité; »

La question ainsi nettement posée par le compromis a été nettement résolue par une sentence remarquablement motivée à tous égards et il est permis de penser que les arbitres dont elle émane ont grandement honoré à la fois l'institution de la Cour permanente et la cause de l'arbitrage.

Quant à la quatrième sentence arbitrale rendue par la Cour permanente, le 8 août 1905, dans l'affaire des *boutres de Mascate* (1), de graves réserves ont été faites à son sujet. Les arbitres eux-mêmes ont convenu avoir dépassé leur mission, en avouant que les seules raisons dont leur sentence devait s'inspirer sont d'ordre juridique, alors qu'ils n'hé-

(1) V. le texte de la sentence dans la *Rev. de Dr. int. publ.*, 1906, *Docum.*, p. 4. — Pour la critique de cette sentence, Cf. BRESSONNET, mêmes *Revue* et année, p. 145 et suiv.

sitèrent pas à critiquer l'attitude de l'Etat français à l'égard du droit de visite en temps de paix et se permirent de lui conseiller d'accéder à certaines dispositions admises par d'autres Etats. En résumé, s'il est exact que la sentence sépare et résout successivement les deux questions posées par le compromis, — l'une relative à la concession du pavillon français et l'autre aux effets qui résultent du port de ce pavillon — il est profondément regrettable de lire les réflexions des arbitres que nous ayons signalées et, bien qu'étrangères au différend, on pourrait être porté à craindre que ces réflexions ne ressemblent trop à des *motifs*, à ces motifs mêmes qui se traduisent par la condamnation de la France au profit de l'Angleterre.

Une affaire assez particulièrement sensationnelle, celle des *déserteurs de Casablanca* fit l'objet du cinquième arbitrage soumis à la Cour de La Haye. Le compromis fut signé par la France et l'Allemagne le 24 novembre 1908 : « Un tribunal d'arbitrage, dit l'art. 1^{er}, jugera le fait et tranchera les questions de droit relatifs aux incidents survenus à Casablanca, le 25 septembre, entre des fonctionnaires des deux pays. »

On se rappelle les faits : le Maroc étant soumis au régime des capitulations, l'Allemagne prétendait que des soldats allemands de la légion étrangère qui avaient été arrêtés par des gendarmes français au môle de Casablanca au moment où ils

allaient désertre, avaient droit à la protection des autorités consulaires allemandes, d'ailleurs sollicitée par eux. La France soutenait, contrairement à cette prétention, que le corps français d'occupation, dont les déserteurs faisaient partie, devait avoir sur lesdits légionnaires une juridiction exclusive. Question particulièrement délicate et que les éminents arbitres ont heureusement tranchée.

La sentence (1) accepte l'un et l'autre des deux principes formulés, en reconnaît le bien fondé dans des *considérants* très motivés et donne son adhésion à la thèse française, parce que « la juridiction du corps d'occupation doit, en cas de conflit, avoir la préférence, lorsque les personnes appartenant à ce corps n'ont pas quitté le territoire placé sous la domination immédiate, durable et effective de la force armée ». Or, c'est ce qui avait eu lieu dans l'espèce : « à l'époque dont il s'agissait, la ville fortifiée de Casablanca était militairement occupée et gardée par des forces militaires françaises qui constituaient la garnison de cette ville et se trouvaient soit dans la ville même, soit dans les camps environnants » ; dans ces conditions, les déserteurs de nationalité allemande appartenant aux forces militaires de l'un de ces camps et étant dans l'enceinte de la ville, restaient soumis à la juridiction mili-

(1) V. le texte de la sentence arbitrale du 22 mai 1909, dans la *Rev. de Droit intern. publ.*, t. XVI, *Docum.*, p. 36. — V. aussi, DE BOECK : *La sentence arbitrale du 22 mai 1909 de la Haye.*

taire exclusive. Toutefois, ajoute la sentence, « la question de la compétence respective, en pays de capitulations, de la juridiction consulaire et de la juridiction militaire étant très compliquée et *n'ayant pas reçu de solution expresse, nette et universellement reconnue*, l'autorité consulaire allemande ne saurait encourir aucun blâme pour avoir accordé la protection aux déserteurs qui l'avaient sollicitée. »

À la vérité, ce sont là des *motifs*, dont la valeur ne saurait être contestée, et une sentence qui en est ainsi pourvue répond pleinement à l'obligation de la *motivation* consignée dans les actes de La Haye. Nous savons bien qu'on a tenté de reprocher à cette sentence de ne pas s'être expliquée sur la portée de la juridiction en cause, mais il faut bien distinguer que cette absence d'explication n'est nullement assimilable à un défaut de motivation et nous ne pouvons que remarquer, avec M. Gidel (1), que cette question, si le commentateur peut la poser, le tribunal n'avait pas à la résoudre :

« Il faut rejeter cette idée — absolument injustifiée — qu'un tribunal serait chargé de donner des consultations périodiques sur les diverses principes mis en jeu par l'espèce qui lui est soumise... c'est très juridiquement donc que les arbitres de La Haye n'ont pas précisé plus qu'ils ne l'ont fait la portée du droit de juridiction reconnue par eux

(1) V. GILBERT GIDEL, *L'arbitrage de Casablanca*, dans la *Revue de Droit international public*, t. XVII, p. 326.

à l'autorité militaire sur un territoire occupé »

Remarquons encore, pour terminer, l'indication que nous donne la sentence du 22 mai 1909, à défaut de règle absolue, « il faut tenir compte des circonstances de fait qui sont de nature à déterminer la préférence » ; par là, les arbitres montrent bien qu'en l'absence de *motifs de droit*, il convient de faire une large part aux *motifs de fait*.

La sixième sentence rendue par la Cour permanente, a trait à l'affaire dite des *Grisbådarna* (1) : elle intéresse un conflit de limites entre la Suède et la Norvège. Disons tout de suite que la nature des *motifs* indiqués par les arbitres pour justifier leur décision est fort intéressante.

Sans négliger le droit historique, le principal de leur décision est fondé sur la doctrine toute moderne de l'occupation effective (2). Les *considérants*, qui impliquent une comparaison entre le droit des gens, en vigueur au dix-septième siècle et les notions du même droit actuellement appliquées, sont peut-être de nature à provoquer des réserves, car, en particulier, il n'est pas bien sûr que le droit du

(1) *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVII p. 177 et p. 181 et suiv.

(2) Le *Morgenbladet* du 25 octobre 1909 remarque que « dans les questions internationales, comme dans toute espèce de choses, le droit juridique n'est pas suffisant, il faut qu'on sache le maintenir ; la Norvège a perdu au dix-neuvième siècle le droit qu'elle avait sur les *Grisbådarna*, parce qu'elle a négligé de faire ressortir les droits de l'Etat et des citoyens norvégiens ».

dix-septième siècle ait été nettement hostile à la doctrine du *thalweg* qui est rappelée, mais cette critique ne rentre pas dans notre cadre et, comme nous n'avons à nous préoccuper ici que des *motifs*, il nous suffira de constater que la sentence dont nous parlons ne nous les a par ménagés, les faits récents apparaissent abondamment dans ces *motifs*, y remplaçant heureusement ce que les arbitres eussent difficilement pu tirer d'une doctrine enveloppée d'incertitude.

Le 7 septembre 1910, la Cour de La Haye eut à résoudre la question posée par un conflit survenu entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, touchant les *pêcheries de Terre-Neuve et de Labrador* (1). Motivée dans le même sens que les précédentes, cette sentence, sur laquelle nous ne nous étendrons pas, a décidé, en application des principes antérieurement admis et conformément aux résolutions de l'Institut de Droit International que, pour les baies, les trois milles marins qui représentent la mer territoriale doivent être mesurés d'une ligne droite tirée en travers du fond de l'eau, à l'endroit où elle cesse d'avoir la configuration et la caractéristique d'une baie, les trois milles devant, pour tous les autres endroits, être mesurés en suivant les sinuosités de la côte.

(1) Cf. BASDEVANT, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVIII, p. 263 et suiv. — Voir aussi, SCELLE, *Revue des Sciences politiques*, 1911, p. 50.

Nous ne dirons également qu'un mot de la sentence prononcée le 25 octobre 1910, qui a tranché le différend survenu entre les Etats-Unis et le Vénézuéla au sujet des réclamations de *The Orinoco Steamship Co*. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un différend d'origine privée (1), mais ce qui doit être intéressant pour notre étude, c'est de remarquer que, précisément, cet arbitrage intervenait à l'occasion d'une sentence arguée de nullité, notamment pour erreur essentielle sur certains points, — ce qui paraît impliquer que la première sentence était bien loin d'être parfaite en ses *motifs*. La décision arbitrale de la Cour n'a donc pas eu, dans cette occasion, à faire l'application de principes plus ou moins discutés, mais, examinant les causes de nullité qui vicient une sentence, elle n'a eu qu'à consigner dans ses *motifs* les raisons qui lui paraissaient de nature à entraîner la nullité requise, et elle l'a fait consciencieusement.

Enfin, voici la sentence dernière en date, rendue le 24 février 1911 par la Cour permanente de La Haye (2), à l'occasion de l'affaire *Savarkar*. Ce conflit est juridiquement sans précédent en droit international, mais c'est une règle unanimement admise en doctrine que le contrat d'extradition ne

(1) V. SCELLE, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVIII, p. 164.

(2) V. *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVIII, RAYMOND ROBIN, *Un différend franco-anglais devant la Cour d'arbitrage de La Haye, affaire Savarkar*.

se forme que par le concours du consentement des parties, c'est-à-dire de l'Etat qui réclame le fugitif et de l'Etat qui le livre.

Le compromis arbitral franco-anglais du 25 octobre 1910 avait expressément spécifié dans son art. 1^{er} que c'était conformément aux règles du droit international que le tribunal devait trancher la question. Ici encore, nous voyons donc bien, comme à propos de l'affaire des déserteurs de Casablanca, que l'on ne demande pas aux arbitres d'établir une règle nouvelle ou de fixer des principes généraux, mais seulement d'appliquer au cas particulier de l'incident les principes constants du droit des gens. Et, de fait, les considérations de droit pur ne surchargent pas les *motifs* de la sentence, car des longs et précis *attendus* qu'elle contient, un seul, le dernier, nous dit : « Attendu qu'en admettant qu'une irrégularité ait été commise par l'arrestation et la remise de Savarkar aux agents britanniques, il n'existe pas, en droit international, de règle en vertu de laquelle la puissance qui a, dans des conditions telles que celles qui ont été indiquées, un prisonnier en son pouvoir, devrait le rendre, à raison d'une faute commise par l'agent qui le lui a livré. »

Tout est donc subordonné aux *faits* dans ce jugement.

APPRÉCIATION CRITIQUE. — CONCLUSION

Au terme de cette étude, nous sommes invités à jeter un coup d'œil rapide sur les indications qui se dégagent de la manière dont les sentences que nous avons pu examiner ont été motivées.

Nous n'avons pas entendu faire l'histoire des sentences arbitrales, mais nous serions heureux si seulement les considérations que nous avons dû faire à leur occasion pouvaient être de nature à justifier la conclusion que nous voudrions en tirer.

Les sentences arbitrales des siècles qui précéderent le dix-neuvième, quels qu'en soient les rédacteurs, sont fort courtes de *motifs*; nous irons même très loin dans le dix-neuvième siècle, que nous serons encore obligés de faire fréquemment la même constatation et c'est, en somme, seulement avec l'affaire de l'Alabama qu'il nous sera, avons-nous dit, donné de distinguer le sens d'une évolution.

Nous ne reprendrons pas ici le parallèle détaillé entre les modes d'arbitrage, pour opposer, en particulier, l'arbitrage par commission mixte à l'arbitrage par souverain. Nous rappellerons seulement que, par leur nature même, les commissions mix-

tes, obligées de motiver leurs décisions, ne se sont jamais affranchies de cette règle impérieuse, et qu'on ne saurait, en définitive, leur faire grief d'un défaut de *motifs* quand elles n'en ont pas donnés. C'est qu'alors, en effet, la matière ne comportait aucune *motivation*, ou que, comme dans l'affaire *Pacifico*, l'enjeu était maigre et que la politique était intervenue; ou que même, comme dans l'affaire plus récente et beaucoup plus importante des pêcheries de Behring, — sensationnelle dans l'histoire des arbitrages internationaux, — en même temps qu'il n'y avait guère place à de longs *motifs*, la Commission était aussi législative qu'arbitrale, à raison du règlement qu'elle avait mission d'élaborer.

A beaucoup près, il n'en est pas de même de l'arbitrage par souverain — et nous visons aussi bien les arbitrages du dix-neuvième siècle que ceux du vingtième; — nous avons relevé un nombre assez intéressant de décisions arbitrales émanant de chefs d'Etats peu, pas, ou mal motivées, alors qu'il s'agissait de questions importantes ou délicates appelant une certaine dose de *motifs*. « Non seulement, remarquent MM. de Lapradelle et Politis, ces solutions n'ont pas de *motifs*, ou ces motifs, de développements, mais en elles-mêmes, elles n'ont pas de justesse. Les meilleures sentences de souverains sont celles d'Alexandre I^{er} de Russie (22 avril 1822) et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV (30 novembre 1843).

Mais la première subordonne la question de droit à une question de grammaire; la seconde, qui manque de *motifs*, bénéficie plutôt d'une heureuse coïncidence que du juste sentiment des délicatesses de l'affaire (1). »

Une décision non motivée ne pouvant avoir qu'une force très relative, malgré l'autorité du souverain dont elle émane, nous avons vu à quelles difficultés avait donné lieu la sentence du roi de Prusse rendue en 1842 et quelle insistance le cabinet de Washington avait mise à solliciter des éclaircissements. Il nous est donc permis de dire que si cette autre sentence du roi de Prusse, prononcée en 1843, n'a pas donné ouverture aux mêmes difficultés, c'est à raison de la coïncidence heureuse entre ce que fut cette sentence et ce qu'on attendait.

Néanmoins, la critique ne lui a pas été ménagée. « L'arbitre, dit M. Paul Fauchille (2), n'a déterminé ni les principes, ni les circonstances de fait sur lesquels il s'est appuyé. Par là son jugement perd beaucoup de sa valeur au point de vue de l'établissement d'un précédent de jurisprudence,

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS *op. cit.*, Introd., p. XLIV. — Cette observation ne vise que les seules sentences de la première moitié du dix-neuvième siècle, les auteurs précités ne rapportant dans leur tome I^{er} que les sentences antérieures à 1855.

(2) PAUL FAUCHILLE, dans DE LAPRADELLE et POLITIS, *op. cit.*, p. 543-544.

soit en matière de liberté commerciale, soit en matière de blocus. L'analyse des documents diplomatiques et l'examen critique des thèses des deux gouvernements intéressés qui ont précédé le jugement arbitral, permettent de combler dans une certaine mesure une semblable lacune... » Mais ce n'est évidemment pas assez pour justifier le défaut de *motifs* et la justification n'apparaît cependant pas plus ailleurs. L'arbitre, il est vrai, en a donné deux raisons, rapporte M. Fauchille, « l'une, tirée des limites imposées à la liberté de l'arbitre par la réserve des principes contenue dans le compromis;... l'autre raison est plus critiquable encore : « donner les motifs de la sentence, ce serait s'exposer, dit l'arbitre lui-même, à des critiques et à des contestations ultérieures peu compatibles avec le caractère d'une décision suprême et finale ».

Cette seconde raison, en vérité, est assez étrange; aux yeux de M. Fauchille, elle ne signifie qu'une chose : « C'est qu'un chef d'Etat ne supporte pas facilement qu'on critique ses résolutions; alors même qu'il prononce comme arbitre. » Constatation qui conduit l'auteur que nous citons à conclure qu'il y a tout profit, pour les progrès du droit ainsi que pour la bonne administration de la justice, à ne pas confier les fonctions d'arbitre à des chefs d'Etat.

Faisant, à l'occasion de la sentence non motivée rendue en 1897 par le président Cleveland, le procès des décisions arbitrales dépourvues de *motifs*,

M. Darras (1) dit à son tour : « En l'absence de tout *motif*, comment apprécier le bien fondé de la décision? Même si elle repose sur des motifs exacts qui n'ont pas été portés à la connaissance du grand public, la décision perdra nécessairement de ce fait une grande partie de sa valeur morale et comme elle ne peut pas être contrôlée, elle ne s'imposera que difficilement au respect de tous. Comment aussi parfois comprendre certaines parties du dispositif si leur intelligence n'en est pas facilitée par l'étude possible des motifs qui ont inspiré le juge?... On peut encore remarquer que, si l'usage de ne point motiver les sentences arbitrales se généralisait, le développement du droit international pourrait en éprouver un arrêt particulièrement fâcheux : une même décision peut, en effet, reposer sur deux ordres de motifs bien différents ; si la décision ne s'explique pas à cet égard comment pourra-t-on déterminer l'ordre de motifs sur lequel l'arbitre s'est appuyé? »

Le procès étant ainsi fait, croyons-nous, des sentences rendues par les chefs d'Etats en général, celles-ci paraissant être inférieures à celles de toutes autres catégories, — les arbitres particuliers, non chefs d'Etats, ayant, comme nous l'avons vu, prononcé des sentences généralement satisfaisantes en la forme et au fond et, d'autre part, l'œuvre col-

(1) DARRAS. — *De certains dangers de l'arbitrage international, affaire Cerruti*, dans *Rev. de Dr. int. publ.*, t. VI, p. 539

lective étant, tant pour les commissions mixtes que pour tous autres tribunaux, une garantie de l'élaboration d'une sentence juridiquement meilleure et partant d'une *motivation* plus sérieuse, — il nous reste à essayer de distinguer si, actuellement, nous pouvons constater un courant quelconque, une évolution de la *motivation* dans les sentences des souverains ou chefs d'Etats.

Si nous nous attachons aux trente-cinq dernières années environ, nous voyons comme principales sentences de chefs d'Etats bien motivées : celle du président Mac-Mahon en 1875, de l'Empereur d'Autriche en 1881, de la reine Marie-Christine en 1891, du président de la Confédération helvétique en 1896 et du roi Oscar en 1902. En regard, nous avons, comme non motivées : les sentences du czar Alexandre II de 1875, du président Hayes de 1878, du président Cleveland de 1897, du président Loubet de 1900 et du roi Edouard VII de 1902; — comme insuffisamment motivées : les sentences du président Grévy de 1883, du czar Alexandre III de 1891 et du roi Victor-Emmanuel III de 1904, sans parler de la sentence rendue en 1909 par le président Figuera Alcorta sur laquelle nous nous sommes arrêtés plus haut.

En présence de pareilles données, est-il possible de distinguer une indication? Ce n'est pas sans une grande hésitation que nous nous prononçons, mais nous croyons cependant qu'une tendance à la *mo-*

tivation puisse être retenue dans le mode d'arbitrage par chef d'Etat.

Parmi les sentences non motivées que nous venons de rappeler, les plus déconcertantes pour nos déductions sont, à notre estime, celles du Président Cleveland et du Président Loubet : elles sont trop récentes pour ne pas rendre fragile notre conviction. Les sentences antérieures à 1890 peuvent, au contraire, être écartées comme déjà un peu plus anciennes ; l'insuffisance de la *motivation* de la décision arbitrale du czar, en 1891, s'explique sans doute quelque peu par la nature même de la cause à solutionner, et la sentence du roi Edouard, en 1902, peut aussi ne pas trop nous surprendre, les précédents nous ayant enseigné que les juriconsultes du Foreign Office préparaient *prudemment* le travail de leur souverain.

Ces éliminations opérées, nous restons avec trois sentences pour résoudre notre problème : celle du roi Oscar en 1902, celle du roi Victor-Emmanuel en 1904 et celle du président Figuera Alcorta en 1909, toutes trois postérieures à la première Conférence de la Paix. La première de ces sentences est d'une *motivation* satisfaisante en fait et en droit ; la seconde et la troisième sont fort longues dénotent tout au moins, par conséquent, une intention très sérieuse de présenter de bons et valables *motifs*.

Nous répétons que nous manquons du recul d'un nombre suffisant d'années, indispensable à

toute appréciation d'ensemble et à toute généralisation ; aussi, est-ce avec une extrême prudence et sous le bénéfice des réserves déjà faites, que nous dirons distinguer, dans l'évolution de l'arbitrage international, une légère tendance à la *motivation* par les chefs d'Etats, des sentences prononcées par eux, observation étant faite que, les souverains de certains Etats paraissent être condamnés à caractériser leurs décisions arbitrales par une absence de *motifs* ; nous visons ici, plus particulièrement, l'Angleterre et même les Etats-Unis.

Si on peut chercher à interroger l'évolution, relativement à la conception des *motifs* dans l'arbitrage par chef d'Etat, il ne nous semble pas que cette évolution nous ait, par contre, appris grand chose en ce qui touche les autres modes d'arbitrages, — commission mixte, tribunal judiciaire, tribunal arbitral spécialement constitué, arbitrage par particulier — qui paraissent généralement, depuis tout au moins un siècle, avoir connu la *motivation*. Mais, côté de cela, il est fort intéressant de se tourner maintenant vers le mode d'arbitrage dernier-né et de considérer comment sont motivées les sentences de la Cour permanente instituée en 1899.

Comme nous l'avons vu, la Cour de La Haye affirme une tendance très accentuée à s'arrêter longuement à l'exposé des faits, cherchant en eux les *motifs* de la décision à intervenir, sans jamais préjuger des principes de droit pur, autres que

ceux déjà codifiés. « C'est que, dit M. Robin, la Cour de La Haye n'est pas, comme l'Institut de Droit international, un aéropage de jurisconsultes ayant pour but de poser des principes rationnels, des règles logiquement déduites, sans souci des contingences, en un mot, de faire progresser le droit international. Sa mission est tout autre : son rôle, en effet, est de substituer, dans les conflits internationaux qui ressortissent au droit, un règlement pacifique à un règlement par la force ; et pour cela, dans l'espèce particulière qui fait l'objet du litige, de dire le droit, non pas tel qu'il devrait être, mais tel qu'il est actuellement, tel que l'ont fait, au moment où les faits litigieux se sont produits, la coutume et les traités. »

Des réserves, évidemment, peuvent et pourront être à faire sur la valeur des sentences rendues ou à rendre par la Cour permanente, il y aura sans doute de bonnes et de mauvaises sentences, comme il y a de bons et de mauvais jugements, mais il nous apparaît déjà que sentences et jugements ne sont pas loin d'être deux expressions synonymes (1).

(1) La question de savoir si, tout en indiquant des *motifs*, les arbitres ont toujours répondu aux préoccupations que l'on poursuivait à La Haye en prescrivant la motivation de la sentence, a pu se poser,³ notamment pour la sentence rendue dans l'affaire du blocus des ports du Vénézuéla. M. MALLARMÉ a fait des réserves à ce propos, remarquant que si la sentence était effectivement motivée, elle ne l'était qu'*en fait*, alors qu'un principe de droit était mis en jeu et

L'âme judiciaire, que souhaite M. Renault pour les juges de La Haye s'est déjà manifestée et les divers arbitres qui pourront être nommés en dehors de la Cour, pris par l'exemple, espérons-le, ne résisteront pas à l'acquiescer.

L'acquisition progressive, par l'arbitrage international, de la forme judiciaire parfaite, au détriment de l'ancienne forme politique, fera, d'autre part, que, plus complètes seront les lois internationales, plus motivées seront les sentences arbitrales. Il y aura, sans doute, des degrés qui seront observés dans la motivation, — M. Descamps, nous l'avons vu, l'avait remarqué à La Haye en 1899; — l'arbitre du droit international ne sera jamais aussi libre que le juge du droit privé, le principe de la courtoisie entre les nations l'obligera bien un peu parfois à passer sur des *motifs* irritants, quand il trouvera ailleurs des considérations déterminantes. (1).

qu'ainsi un motif de droit s'imposait. (Cf. MALLARMÉ, *op. et loc. cit.*)

(1) Ainsi dans l'affaire *des déserteurs de Casablanca*, certains moyens invoqués ont été laissés en dehors de la sentence; mais, l'omission la plus significative est celle relative à la légion étrangère : « *Considérant qu'il n'appartient pas à ce tribunal d'émettre une opinion sur l'organisation de la légion étrangère ou sur son emploi au Maroc...* » Manière aussi habile que d'ailleurs parfaitement juridique d'écarter du débat ce point qui aurait pu devenir irritant et sur lequel il était inutile que les arbitres prissent position, puisqu'il leur était donné de trouver ailleurs les éléments de solution du litige.

Pour une grande part, le droit international sera ce que l'arbitrage l'aura préparé, mais la justice arbitrale, elle, ne devra jamais être autre chose, ne devra jamais réfleter dans les *motifs* de ses sentences que la *viva vox juris gentium*. « Les arbitres ou les juges déduiront leurs *motifs* d'un corps de lois; on ne se fierá plus, comme dans le passé, à leur pure équité, qui fut trop souvent, toute réserve étant gardée sur leur bonne foi, le pur arbitraire,— « l'arbitraire des arbitres », inquiétantes rencontres de l'étymologie! Si on le faisait, on verrait vite les nations redire, comme certaines provinces de leurs anciens Parlements : Dieu nous garde de l'équité de la Cour arbitrale (1)! »

(1) LE FUR, *Rev. de Dr. int. publ.*, t. XVII (1910).

Vu, le président de la thèse :
A. DE LAPRADELLE.

Vu, le doyen :
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

CALVO. — Droit international théorique et pratique.

BONFILS et FAUCHILLE. — Manuel de Droit international public.

MÉRIGNHAC. — Droit public international.

FIGE. — Le Droit international codifié et sa solution juridique.

MÉRIGNHAC. — Traité théorique et pratique de l'arbitrage international.

ROUARD DE CARD. — Les destinées de l'arbitrage international depuis la sentence rendue par le tribunal de Genève.

J. H. RAISTON. — *International law and procedure.*

DARBY. — *International arbitration.*

LA FONTAINE. — Pacifisme internationale.

DE LAPRADELLE et POLITIS. — Recueil des arbitrages internationaux. (Préface de Renault.)

DESCAMPS et RENAULT. — Recueil international des traités.

DE CLERCQ. — Recueil des traités de la France.

DE MARTENS. — Recueil général des traités.

DE LAPRADELLE. — Compte rendu des travaux de la première Conférence de la Paix et appréciation critique.

La deuxième Conférence internationale de la Paix, Actes et Documents, 3 vol. in-8.

Les deux Conférences de la Paix (1899-1907), Textes et Documents, avec un Avant-propos de L. RENAULT.

REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE LÉGISLATION COMPARÉE
(articles de Barclay, Nys, Pierantoni, Renault, Rolin-
Jaequemyns, etc.)

REVUE GÉNÉRALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC. (Documents;
articles de Alvarez, Basdevant, Blaciszewski, Bressonnet,
Darras, Fauchille, Fiore, Le Fur, Gidel, Hagerup, de
Lapradelle, Mallarmé, de Martens, Politis, Regelsperger,
Renault, Robin, Scelle, Weiss)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

La notion des « motifs » en général	10
---	----

§ 1 ^{er} . — Questions à résoudre. — Les différents arbitres dans l'histoire du droit international : Arbitrages par souverains, — par commissions mixtes, — par corps judiciaires. — Distinctions quant aux <i>motifs</i> des sentences arbitrales	11
--	----

§ II. — Raisons d'être de la <i>motivation</i> . Evolution de la forme politique de l'arbitrage international vers la forme judiciaire; limite de l'assimilation. — La nécessité des <i>motifs</i> dans les décisions judiciaires internes. La même nécessité dans les sentences arbitrales du droit international. — Portée et conséquences de la motivation.	17
--	----

§ III. — Le Règlement de l'Institut de Droit international (art. 23). — La doctrine. — La question des <i>motifs</i> aux Conférences de la Paix : discussion des art. 52 en 1899 et 79 en 1907; arguments présentés	23
---	----

CHAPITRE II

Sentences arbitrales non motivées ou insuffisamment motivées rendues au cours du XIX ^e siècle	29
§ 1 ^{er} . — Par des Commissions mixtes	30
§ II. — Par des souverains ou chefs d'Etat. . . .	45
§ III. — Par d'autres arbitres.	63

CHAPITRE III

Sentences arbitrales motivées rendues au cours du XIX ^e siècle.	67
§ 1 ^{er} . — Par des souverains ou chefs d'Etats. . . .	68
§ II. — Par des Commissions mixtes.	88
§ III. — Par des corps judiciaires ou des tribunaux spéciaux	94
§ IV. — Par autres arbitres.	110
§ V. — Simples constatations sur la place faite aux motifs dans les sentences arbitrales rendues au cours du XIX ^e siècle	122

CHAPITRE IV

Les « motifs » dans les sentences arbitrales rendues au XX ^e siècle.	127
§ 1 ^{er} . — Par divers arbitres.	129
§ II. — Par la Cour permanente de La Haye. . . .	142
APPRÉCIATION CRITIQUE — CONCLUSION.	159
BIBLIOGRAPHIE.	171

